

سنة ١٩٧٧

EN RHODÉSIE

La guérilla frappe à la frontière sud-africaine

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 16 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 500 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 63 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 30

S. RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris n° 600612

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La reprise et ses limites

Après deux années d'asthénie et de morosité, les pays industriels, ou du moins les principaux d'entre eux, reprennent leur souffle. Une fois encore, les États-Unis ont la vedette : l'économie dominante du monde occidental est pratiquement revenue à son niveau d'avant la récession. Le produit national brut américain se situe à seulement 0,2 % au-dessous du seuil du quatrième trimestre de 1972, qui marqua la dernière période d'expansion avant la crise.

Pour le premier trimestre de cette année, la croissance de l'économie d'outre-Atlantique a atteint un taux annuel de 7,5 %, contre 5 % pendant les trois derniers mois de 1975. Aussi les experts officiels attendent-ils pour 1976 une expansion supérieure à leurs prévisions du début de l'année : elle pourrait approcher 7 %, au lieu des 6 % prévus initialement. Mais il ne s'agit pas d'un « boom », mais d'un « bon résultat », dit-on à Washington à propos des dernières statistiques.

L'optimisme américain se nourrit aussi du ralentissement de l'inflation, dont le rythme annuel est tombé d'un trimestre à l'autre de 6,8 % à 5,7 %, niveau le plus bas enregistré depuis le troisième trimestre de 1972. Enfin, le chômage, même s'il reste important, a reculé, touchant 7,5 % de la population active, en mars, au lieu de 8,9 % en mai 1975.

À six mois de l'élection présidentielle, ces bonnes nouvelles ne peuvent que conforter l'administration en place et les supporters de l'ancien chef de l'État. Toutefois, le gouvernement américain reste sur ses gardes, conscient de mener une politique prudente de reprise progressive et modérée. En effet, un risque d'emballement n'est pas exclu : l'accroissement brutal des stocks au cours du premier trimestre, s'il est à l'origine de l'accélération, peut de même contribuer à relancer l'inflation.

En Allemagne fédérale aussi, les principaux indicateurs de conjoncture ont revissé en hausse leurs prévisions, s'attendant cette année à un accroissement de 5,5 % du produit national brut, et l'augmentation des prix demeure modérée. Au Japon également le redémarrage apparaît assez solide, le P.N.B. devant augmenter en 1976 de 5,6 %. En France en revanche, si la reprise est amorcée, l'inflation est encore élevée et une politique de restriction du crédit pourrait de nouveau ralentir la machine. Le système est d'autant plus fragile que les économies sont de plus en plus dépendantes les unes des autres et que la Grande-Bretagne comme l'Italie ne sont pas, loin de là, sorties de leurs difficultés.

Aux États-Unis, à vrai dire, de nombreux experts prévoient un ralentissement de la croissance au cours des prochaines années ; les achats de voitures et de logements, qui « tirent » actuellement la reprise, doivent à nouveau connaître une baisse. Partout le chômage demeure le problème numéro un, aussi bien dans les pays qui ont profité de la récession que dans ceux qui, comme la France, ont tenu à conserver dans la mesure du possible le plein-emploi dans les entreprises.

Le secrétaire général du puissant Syndicat britannique des transports vient d'ailleurs de proposer comme remède l'introduction en Grande-Bretagne de la semaine de travail de trente-cinq heures, qui permettrait, selon lui, de créer sept cents mille nouveaux emplois dans un pays comptant lui aussi plus d'un million de chômeurs.

La persistance du chômage obscurcit en tout cas les perspectives d'établissement d'un « nouvel ordre économique international », au moment où va s'ouvrir, le mois prochain à Nairobi, la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). La tentation de protectionnisme reste grande, chacun espérant être aidé par la reprise chez le voisin, mais comptant d'abord sur ses propres forces. Une généralisation de l'expansion éviterait à beaucoup de céder à leur « vieux démon ».

LES PORTUGAIS VOTENT DIMANCHE

Les sondages font état d'une avance des modérés

Le Portugal est entré dans la troisième et dernière semaine de la campagne pour les élections législatives, qui auront lieu le dimanche 25 avril. Les rares incidents signalés durant les quatre derniers jours étaient sans gravité. Le rythme des réunions politiques continue d'être impressionnant : environ sept cent cinquante meetings ont eu lieu au cours du seul week-end. Toutefois, une certaine lassitude de l'électorat est perceptible. Au cours des derniers jours, et si l'on en croit les sondages, les formations modérées ou de droite ont, semble-t-il, nettement amélioré leur position.

De notre correspondant

Lisbonne. — En deux semaines de campagne électorale, les quatre partis qui présentent des candidats à l'Assemblée nationale ont organisé plus de seize mille meetings, touchant directement environ trois millions de personnes, soit la moitié du corps électoral. La campagne se terminera le vendredi 23 avril. Deux jours plus tard, les Portugais iront aux urnes pour choisir leurs représentants.

Les résultats des sondages d'opinion qui, selon la loi, ne peuvent être publiés, circulent néanmoins sous le manteau. Malgré les différences d'un sondage à l'autre — leurs résultats reflètent souvent les intérêts des groupes ou des partis qui les ont commandés — on peut noter qu'une certaine baisse du pourcentage attribué au P.S. et à une hausse spectaculaire du chiffre attribué au Centre démocrate et social (C.D.S.), qui dépasserait déjà les 20 %. Ce dernier parti, dirigé par M. Freitas do Amaral, mène d'ailleurs une campagne habile. Conscient de la lassitude de l'électorat, la droite évite la polémique. Ses dirigeants s'efforcent de donner une impression d'équilibre, d'ascétisme et de compétence.

Le lundi 19 avril, vingt mille sympathisants du C.D.S. ont écouté, à Lisbonne, M. Freitas do Amaral et le général Gabeiro de Melo. M. Amaral a rappelé les trois objectifs du parti : la « démocratisation nationale », la « réconciliation nationale » et la « reconstruction nationale ». Cette dernière englobe un climat international favorable, la confiance à l'intérieur, un programme de gouvernement bien défini et des techniciens capables de l'exécuter. Le C.D.S. s'estime capable de réunir ces quatre conditions. Selon son secrétaire général, il aurait l'appui des travailleurs portugais, qui aspirent « à la stabilité politique et à la sécurité de l'emploi ». Le C.D.S. soutiendra aussi « leurs droits légi-

times d'accès à la propriété privée », et respectera le principe « sacré » de l'héritage.

Aux dernières élections pour l'Assemblée constituante, beaucoup de sympathisants du C.D.S. avaient voté socialiste, jugeant que c'était la meilleure façon de barrer la route au P.C.

Aujourd'hui, d'après les dirigeants du C.D.S., les conditions sont radicalement différentes. Le temps est venu, estiment-ils, de remplacer un vote « négatif » par un vote « positif ». Ils s'attendent à recueillir les suffrages de la « droite progressiste patriotique et dynamique », ainsi que de la « gauche démocratique non marxiste ».

De toute évidence, la plupart des formations politiques modérées, voire de droite, cherchent à conquérir une partie de l'électorat socialiste. De manière significative, chaque parti essaie de repousser à gauche les parts concurrentes, cherchant ainsi à tirer profit d'un net glissement à droite de l'opinion publique. Ainsi, le parti populaire démocratique (P.P.D.) assimile le « socialisme » au parti communiste ou « socialisme » du P.S.

Le parti socialiste s'emploie, quant à lui, à dénoncer ces « manœuvres », la dernière étant l'apparition, sur les murs de Lisbonne, d'affiches qui associent le socialisme au nouveau poing levé, symbole du P.S.

De toute façon, il est peu probable que les prochaines élections désignent une claire majorité de droite ou de gauche. Des alliances seront sans doute nécessaires même si, par la voix de son secrétaire général, le parti socialiste prétend toujours « gouverner tout seul ou passer à l'opposition ».

JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 6.)

Les Pays-Bas malades de Lockheed

Lockheed, Northrop, Total, Dassault, Shell, British Petroleum, les affaires de pots-de-vin tournent au scandale international. Ce n'est certes pas la première fois que des personnalités politiques sont soupçonnées de recevoir des « cadeaux » de grosses firmes industrielles, de marchands d'armes ou de compagnies pétrolières, mais jamais des révélations de cette sorte n'avaient pris — grâce aux commissions d'enquête américaines — une telle ampleur.

Après les Américains et avec les Japonais, ce sont sans doute les Néerlandais qui réagissent le plus vivement à cette « épidémie ». L'affaire Lockheed met directement en cause la famille royale et plonge le gouvernement de coalition à direction socialiste dans l'embarras.

I. — Une reine qui gouverne

Le Haya. — « Je maintiendrai » : jamais la fière devise de la maison d'Orange n'a paru un tel défi. Lorsque, le dimanche soir 8 février, le premier ministre, M. Joop den Uyl, a annoncé à la télévision que le nom du prince des Pays-Bas avait été prononcé

De notre envoyée spéciale
NICOLE BERNHEIM

par les dirigeants de Lockheed parmi ceux des personnalités ayant bénéficié des libéralités de

la firme aéronautique américaine, les Néerlandais ont été stupéfaits. D'autant que, quelques instants avant, la radio était interrompue pour donner l'information en « flash », précédée totalement inhabituelle aux Pays-Bas.

Depuis, la rumeur court par rafales du Brabant à la Frise, paraissant s'étendre un jour pour reprendre de plus belle le lendemain, au rythme des colonnes et des photos que publie l'ensemble de la presse quotidienne et hebdomadaire. Car ce ne sont pas seulement les journaux à sensation ou les feuilles de l'ultra-gauche qui se sont mis à la partie : les quotidiens conservateurs, comme *De Telegraaf*, ou l'organe des milieux d'affaires qu'est le *NRC Handelsblad* y vont aussi de leur enquête, de leurs accusations, de leurs retours en arrière sur des événements vieux parfois de dix ou vingt ans.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Il paraît qu'après Honeywell I.T.T. se déclare disposée à rétrocéder ses filiales françaises à des capitaux français.

Certains experts pensent que ce soudain respect des nationalités pour la nationalité française est principalement dû à la crainte des

Anticipation

nationalisations que pourrait entraîner une victoire de la gauche en 1978.

Voilà bien la preuve que le programme commun est dépassé, puisque les Américains, deux ans à l'avance, ont déjà fini de l'appliquer.

ROBERT ESCARPIT.

Les trois horizons

par PIERRE DROUIN

Le VII^e Plan sur la table des ministres mercredi, la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing jeudi, deux « temps forts » pour examiner l'avenir de la France. Depuis quelques semaines, cet avenir s'est rétréci à celui des chances de la majorité ou de l'opposition de l'emporter aux élections de 1978. Va-t-on enfin respirer un peu plus haut qu'au ras des margues électorales ? La tentation est évidemment forte pour le président de la République de se laisser entraîner par le jeu à la fois dur et grisant de la « politique politicienne », après avoir donné un coup de chapeau au Plan tout neuf et rassuré sur sa volonté de réforme. Il affectionne le « pilotage à vue », le dosage subtil de messages conjugués qui essaient de redresser par petites touches les déséquilibres à mesure que leurs effets dommagea-

bles sont enregistrés. Ce qui ne veut pas dire qu'il y renonce toujours. Qui ne voit en tout cas que la « conjoncture » est tellement envahissante qu'elle repousse tout le reste à l'encontre ?

Quelles sont les « nuisances » principales pour les Français d'aujourd'hui ? Non plus apparemment la pollution de l'air et le bruit, mais le chômage et l'inflation. Quand pour chacun le sentiment d'insécurité affleure qu'il s'agisse de l'emploi, des économies, des salaires, — tous les maux qui tourmentent autour d'une croissance « à la japonaise » s'estompent. Ils apparaissent comme des « risques de luxe », du type de celui qu'on a de payer beaucoup d'impôts quand on gagne beaucoup d'argent. « Le travail, c'est la santé » : qu'on ne vienne plus nous parler de projet de société ou il s'agit de consumer moins de produits. La fabrication de ces produits fournit bien les emplois, non ? Alors !

Et comme il faut tout de même donner une coloration nouvelle au sempiternel slogan « retrouvez vos mœurs », on dit aux Français : « Il faut rattraper les Allemands ». La course, noble sport, mais pour aller où ?

(Lire la suite page 32.)

De la mort philosophique à l'avènement biologique

Le triomphe de l'homme

Durant des siècles, en Occident, aujourd'hui encore pour une partie du monde, l'homme n'est qu'un épiphénomène, l'humble porteur d'une exploitation rédemptrice, le fugace et temporel symbole des malédictions et des transcendances éternelles, ou l'éphémère instrument d'un destin collectif.

Le dix-huitième siècle voit la timide puis éclatante affirmation de son existence. La connaissance objective déploie ses conquêtes en Occident. L'homme devient le centre de son intérêt, la source de son rayonnement. C'est lui, et non les dieux, qui illumine le siècle des lumières, qu'il se soumette à une nature, enfin reconnue, comme le voudrait Rousseau, ou qu'il en déjoue les lois impitoyables, comme le permet la science.

L'avènement du vingtième siècle est marqué par le sacrifice collectif de millions d'individus qui, renonçant à la liberté, s'immolent non pour les dieux, mais pour le futur des sociétés humaines.

Dans le même temps, apparaissent ici ou là les doctrines philosophiques de négation de l'homme : l'homme n'existe plus, si ce n'est par l'expression des structures ou des comportements collectifs, des langages, des invariants conscients ou inconscients. L'affirmation sans cesse plus précise par la biologie de l'irréductible singularité des hommes, de leur diversité, de la suprématie de l'individu sur le groupe, infirme ces concepts et suggère l'aberration de tout système politique violant la loi biologique.

Deux ouvrages essentiels, simultanément publiés par les professeurs Jean Bernard et Jean Hamburger, expliquent le déclin moderne de la biologie et de la médecine, donnent les fondements scientifiques d'un anthropocentrisme issu, cette fois, de la logique, et en dessinent les implications philosophiques, éthiques ou politiques. De ce dessin, résultent les choix de société. A chacun d'en peser les contraintes et les vertiges.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire page 18 l'analyse des livres des professeurs Jean Bernard et Jean Hamburger.)

(Lire page 18 l'analyse des livres des professeurs Jean Bernard et Jean Hamburger.)

ALBERTINE SARRAZIN le passe-peine

1949-1967

Cahiers Carnets
Ecrits intimes
des années de prison
et de liberté
Premiers essais
romanesques mêlés de
poèmes de lettres
et dessins

JULLIARD



AFRIQUE

Rhodésie

Un groupe de guérilleros tue trois touristes sud-africains

Correspondance

Le Cap. — Trois touristes ont été tués et une femme a été blessée par des guérilleros nationalistes noirs, le dimanche de Pâques, sur la principale route reliant la Rhodésie et l'Afrique du Sud, en territoire rhodésien et à proximité immédiate de la frontière. Les guérilleros étaient en train d'exiger de l'argent des occupants de trois voitures qui avaient arrêté. Selon un témoin, le groupe de nationalistes était formé d'une vingtaine d'hommes, vêtus de tenue militaire et ils ont ouvert le feu sans avertissement au moment où survolaient deux motocyclettes. Les victimes sont deux jeunes gens de moins de vingt ans d'origine hollandaise et un journaliste.

La route où s'est produit l'incident a été fermée au trafic par les autorités rhodésiennes. En outre, la voie ferrée Rutenga-Bell-Bridge, qui est la seule à relier la Rhodésie à l'Afrique du Sud, a été coupée par l'explosion d'une bombe qui a endommagé une locomotive et plusieurs wagons. C'est la première fois que cette voie est atteinte en un point qui se trouve à plus de 100 kilomètres de la frontière du Mozambique, d'où venaient sans doute les guérilleros.

Ces attentats, qui ont grandement perturbé le trafic routier entre les deux pays, ont suscité une vive émotion en Afrique du Sud. Toutefois,

des sources proches du gouvernement ont exclu tout envoi d'assistance militaire à Salisbury et une haute personnalité nous a assuré qu'une telle initiative « ne saurait, en aucun moment, améliorer une situation déjà délicate ». Dans les milieux diplomatiques, on marque quelque soulagement, car une nouvelle aventure extérieure du régime y est jugée très peu souhaitable actuellement. Le premier ministre, M. Vorster, sait fort bien que, pour sauver ce qui peut encore l'être dans sa politique de « détente » avec l'Afrique noire, il lui faut amener les adversaires à la table de négociation et non renforcer militairement M. Ian Smith et son régime minoritaire.

Toutefois, la mort de trois touristes va porter un coup sérieux à des échanges touristiques importants et lucratifs. En outre, la pénétration d'un groupe armé aussi loin à l'intérieur de la Rhodésie et la démonstration que la ligne de chemin de fer est désormais vulnérable revêtent une grande importance psychologique et politique.

Le début de la campagne d'octobre 1976 contre l'importation de produits sud-africains en France, et notamment des agrumes d'Orange, sera marqué par un congrès qui aura lieu à André-Bazin, 45, rue de la Glacière, à Paris, les 24 et 25 avril prochains (campagne anti-Orange, 45, rue de Vaugrassat, 75006 Paris, tél. 336-11-69).

Angola

M. FIDEL CASTRO ACCUSE M. KISSINGER D'AVOIR « FOMENTÉ » LA GUERRE CIVILE

La Havane (A.P.P.). — La guerre d'Angola a été « la guerre de Kissinger », a déclaré, lundi 19 avril, à La Havane, M. Fidel Castro, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du dévouement de la bête des Cochons. Le premier ministre cubain a en outre accusé le secrétaire d'Etat américain de l'avoir fomentée contre l'avis de ses propres collaborateurs. Puis, il s'est pris à ses déclarations sur la participation cubaine à la guerre d'Angola, le traitant de « vulgaire menteur ». L'envoi de troupes cubaines dans ce pays, a précisé M. Fidel Castro, a été décidé par le parti et le gouvernement sans que l'Union soviétique y ait été pour quel que soit. Il s'agissait de défendre la guerre dans ce pays africain et non pas de défendre les intérêts du premier ministre.

M. Fidel Castro a, d'autre part, tenu à assurer les pays latino-américains qu'ils n'avaient rien à craindre des forces armées cubaines. Enfin, il a lancé un avertissement aux Etats-Unis, les menaçant de dénoncer le traité cubano-américain sur la répression de la piraterie si les attaques d'extrême contre les bateaux de pêche cubains continuent et si leurs auteurs n'étaient pas punis.

Niger

RECTIFICATION. — Une phrase déformée en transmission laissait entendre, dans l'article de notre envoyé spécial sur la situation au Niger (Le Monde du 17 avril) que les neuf condamnés à mort à la suite de la tentative de coup d'Etat du 15 mars avaient été exécutés. Or aucune exécution n'a été, à ce jour, annoncée à Niamey.

ENVIRON CENT MILLE MORTS, DES DOMMAGES CONSIDÉRABLES

Le lourd bilan de la sécheresse des années 1968-1974 dans les pays du Sahel

De notre envoyé spécial

Dakar. — Alors que vient de se réunir à Dakar une conférence qui a donné naissance au « Club des pays du Sahel », les experts s'efforcent, aussi bien en Afrique qu'à l'extérieur du continent, de définir ce que M. Maurice J. Williams, président du comité d'aide au développement de l'O.C.D.E., appelle « la nouvelle approche » du drame des pays sahélo-sahariens. Après le dépouillement des rapports consacrés ces dernières années à cette question, il est possible d'estimer les conséquences de la sécheresse catastrophique qui épuise, au cours des années 1968-1974, les huit Etats du Sahel (Gambie, Guinée-Volta, Mali, Niger, Sénégal et Tchad). Parmi les documents les plus instructifs figure un volumineux travail de synthèse de M. Elliott Berg, élaboré par l'université du Michigan pour son centre de recherche sur le développement économique, intitulé « L'évolution récente du Sahel ».

M. Elliott Berg distingue les conséquences irréversibles de la sécheresse de celles qui peuvent être atténuées. Parmi les premières il cite les pertes humaines, les atteintes physiologiques définitives subies par les populations, les modifications écologiques irréversibles. Parmi les secondes, il mentionne les effets sur la production agricole, sur le cheptel, sur le niveau d'activité économique des Etats, sur les budgets et les balances des paiements des pays concernés.

Le chiffre des pertes en vies humaines le plus couramment cité est celui de cent mille morts, mais il s'agit d'une estimation controversée, et il est pratiquement impossible de faire la distinction entre les personnes mortes de faim et celles qui sont

décédées par suite d'une malnutrition qui les a rendues vulnérables aux maladies, surtout celles de caractère épidémiologique. De nombreux enfants souffrent de graves troubles physiologiques, notamment au sein des populations nomades et des troupeaux de ruminants du Mali ou du Niger. De multiples cas de kwashiorkor ont été enregistrés dans la partie septentrionale de la République

Parmi les modifications écologiques irréversibles figure surtout la transformation de la terre arable en poussière, par destruction de l'humus. Le couvert végétal a disparu dans de vastes zones, la majorité des Etats sahélo-sahariens, au Sénégal et en Mauritanie par exemple les acacias, dont on extrait la gomme arabique, ont été détruits par milliers.

Un tiers du bétail détruit

L'insuffisance partielle du cheptel est l'un des éléments qui présente le plus de polémique, personne n'étant d'accord sur la valeur des recensements effectués aussi bien avant 1968 qu'après 1974. Toutefois, les experts estiment généralement qu'un tiers du bétail des Etats sahélo-sahariens a été détruit, surtout au cours des années 1972 et 1973. Les éleveurs de cette région ont subi une perte d'autant plus considérable que la sécheresse a compromis également la reconnaissance des cheptels, ovins et bovins notamment.

La production agricole a beaucoup diminué, de 1970 à 1974, particulièrement dans les cultures industrielles, comme l'arachide ou le coton. Les récoltes de céréales, surtout le mil, ont subi une perte de moitié, singulièrement au Sénégal et au Tchad. Dans le meilleur des cas il y a eu stagnation. Pour les produits vivriers, notamment le riz, le déficit a été tel que des importations considérables ont dû être effectuées avec l'aide des pays donateurs ou d'organismes internationaux. Par voie de conséquence les exportations agricoles et animales, qui représentent l'essentiel des ressources des pays du Sahel, ont sensiblement fait baisser le niveau du commerce extérieur. Dans quelques cas, l'aggravation de la sécheresse, au contraire, incite les éleveurs à vendre rapidement la plus grande partie de leurs troupeaux. Ainsi, au Mali, les recettes de ventes du bétail ont paradoxalement doublé entre 1973 et 1974.

Les répercussions financières

Selon M. Berg, « l'ordre de grandeur de la diminution de la production agricole et du produit intérieur brut en 1973 s'élève à 12 à 21 % par rapport à l'année précédente ». Au Niger, la production agricole a baissé de 30 % en 1974 par rapport à 1973, et au Tchad, la récolte de riz a chuté de 50 % au cours de la même période.

En règle générale, on considère que l'année 1974 a été pour les Etats du Sahel pire que 1973, ce

nombre d'adhésions du chef du commando qui ne paraissent pas devant la cour. Il s'agit en particulier de plusieurs membres de l'ambassade de Libye en Tunisie qui, protégés par l'immunité diplomatique, ont regagné leur pays. C'est à l'ambassade et au consulat de Libye à Tunis, en effet, que M. Mohamed Ali Nafel s'est procuré les voitures qui lui ont permis de surveiller la demeure de M. Nofra. C'est également qu'il a pris possession d'une valise contenant des armes qui devaient servir à l'opération d'assaut au 8 mars à 14 heures. Selon l'accusé, un diplomate libyen aurait même eu l'idée d'enlever le ministre des Affaires étrangères, M. Habib Chadi, l'opération envisagée contre M. Nofra comportant trop de difficultés. « Lorsque M. Chadi aurait été entre nos mains », explique M. Nafel, nous aurions pu imposer nos conditions : la reconnaissance de la République sahraïenne et l'adoption de mesures en faveur de l'union tuniso-libyenne ».

Les déclarations souvent confuses de l'accusé concernant son appartenance à l'opposition au régime du colonel Kadhafi, ont été laissées sans suite.

MANUELE PEYROL.

(1) C'est la presse égyptienne qui a révélé que le 1975 qu'une tentative de coup d'Etat avait été déjouée en Libye. L'un de ses instigateurs, M. Kadhafi, s'est réfugié en Tunisie avant de gagner le Caire où il se trouve actuellement (N.D.L.R.).

Tunisie

A SON PROCÈS

Le chef du « commando libyen » se présente comme un adversaire du régime de Tripoli

De notre correspondant

Tunis. — Le procès de M. Mohamed Ali Nafel et de ses deux complices, MM. Bechir Hamad Mahmoud Khelil et Abdelkader Mohamed Naceur, trois Libyens accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de tentative d'assassinat du premier ministre, s'est ouvert le lundi 19 avril devant la Cour de sûreté de l'Etat siégeant dans une caserne de la capitale protégée par des policiers et des soldats. Cette première journée a été consacrée à l'interrogatoire du chef du « commando de la mort », M. Mohamed Ali Nafel, qui a été agité à l'interrogatoire des services spéciaux de l'armée libyenne. Rétroactant certains de ses aveux, l'accusé a fait état devant la cour d'un argument décisif : un opposant au régime de Tripoli. « Mes premiers séjours en Tunisie, en 1975, étaient destinés à l'organisation de la révolution libyenne de la révolution, réfugié en Tunisie après une tentative de coup d'Etat contre le gouvernement du colonel Kadhafi » (1), a-t-il notamment déclaré. « Je n'ai pu mener à bien cette mission n'ayant trouvé aucune aide auprès des citoyens tunisiens ».

M. Ali Nafel a bien reconnu avoir étudié les abords du domicile de M. Nofra. Mais, selon lui, l'enlèvement du premier ministre n'était qu'un plan « imaginé » par le réel état de « dresser l'opinion tunisienne et internationale contre le régime libyen ».

Le procès de M. Mohamed Ali Nafel et de ses deux complices, MM. Bechir Hamad Mahmoud Khelil et Abdelkader Mohamed Naceur, trois Libyens accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de tentative d'assassinat du premier ministre, s'est ouvert le lundi 19 avril devant la Cour de sûreté de l'Etat siégeant dans une caserne de la capitale protégée par des policiers et des soldats. Cette première journée a été consacrée à l'interrogatoire du chef du « commando de la mort », M. Mohamed Ali Nafel, qui a été agité à l'interrogatoire des services spéciaux de l'armée libyenne. Rétroactant certains de ses aveux, l'accusé a fait état devant la cour d'un argument décisif : un opposant au régime de Tripoli. « Mes premiers séjours en Tunisie, en 1975, étaient destinés à l'organisation de la révolution libyenne de la révolution, réfugié en Tunisie après une tentative de coup d'Etat contre le gouvernement du colonel Kadhafi » (1), a-t-il notamment déclaré. « Je n'ai pu mener à bien cette mission n'ayant trouvé aucune aide auprès des citoyens tunisiens ».

M. Ali Nafel a bien reconnu avoir étudié les abords du domicile de M. Nofra. Mais, selon lui, l'enlèvement du premier ministre n'était qu'un plan « imaginé » par le réel état de « dresser l'opinion tunisienne et internationale contre le régime libyen ».

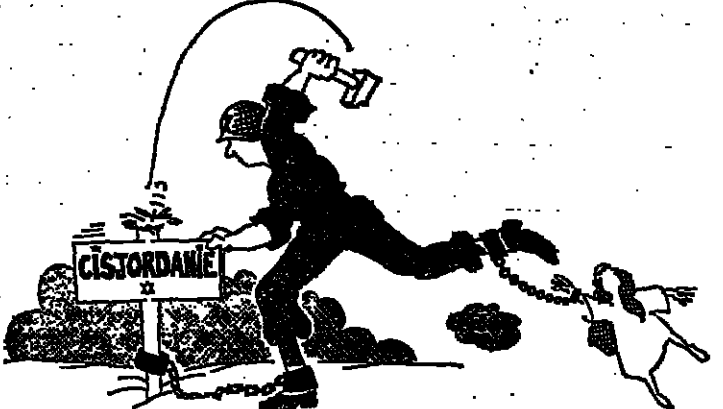
PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie

LA « MARCHÉ DES CROYANTS » JUIFS Un Arabe est tué et six sont blessés au cours des contre-manifestations

Un Arabe a été tué et six autres blessés au cours des contre-manifestations organisées lundi 19 avril par la marche organisée par le Gush Emunim (le bloc des croyants) pour revendiquer le droit du peuple juif de s'installer « partout sur la terre d'Israël ». L'incident le plus grave a eu lieu à Naplouse où un Arabe de cinquante-deux ans a été tué et deux autres blessés par une patrouille israélienne qui, selon un porte-parole militaire, a « ouvert le feu pour se défendre après avoir été encerclée dans la vieille ville » à Djénine, dans la matinée, un résident arabe avait été blessé par balle par des soldats israéliens qui dispersaient une manifestation d'une centaine d'habitants. Selon un communiqué publié par les an-

jusqu'au centre de la ville et sont repartis dans des cars qui les attendaient à l'extérieur. M. Yossef Levine, porte-parole du mouvement, a indiqué que le Gush Emunim était décidé à « rester dans les sermons qui tiennent » un point d'implantation juive à proximité de Jéricho et que mille de ses membres se sont déjà engagés à venir s'y installer. A TEL-AVIV, le comité directeur du Mapam, parti de gauche membre de la coalition gouvernementale israélienne, a décidé lundi soir d'organiser un meeting de protestation contre les activités des extrémistes religieux du Gush Emunim. Le Mapam a demandé, d'autre part, la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer les respon-



(Dessin de PLANTU.)

torités israéliennes, une centaine de personnes qui manifestaient sur la grande place de Djénine avaient refusé de se disperser et ont lapidé des soldats israéliens. Ces derniers ont tiré plusieurs rafales en l'air afin de se dégager. « Un résident arabe a été atteint par une balle perdue », précise le communiqué.

A Jéricho, dernière étape de la marche, de violents désordres ont fait trois blessés, malgré le couvre-feu qui avait été imposé dans le centre de la ville par les militaires israéliens. Les habitants de Jéricho, pour s'opposer aux marcheurs du Gush Emunim, ont organisé une manifestation qui s'est transformée en émeute. Au moment où les « marcheurs » nationalistes juifs faisaient leur apparition à l'entrée de la ville, des troupes israéliennes ordonnaient aux habitants de Jéricho de se disperser. Au cours des affrontements qui ont suivi, trois manifestants arabes ont été blessés, dont un par balle, et trente personnes arrêtées.

Les manifestants du Gush Emunim, parmi lesquels figuraient le ministre de la Prévoyance sociale, M. Zebulun Melchior, membre du parti national religieux, des immigrants récemment venus d'U.R.S.S. et des touristes américains, n'ont pu pénétrer

stabilités dans les incidents du 30 mars. Proclamée « jour de la terre » par les organisations palestiniennes, cette journée avait été marquée par des accrochages entre manifestants et forces de l'ordre en Galilée. Six manifestants avaient été tués. Le Mapam a enfin demandé au premier ministre de suspendre l'application du plan de développement de la Galilée, qui prévoit notamment l'expropriation de 650 hectares de terres arabes, jusqu'à l'établissement d'un nouveau projet de développement qui tiendra aussi compte des besoins arabes.

A NEW-YORK, quatre dirigeants d'associations juives des Etats-Unis, réunis sous la présidence du rabbin Joachim Prinz, ont rendu publique une déclaration, dans laquelle ils affirment que la marche du Gush Emunim « ne fait que renforcer le nationalisme arabe et affaiblit la confiance en Israël et la foi dans les principes de respect des droits de la personne humaine et des droits nationaux sur lesquels se fonde la société israélienne ». « En tant que responsables juifs, affirment les signataires, nous rejetons l'attitude (juive) de notre nom par des éléments extrémistes, selon laquelle les territoires occupés seraient plus importants que la paix ».

DIPLOMATIE

M. Senghor lance un appel à la coopération entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe

De notre correspondant

Dakar. — Avant de quitter Dakar, lundi en fin de matinée, via Paris, pour Bucarest et Téhéran, où il est attendu par une audience officielle respectivement du 22 et du 25 au 30 avril, le président Senghor a ouvert les travaux de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays arabes et africains, dont les assises se tiennent au Centre international d'échanges de Dakar du 19 au 22 avril.

Dans son discours inaugural, le chef de l'Etat sénégalais a repris un certain nombre de thèmes familiers, affirmant notamment que la coopération arabo-africaine relevait d'abord du domaine de la culture et ensuite seulement de celui de l'économie, la coopération politique ne devant venir qu'ensuite.

Après ces allusions transparentes aux récents conflits sahariens et anglois, M. Senghor a fait remarquer que les pays africains avaient trop tendance à tout exiger des pays pétroliers arabes, oubliant qu'il y avait aussi en Afrique des pays producteurs de pétrole, dans lesquels les pays arabes avaient des intérêts. « Nous ne devons pas, a-t-il dit, nous laisser aller à une attitude de préférence pour les capitaux dans des banques arabes, au détriment de celles dans les banques d'Occident ».

Passant des considérations théoriques aux suggestions pratiques, le président de la République du Sénégal a proposé à la conférence la création de six organismes permanents : — Trois commissions : culturelle, économique et politique, qui seraient chargées de préparer les travaux de la conférence des ministres arabes et africains concernés ; — Une conférence conjointe des ministres arabes et africains des affaires étrangères, qui se réunirait une fois par an et une conférence des chefs d'Etat arabo-africains, qui se réunirait tous les deux ans. Une cour arabo-africaine de conciliation et d'arbitrage, qui pourrait être chargée de nos pays, qui sont parmi les plus pauvres du monde, de s'épuiser en budgets de défense au lieu de consacrer toutes les ressources disponibles à leur développement.

De son côté, M. William Etébi Mbombou, secrétaire général de l'O.U.A., a proposé la création d'une agence permanente de coopération arabo-africaine.

PIERRE BIARNES.

escp

FORMATION

AUX AFFAIRES INTERNATIONALES

- Marketing à l'exportation
27, 28, 29, 30 avril 1976
- Les financements des ventes à l'exportation
3, 4 mai 1976
- La gestion des opérations en devises
7, 8 juin 1976

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Centre Parisien de Management
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
79, avenue de la République - 75011 Paris - Tél. 355-39-08

مجلس الامم المتحدة

L'ÉVÉNEMENT

LA CRISE ITALIENNE

Les élections anticipées du Parlement italien constituent-elles véritablement le remède miracle à un chaos dont les signes apparents exagèrent parfois la réalité profonde ? Elles ne sont encore qu'une éventualité.

Si, une seconde fois en quatre ans, les dirigeants de la démocratie chrétienne, puis, en pratique, tout choix, décident leur revirement — ont recouru à la dissolution des Chambres, ce sera par impuissance à discerner les solutions et à dépasser les nécessités d'une gestion politique au jour le jour.

Depuis que la démocratie chrétienne occupe le pouvoir (1948), elle a été conduite par la lente évolution du corps électoral à gouverner de plus en plus en choisissant ses alliés à gauche. Mais les évolutions furent extrêmement lentes. Lorsqu'en 1954 mourut Alcide De Gasperi, qui s'était appuyé sur le centre droit ou le centre, il était évident qu'un jour viendrait où la D.C. devrait renouer alliance avec les socialistes, lorsque

ceux-ci auraient rompu avec les communistes. Neuf ans passèrent jusqu'à la mise au point de la majorité de « centre gauche » (démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, républicains, socialistes). De 1963 à 1973, elle vit ses espoirs se dégrader. Ses capacités n'étaient plus à la mesure des difficultés d'une évolution économique fulgurante dont la classe ouvrière faisait tous les frais.

Alors se développa l'hypothèse d'une coopération avec le parti communiste, qui déjà germait dans les dernières années de la politique de son ancien secrétaire général Palmiro Togliatti, mort en 1964. Le « compromis historique » proposé fin 1973 par son successeur, M. Enrico Berlinguer, concrétisait à la fois ce glissement et les conclusions de l'expérience chilienne. Pour le secrétaire général du P.C.I., il n'est pas question de gouverner l'Italie avec 51 % des suffrages, ceux qui bénéficient aux seuls partis de la gauche laïque. D'où son thème, mille fois proposé sous des formes nuancées, d'une majorité

compréhensif « les forces catholiques, socialistes et communistes ».

Aux élections régionales de juin 1975, le P.C.I. fit un bond en avant, rejoignant presque la « démocratie chrétienne ». On l'interprète comme le rapprochement du pouvoir. Des élections législatives anticipées auraient permis de vérifier si, lorsqu'il s'agit d'élus nationaux — et non plus régionaux — les électeurs italiens se portent aussi largement vers le parti communiste. C'est loin d'être certain. Si l'on en juge d'après différents sondages récents, la confiance de l'électorat aurait de strictes limites, celles de la gestion des problèmes sociaux par les communistes.

Pourtant, au cours des derniers mois, fortifiée par l'immobilisme apparent, par le silence absolu du gouvernement Moro, la peur a grandi. Et si une coopération des communistes à la majorité gouvernementale, en vertu même de la logique de l'évolution politique, exerce une sorte de fascination sur les classes

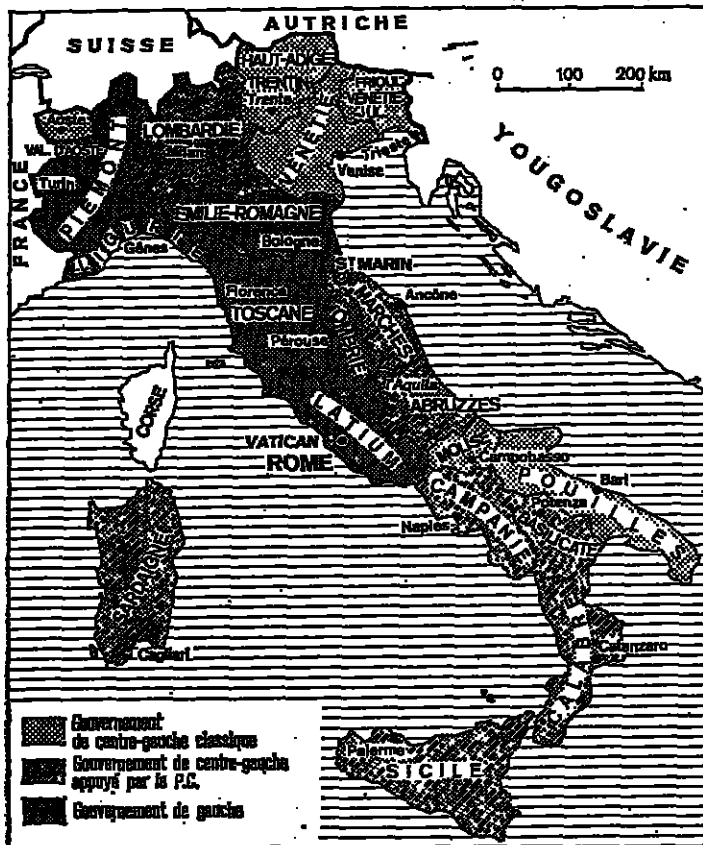
moyennes, qui la redoutent autant qu'elles en attendent la garantie d'un certain ordre, on ne saurait la tenir pour acquise, même dans un avenir immédiat. Le P.C.I. n'est pas pressé du tout de gérer la crise.

Au demeurant, il faut tenir compte de la très grande lenteur des mouvements du corps électoral italien, qui n'a jamais suscité de lames de fond ni de renversements brutaux, lors des consultations nationales.

La situation économique se caractérise d'autre part par des signes de reprise et d'expansion certaine qui démontrent à quel point la chute de la lire n'est due qu'à des manœuvres psychologiques de différents spéculateurs. Elles tendent à favoriser le retour à des formules modérées de gouvernement. Les pressions étrangères s'exercent dans le même sens. Mais, s'agissant de l'Italie et d'une crise de croissance dont les orientations échappent à tout schéma déjà connu, il faut garder le jugement froid.

JACQUES NOBECOURT.

La « couleur » des vingt régions



Les élections régionales provinciales et municipales du 15 juin 1975 ont sensiblement modifié la géographie politique de l'Italie. Cela est d'autant plus important que les réalités locales jouent un grand rôle dans la péninsule. Les vingt régions en particulier ne sont pas seulement des organes de décentralisation administrative. Elles sont, elles aussi, des entités politiques à part entière. Une triple compétence leur est en effet dévolue : législative, administrative et financière. Chacune compte un conseil élu pour cinq ans au suffrage universel direct, qui se donne un comité exécutif ou « giunta », c'est-à-dire un gouvernement régional.

Cinq de ces régions (Sicile, Sardaigne, Trentin-Haut-Adige, Frioul-Vénétie-Julienne, Val d'Aoste) ont un statut spécial en raison de leurs particularités géographiques, économiques ou linguistiques. Dans les quinze autres où l'on a voté en juin 1975, les 120 sièges se répartissent ainsi : 27 à la démocratie chrétienne, 24 au parti communiste, 22 au parti socialiste, 40 au mouvement social italien, 36 au parti social-démocrate, 19 au parti républicain, 11 au parti libéral et 8 au parti d'unité prolétarienne pour le communisme.

De nouvelles alliances politiques font que la P.C. est associée directement ou non au gouvernement de la plupart des régions (carte ci-dessus). Sa présence est également très forte au niveau municipal. Si au total 15 % des maires italiens sont communistes, la proportion est de 21 % dans les chefs-lieux de province. Quant aux vingt capitales régionales on peut les classer en quatre catégories : cinq d'entre elles ont un conseil municipal de gauche avec un maire communiste (Naples, Turin, Florence, Bologne et Aoste) ; quatre ont un conseil municipal de gauche avec un maire socialiste (Milan, Gênes, Venise, Pérouse) ; deux ont un conseil municipal centré avec un maire démocrate-chrétien (Rome, Palerme, Ancone, Bari, Trieste, Trente, Campo-Basso, Potenza, ainsi que Catanzaro qui en Calabre n'a pas le titre de chef-lieu régional) ; deux ont un conseil municipal centré avec un maire d'un autre parti (Cagliari et L'Aquila).

Le système politique

La Constitution italienne de 1947 est un texte si ambigu que son observation peut conduire aux décisions les plus opposées. Elle associe en effet les principes les moins compatibles :

- Développement de l'Etat libéral et prémices d'une révolution sociale ;
- Défense de la propriété privée et de la

libre entreprise, et principes du capitalisme d'Etat ;

- Unité et indivisibilité de la République, fondement d'un Etat centralisé, et normes d'une régionalisation qui débouchent sur un Etat fédéral ;
- Irresponsabilité du chef de l'Etat, et pouvoirs de renvoi des lois aux Chambres, en même temps que possibilité d'un rôle actif

à la tête du Conseil de défense ou du Conseil supérieur de la magistrature ;

- Attribution aux partis de la mission de « concourir à l'expression du suffrage », mais absence de toute loi déterminant cette mission. Sans changer une virgule, la Constitution justifie aussi bien une république libérale et unitaire qu'une république populaire et fédérative.

LES PARTIS

De l'extrême droite à l'extrême gauche, les partis politiques sont les suivants :

- Mouvement social italien — Droite nationale (M.S.I.-D.N.). Formé par la fusion, en 1972 du parti monarchiste et du M.S.I., parti néofasciste. Il est totalement tenu à l'écart par les autres formations politiques qui se démentent elles-mêmes à se constituer par référence à la composition de la Constituante qui vota la Constitution de 1947.

- Parti libéral italien. — Héritier d'une grande tradition, cette formation, présidée par M. Malagodi, est à présent exclue de toutes les majorités, faute de constituer un appoint suffisant sur la droite de la démocratie chrétienne.

- Démocratie chrétienne (D.C.). — Principal parti bénéficiant depuis la guerre, de la majorité relative à toutes les élections. Il a fourni tous les chefs de gouvernement et aucune majorité n'est possible sans lui. Bien que ses statuts interdisent, la D.C. est en fait une fédération de tendances diverses, dessein moins sur des idéologies que sur les calculs des alliances de pouvoir.

- Parti populaire sud-tyrolien (Südtiroler Volkspartei, S.V.P.). — Formation propre au Haut-Adige, indépendante de la démocratie chrétienne. Mais ses représentants au Parlement votent toujours dans le même sens que la D.C.

- Parti social-démocrate italien (P.S.D.I.). — Le plus à droite des « partis laïcs », né en 1947 d'une scission du parti socialiste sur l'initiative de M. Saragat, le P.S.D.I. relève en fait une tradition qui lui importe vers 1920.

- Parti républicain (P.R.I.). — Petite formation, très dynamique, née des formations de gauche laïque et libérale, qui, dans la Résistance et au lendemain de la libération, tentaient d'imprimer à la politique italienne une certaine rationalisation et de combattre l'empirisme démocrate-chrétien.

- Parti socialiste (P.S.I.). — Fondé en 1892, assez marqué d'une empreinte libérale ou anarcho-syndicaliste, son existence est jalonnée de scissions. Il a toujours balancé entre l'opposition, aux côtés des communistes, et la participation à la majorité, avec la démocratie chrétienne.

- Parti communiste (P.C.I.). — Fondé, en 1922, au congrès de Livourne par la scission du parti socialiste, il a un million sept cent mille membres ; son secrétaire général est M. Enrico Berlinguer.

- Parti d'unité prolétarienne (P.D.U.P.). — Fortifié en 1975 par la fusion du groupe II Manifesto (issu du P.C.I.) et du parti socialiste d'unité prolétarienne, qui venait d'une scission de l'aile gauche socialiste.

- Parti radical (P.R.). — Formation très peu nombreuse, mais dont l'activité a joué un rôle certain dans la défense des libertés civiles depuis une dizaine d'années. Il a une part déterminante dans la maturation du référendum sur le divorce, et le référendum abrogeant la loi sur l'avortement est son œuvre.

Les deux dernières formations n'étaient pas représentées dans le Parlement élu en 1972.

A cela s'ajoutent quelques groupements gauchistes : Lotta Continua, Potere Operaio, surtout actifs dans le nord de l'Italie.

LA COMPOSITION DU PARLEMENT APRÈS LES ÉLECTIONS DU 7 MAI 1972

	Députés	Sénateurs élus	Sénateurs à vie
Communistes	179 (17,7)	74 (7,7)	0
Sociaux-prolét.	0	11 (1,1)	0
Gauche indépendante	9 (0,9)	0	0
Socialistes	33 (3,3)	0	0
Sociaux-démocr.	29 (2,9)	11 (1,1)	0
Républicains	15 (1,5)	0	0
Démocrates-ch.	267 (26,7)	136 (13,6)	0
Parti pop. sud-tyrol.	3 (0,3)	2 (0,2)	0
Libéraux	20 (2,0)	8 (0,8)	0
Mouv. soc. et monar.	56 (5,6)	28 (2,8)	0
Non-inscrits	0	0	0
Totaux	638	315	0

La majorité du Sénat se calcule sur trois cents vingt-trois membres. Les sénateurs à vie, qu'ils soient de droit (anciens présidents de la République) ou nommés par le chef de l'Etat, participent en effet à tous les débats, au sein d'un groupe politique.

LES POURCENTAGES DES TROIS PRINCIPAUX PARTIS AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES DU 15 JUIN 1975

	P.C.I. (en %)	P.S.I. (en %)	D.C. (en %)
Piemont	33,9 (25,9)	13,9 (10,6)	32,1 (38,7)
Liguria	33,4 (31,3)	13,4 (12,4)	39,4 (40,9)
Lombardie	30,4 (23,1)	14,1 (12,4)	37,5 (40,9)
Vénétie	22,3 (16,8)	12,3 (10,4)	48 (51,8)
Emilie-Romagne	48,3 (44)	10,2 (8)	25,5 (25,8)
Toscane	46,5 (42,3)	10,7 (8,4)	25,5 (30,9)
Marches	35,9 (34,5)	9,5 (8,4)	34,5 (38,6)
Ombrie	48,2 (41,7)	12,9 (9,9)	38,9 (41,3)
Lazio	33,5 (26,5)	9,5 (8,3)	31,5 (33,2)
Molise	17,9 (15)	10,1 (9,3)	49,9 (52,1)
Abruzzes	39,3 (22,9)	10,2 (9)	42,5 (48,2)
Campanie	27,1 (21,8)	10,1 (8,9)	36,5 (39,6)
Pouilles	35,5 (28,5)	11,5 (10,9)	38,5 (41,3)
Basilicate	27,1 (24)	12,2 (12,7)	41,9 (44,4)
Calabre	25,2 (22,3)	14 (13,1)	39 (39,7)

(*) Les chiffres placés entre parenthèses représentent les pourcentages des élections régionales de 1970.

Rappelons qu'il n'y a pas eu d'élections à cette date dans les cinq régions à statut spécial. (Voir légende de la carte.)

UNE ÉCONOMIE MALADE

L'année 1976 devait être celle de la reprise, après plusieurs mois de récession au cours desquels l'Italie avait néanmoins réussi de manière remarquable à résorber ses comptes avec l'étranger, ou du moins à en réduire sensiblement le déficit. Or, depuis les premiers jours de janvier, une crise monétaire — liée à la situation politique — a tout remis en question.

On a assisté à une dégringolade de la lire qui, jusqu'alors, ne se dépréciait que très lentement. Le 1^{er} janvier, un dollar se échangeait contre 685 lire. Le 20 du même mois il en faut 687, malgré des interventions massives de la Banque d'Italie, laquelle déclare alors forfait : le « marché » officiel des changes est fermé. En vingt jours, l'insolent d'inflation a perdu en effet 528 millions de dollars, soit près de la moitié des réserves disponibles en devises. L'Italie possède bien un stock d'or (évalué à 3 482 millions de dollars), mais elle est également endettée de 16 milliards de dollars.

A partir de la fermeture du marché officiel, la baisse de la lire va s'accroître malgré diverses mesures d'austérité visant à diminuer les liquidités en circulation : 771 lire pour un dollar le 1^{er} mars, 825 lire le 15, 843 le 16 et même 880 le lendemain. On n'avait jamais vu ça.

D'autres mesures d'urgence (comme le relèvement de quatre points du taux d'escompte, qui passe à 12 %) permettront d'inverser le courant. On revient progressivement à un niveau plus raisonnable. Le dollar semble se stabiliser autour de 860 lire, à la grande satisfaction des autorité monétaires qui, pendant ces

folles semaines, ont appris à se contenter de peu.

Mais le répit sera de courte durée. Le 7 avril, le dollar dépasse les 900 lire. Le lendemain, il est à 870, le surlendemain à 878. On touchera le fond le 12 avril avec une cote de 898. Malgré ses faibles réserves, la Banque d'Italie se voit obligée à nouveau d'intervenir, d'autant que les valeurs boursières ont été entraînées dans la tempête. Leur niveau moyen est tombé le même jour de 3,87 % rejoignant celui qu'elles avaient vingt ans plus tôt. Ces interventions porteront leurs maigres fruits sans pour autant réussir à convaincre tout à fait.

Tout le monde s'accorde pour dire que la lire est sous-évaluée. Il s'agit d'une « baisse psychologique » due à l'incertitude, voire à l'inquiétude des cambistes et des industriels. La monnaie italienne ne peut remonter la pente et trouver son niveau réel — autour de 800 lire pour un dollar, affirment certains experts — que si la situation politique s'éclaircit et si le gouvernement parvient à mettre en place un plan cohérent. L'Italie pourrait alors s'attaquer à son problème numéro deux : la récession, — qui est d'ailleurs étroitement liée au premier.

Les causes de la récession

Les maux de la péninsule tiennent pour une grande part au flou politique et à la conjoncture internationale. On ne peut non plus exclure des manœuvres extérieures. Mais la raison principale est de nature structurelle. Schématiquement, l'Italie vit au-dessus de ses moyens. C'est vrai du citoyen qui achète à crédit sans s'en soucier ; de sa municipalité qui se ruine en intérêts car

ses dettes s'accumulent ; c'est vrai des hôpitaux, des mairies et de l'Etat lui-même.

Les Italiens consomment plus qu'ils ne produisent — et il est difficile de revenir en arrière après un « miracle économique » terminé depuis longtemps, mais qui a imprimé de nouvelles habitudes de vie. Les industriels ajoutent à cela que les salaires bien défendus par leurs syndicats ont obtenu trop d'avantages, que le coût du travail ne permet plus à l'Italie d'être compétitive comme par le passé. À quoi les syndicats répondent qu'on ferait mieux de contrôler d'un peu plus

près l'évasion fiscale et la fuite des capitaux ainsi que le gaspillage d'un Etat qui manque d'objectifs économiques et n'a pas les moyens de les appliquer.

Ce tableau paraîtrait trop noir s'il n'y avait eu de changements très étendus, aggravés par la sous-occupation de nombreux travailleurs. Car l'Italie, pauvre en matières premières, reste très riche en réserves humaines. Son avenir économique repose aussi sur l'ingéniosité de ses habitants, leur débrouillardise, leur vitalité et leur grande capacité de s'adapter aux situations les plus difficiles.

ROBERT SOLÉ

Quelques chiffres

• PRODUCTION INDUSTRIELLE : la baisse de 9,7 % enregistrée en 1975 était liée à une forte réduction des investissements (-24 %). Une légère reprise a été notée au cours des deux premiers mois de cette année (+1,3 % en moyenne), surtout dans les secteurs de l'automobile, du textile, des produits alimentaires et de la chimie.

• CHÔMAGE : 1 327 000 demandes d'emploi étaient restées en janvier, sans compter les nombreux « sous-occupés » qui ont un travail de fortune. Les régions du Nord sont les plus atteintes.

• COMMERCE EXTÉRIEUR : en 1975, le déficit a été de 2 222 milliards de lire, soit le plus de l'année précédente. Mais l'augmentation du prix des matières premières se ressent depuis le début de 1976 (solde négatif de 322 milliards en janvier). Le pétrole reste la principale source du déficit.

suivi d'assez loin par les produits alimentaires.

• BALANCE DES PAIEMENTS : en 1975, le déficit (731 milliards de lire) a été sept fois moins élevé que celui de l'année précédente. La situation n'est cependant détériorée en janvier (solde négatif de 181 milliards) et encore plus en février (moins 401 milliards).

• LIRE : depuis sa sortie du « serpent » européen le 9 février 1973, la monnaie italienne s'est dévaluée de 34,33 % par rapport au dollar et de 41,38 % par rapport aux devises du Marché commun (résultats du 14 avril).

Ces pourcentages n'étaient respectivement que de 15,03 % et 34,63 % au début de l'année, avant l'annonce de la dévaluation.

• COUT DE LA VIE : l'indice des prix de détail a augmenté de 1,1 % en janvier et de 2,2 % en février, alors que la hausse avait été relativement faible en 1975 (plus 11 %).

VOTRE CHEVELURE RÉAGIT A LA FATIGUE ET A LA POLLUTION CONFIEZ-LA A UN SPÉCIALISTE

Il y a des signes qui ne trompent pas : démangeaisons, pellicules. Ne négligez pas ces petites inconvénients qui risquent, à la longue, de créer une situation alarmante.

Le meilleur moyen de conserver une belle chevelure, c'est de la traiter de façon régulière. Par des traitements esthétiques combinés, adaptés à chaque cas particulier, l'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP vous permettra de conserver votre chevelure longtemps en bon état.

Des spécialistes détermineront la nature et la condition de votre chevelure, et y apporteront, par phases successives, l'amélioration souhaitée.

Prenez contact avec EUROCAP. Ne serai-ce que pour un simple contrôle.

L'efficacité de nos traitements a déjà été mille fois démontrée.

EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 heures à 20 heures et le samedi de 10 heures à 17 heures.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire
75001 PARIS - 4, rue de Castiglione - Tél. 260-38-84



mais venez vous en rendre compte vous-même.

Recevez ou téléphonez-nous sans tarder pour un rendez-vous.

السلامة

EUROPE

Portugal

Les élections du 25 avril

(Suite de la première page.)

D'autres voix se lèvent, au sein du parti socialiste, pour préconiser la formation d'un gouvernement de coalition.

Mais les milieux politiques s'orientent déjà à l'égard présidentielle qui doit avoir lieu deux mois plus tard.

Parmi les éventuels candidats à la présidence de la République, on cite les noms du général Espada, chef d'état-major de l'armée de terre, du général Pires Veloso, commandant la région militaire nord, et du général Silva Cardoso, ancien haut commissaire en Angola. Mais un nouveau personnage, qu'on considérerait comme définitivement éliminé, réapparaît sur le devant de la scène : le général Costa Gomes, actuel chef de l'Etat. Celui-ci ne serait pourtant appuyé ni par le C.D.S., ni par le P.P.D., ni, très probablement, par le P.S.

Du côté militaire, une réunion a eu lieu à Porto entre les chefs d'état-major des trois armées, le commandant de la région militaire du nord et le commandant de la 1^{re} région aérienne de Lisbonne. Ces cinq

général, tous membres du Conseil de la révolution, se seraient mis d'accord sur le nom du candidat à présenter aux suffrages.

Au sein des partis politiques, la prudence est la règle en cette matière. On attend les résultats des élections législatives et aucun parti n'est pressé de se « dévoiler ». Le C.D.S. lui-même qui, trop tôt, s'était montré décidé à soutenir la candidature du général Galvão de Melo, fait aujourd'hui marche arrière.

JOSÉ REBELO.

Yougoslavie

UN PROJET DE LOI VISE A RENFORCER L'AUTOGESTION

Belgrade (A.F.P.). — Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie a adopté, samedi 17 avril, un projet de loi sur le « travail associé » qui tend, selon un rapporteur, à déposséder définitivement l'Etat centralisateur des moyens de production, afin de perfectionner le système autogestionnaire. Ce projet sera discuté pendant plusieurs mois avant d'être promulgué.

S'opposant au « conservatisme d'inspiration stalinienne », les deux cent quarante pages et six cent quarante articles de la nouvelle loi stipulent que ce n'est plus l'Etat qui confiera la gestion des entreprises aux travailleurs. Ceux-ci, désormais propriétaires collectifs du capital et matériellement « associés », en seront les seuls responsables. En outre, il s'agit d'indemniser les travailleurs au bon fonctionnement de leur entreprise en établissant un rapport direct entre la productivité et le revenu.

Selon l'un des principaux théoriciens yougoslaves, M. Edvard Kardelj, la nouvelle loi rompt avec les thèses qui prévoyaient de confier la gestion des entreprises à des conseils d'experts, ce qui donnait lieu à des « déviations technocratiques ». Elle tend à mettre en place des mécanismes garantissant que les moyens de production ne pourront plus échapper au contrôle des « travailleurs associés ».

(Suite de la première page.)

L'internationalisme, dit encore le responsable des relations internationales, « est une aspiration et la capacité de mettre à profit l'expérience d'autrui, un désir de resserrer l'unité du mouvement communiste. Il implique un choix des formes et du ton des discussions entre partis frères excluant l'aggravation des contradictions et favorisant leur élimination ».

M. Ponomarev critique l'artifice de la « propagande bourgeoise » qui consiste à faire de l'internationalisme « une sorte d'épouvantail » signifiant la volonté d'hégémonie de certains partis, la soumission des autres. Il présente aussi un ardent plaidoyer en faveur du « marxisme-léninisme » tel qu'il est considéré à Moscou, affirmant notamment : « Il existe, comme par le passé, des dangers de « modèles » rétoriques de socialisme, ainsi que d'autres conceptions « sociologiques ». Mais il n'existe pas un pays où l'on ait pu éliminer les traces du capitalisme et édifier une société socialiste à l'aide de ces conceptions et de ces modèles. Les « théories » gauchistes et aventurées ont fait elles aussi long feu. L'auteur s'en prend à ce propos au mensonge, et poursuit : « Nous sommes les tentatives de ceux qui cherchent à faire passer le marxisme-léninisme pour une collection de dogmes. Le dynamisme de la société soviétique, de la totalité de la communauté socialiste, prouve le contraire ».

« Socialiste » ou « prolétarien » ?

M. Ponomarev répond, enfin, indirectement aux critiques qui lui ont été adressées par le P.C. français, notamment, selon lesquelles l'U.R.S.S. sacrifierait, au nom de la détente, les « principes de classe ». « Le P.C. de l'U.R.S.S. rejette fermement de telles interprétations de la coexistence pacifique, écrit-il. Il a toujours estimé et il estime actuellement que les changements révolutionnaires ne peuvent être ni stoppés ni imposés ».

En revanche, la thèse critiquée par M. Karapaz au nom du P.C.F., selon

laquelle une nouvelle notion « d'internationalisme socialiste » — valable pour les partis au pouvoir — aurait été ajoutée par Moscou à celle, plus générale d'« internationalisme prolétarien », et constituant à l'intérieur de ce dernier une « variante régionale » (le mot du 1^{er} avril est confirmé et maintenu par les dirigeants soviétiques. On note, par exemple, que les mots d'ordre du 1^{er} mai, publiés dans la Pravda du 15 avril, avancent un nouveau slogan faisant référence à l'« internationalisme socialiste » en plus du tribut rituel à l'« internationalisme prolétarien » qui, lui aussi, a été renforcé pour devenir « une arme puissante et éprouvée de la classe ouvrière internationale ». La Pravda a d'ailleurs consacré lundi 19 avril un éditorial à l'« internationalisme socialiste », relevant notamment la « processus objectif de rapprochement graduel des pays socialistes, qui se manifeste de plus en plus nettement comme une loi ». On notera que le mot de « rapprochement » prend ici un sens plus fort que lorsqu'il est question de concilier les vues de pays à systèmes sociaux différents : il s'apparente au « rap-

prochement » préconisé depuis les années de Khrouchtchev entre les diverses Républiques de l'U.R.S.S.

Le P.C. italien et la Tchécoslovaquie

Quant aux partis communistes occidentaux, ils se bornent pour le moment à réagir, certains s'entre aidant tout au moins, au congrès du P.C. tchécoslovaque qui vient de s'achever à Prague. A nouveau, le parti italien est « en flèche ». Dans une interview au journal italien Repubblica, M. Marcello, membre de la direction du P.C.I., affirme que les relations de son parti avec la direction de Prague se sont détériorées depuis 1974. Tout en se disant soucieux d'« éviter toute rupture », il ajoute : « Si une rupture devait se produire, ce n'est pas nous qui la provoquerions, mais il est également certain que nous ne sommes pas prêts à renoncer à notre autonomie totale et absolue, ni à la ligne politique que nous avons choisie ». Rappelons que le parti italien n'avait envoyé qu'un observateur au congrès de Prague, à la différence du P.C.F.

CORRESPONDANCE

Où va l'Albanie ?

M. Yâria Busha à Novoséj nous écrit à propos de la libre opinion de M. Behar, intitulée « Où va l'Albanie ? » (Le Monde du 28 février). Président de l'Organisation nationale du mouvement de libération, qui rassemble des opposants albanais à l'étranger, si nous a adressé une longue lettre, dont voici l'essentiel :

(...) Dans un pays où il existe la torture et les peines cruelles, un pays où les personnes sont arrêtées arbitrairement, détenues et envoyées dans des camps de travail, un pays où le droit à la propriété privée, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion sont bannis par la Constitution, tous ces droits faisant l'objet des articles 5, 9, 12 et 18 de la Déclaration des droits de l'homme, je me demande où en est le socialisme, où est la démocratie. Certains reportages sur les camps de travail en U.R.S.S. et des témoignages

d'hommes illustres ont provoqué en France et dans le monde une grande émotion, émotion à laquelle s'est même associé le parti communiste. Malheureusement, de l'Albanie, on ne parle pas. Pourtant, les Goulags albanais existent. Ils s'appellent Tepelene, Lushnje, Kampa, Fier, et les terribles prisons politiques de Butrit, Çirjakastër, Shkoder, Bulqizë, etc. Les témoins existent aussi, ils sont arrivés dans les pays occidentaux après d'indescriptibles difficultés et non pas en avion. Mais, que voulez-vous, ils n'ont pas l'audience d'un Soljenitsyne ou d'un Plouchtch !

La classe dirigeante albanaise qui est en place depuis plus de trente ans est reconduite à chaque fois par plus de 99 % des voix (en matière de conservation du pouvoir, on ne peut faire mieux). Avec la nouvelle Constitution, la parti a poussé encore plus loin le respect de l'individu. En effet, selon un décret public, à Stranit, les Albanais devront changer avant le 31 décembre 1976 tous les noms et prénoms qui ne sont pas convenables du point de vue politique, idéologique et moral. (...)

Je reconnais d'autre part que des progrès considérables ont été effectués, en matière notamment d'enseignement, de santé publique, etc., mais à quel prix ? Ceci est un autre débat !

Je pense qu'à la suite des différends avec l'U.R.S.S. et de l'expulsion des techniciens soviétiques, expulsion à laquelle pour notre part nous avons applaudi, l'Albanie a été contrainte non pas à son indépendance, mais à son isolement. Tel était le désir des dirigeants soviétiques et de leurs fidèles au sein des démocraties populaires. Car l'estime qu'on peut être indépendant (la France gaulliste en est un exemple par excellence) et garder des relations de tous types avec les autres pays, voisins ou lointains, sans pour autant s'enfermer comme c'est le cas de l'Albanie, devient plutôt un vaste champ de concentration qu'un pays.

Pour conclure, je voudrais répondre à la question de M. Behar : « Où va l'Albanie ? » Elle ne va nulle part ! Ni à Helsinki, ni à Athènes, ni à Moscou. Voilà une curieuse manière d'envisager les relations internationales pour un pays dit démocratique. Nous croyons qu'il s'agit en fait de la part des dirigeants d'un refus d'assumer leurs responsabilités, car nulle part mieux qu'à Helsinki et à Athènes ne pourraient être évoqués les problèmes des Albanais de Kosovo (actuellement en Yougoslavie) et ceux de Camérie (en Grèce). Il s'agit là de problèmes graves concernant l'unité nationale dont les solutions ne peuvent se trouver qu'autour d'une table, mais pour cela, il faut oser sortir de Tirana, négocier et informer l'opinion internationale.

qui était représenté officiellement par M. Visaguet : le discours de ce dernier a fini par être cité dans l'Avant-Pravda, quotidien officiel du P.C. tchécoslovaque, mais sans la mention qu'avait faite l'original du « socialisme aux couleurs de la France ».

A travers le monde

Cambodge

UN REPORTER PHOTOGRAPHER JAPONAIS : M. Naoki Mabuchi, a été arrêté lundi 19 avril et battu à coups de crosse de fusil par des gardes-frontières, alors qu'il se trouvait en territoire cambodgien, à environ 10 mètres de la frontière thaïlandaise, près de Poipet, indique la police thaïlandaise. — (A.F.P.)

Corée du Sud

LE VICE-PREMIER MINISTRE SUD-CORÉEN, M. NAM DUK WOO, se rendra en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis du 11 au 25 mai. Il essaiera d'obtenir des prêts à long terme et de susciter des projets d'investissements dans son pays. D'autre part, à Séoul, le chef de l'opposition, M. Kim Young Sam, a demandé lundi 19 avril que le gouvernement cesse de diriger le pays par décret et rétablisse la démocratie. Enfin, le procès du poète Kim Chi Ha, qui devait s'ouvrir mardi 20 avril, a été reporté au 18 mai. — (A.P., Reuters.)

Danemark

UN PROJET DE STATUT ADMINISTRATIF élaboré par les membres groenlandais de la commission mixte pour la préparation de l'autonomie interne du Groenland, a été approuvé par le Landsting (conseil consultatif) de l'île. Ce projet prévoit la mise en place d'un Parlement local, le Landsrådet (assemblée), et d'un « conseil » qui détiendrait des pouvoirs correspondant à peu près à ceux de la municipalité d'une grande ville danoise. Ces « organismes » devraient pouvoir fonctionner dans trois ans si, bien entendu, ce projet est approuvé tel quel par Copenhague. — (Corresp.)

Grande-Bretagne

M. JACK JONES, secrétaire général du syndicat britannique des transports, vient de proposer comme remède au chômage l'instauration en 1978 en Grande-Bretagne de la semaine de travail de trente-cinq heures. Cette mesure permettrait, estime-t-il, la création de sept cent mille nouveaux emplois. M. Jones soumettra ce projet à la conférence des syndicats européens qui s'ouvrira cette semaine à Londres. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

DES FRANCS-TIREURS ont abattu, lundi 19 avril, à Belfast, un gardien de prison et en ont grièvement blessé un deuxième. Le personnel d'un certain nombre d'établissements avait pris officiellement des mesures de représailles — réduction du droit de visite et de la distribution aux détenus des colis — après l'assassinat, le 8 avril dernier, par l'IRA, de l'un des leurs à Omagh.

D'autre part, des policiers et des soldats britanniques ont été piégés lundi au mortier à Belfast en tentant de disperser des factions rivales. L'armée aurait découvert dans une cache du centre de la ville des armes diverses, dont vingt-cinq obus de mortier. — (A.P.)

Laos

M. KAYSONE PHOMVICHANE, premier ministre du Laos, est arrivé lundi 19 avril en visite officielle en U.R.S.S. — (A.F.P.)

Vietnam du Nord

M. NGUYEN DUY TRINH, ministre nord-vietnamien des affaires étrangères, a commencé lundi 19 avril une visite officielle de trois jours en Suède. — (A.F.P.)

Vietnam du Sud

CENT QUARANTE-DEUX SUD-VIETNAMIENS SE SONT REFOUGÉS la semaine dernière en Thaïlande à bord de bateaux de pêche, indiquent les autorités de Bangkok. — (A.F.P.)

ANS APRÈS — LE RAPPORT KHROUCHTCHEV

débat public

PLIOUCHTCH

GORBANEVSKAYA

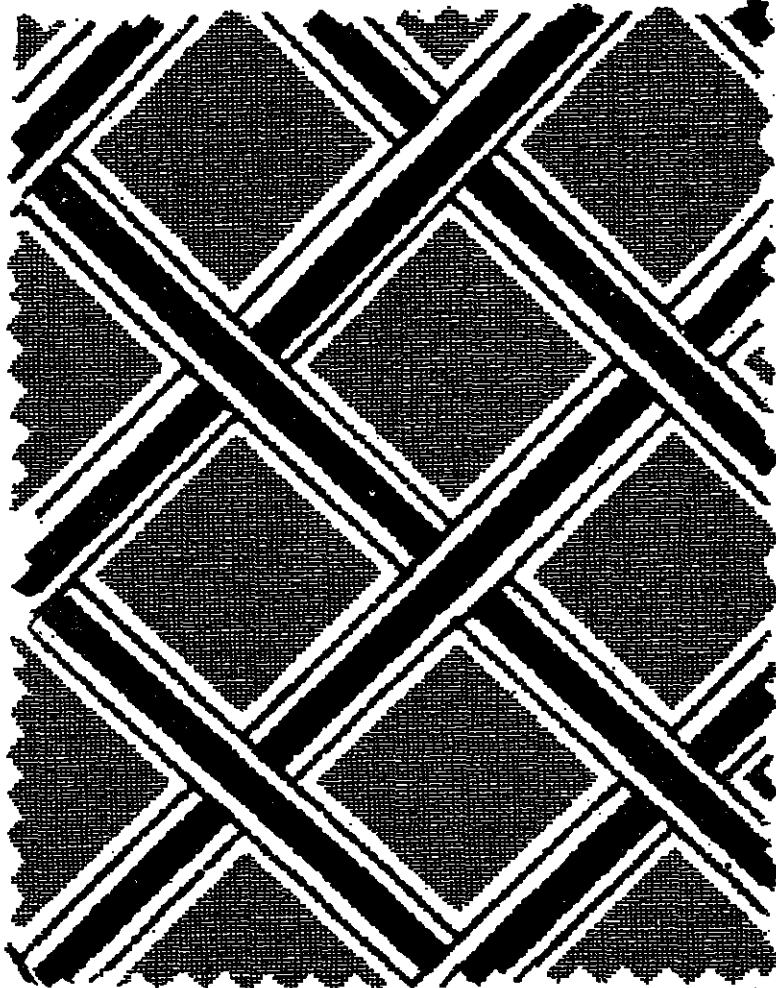
Raymond ARON

Pierre EMMANUEL

MUTUALITÉ (salle C)

— 21 avril 1976 à 20 h. —

C'est aussi du Liberty.



Liberty

Venez découvrir ce qu'est vraiment le Liberty à l'exposition organisée par le Club 20 ans. Jusqu'au 8 mai.

A notre exposition vous verrez des coussins, des meubles, des accessoires, des robes, des chemisiers, des cravates, des objets, le tout en vrai Liberty. En vrai Liberty, parce que tout ce qui est fleuri n'est pas forcément du Liberty et parce que le Liberty c'est aussi autre chose qu'un simple tissu à petites fleurs. Venez le découvrir.

Galerias Lafayette

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sévres
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Sandales, tressés
main, chevreau de
grand confort
toutes
les pointures
et six largeurs,
du 35 au 42.

Catalogue
gratuit
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e.

صلى الله عليه وسلم

سكنا من الامل

AMÉRIQUES

COLOMBIE : le réformisme au ralenti...

III. — Colmater la brèche

De notre envoyé spécial
PHILIPPE LABREVEUX

La politique agricole colombienne a abouti à la concentration des revenus en faveur des exploitants modernes au détriment des agriculteurs traditionnels. Et la réforme agraire n'a pas compensé ce déséquilibre. (Le Monde des 18-19 et 20 avril.)

Carthagène. — Le cloître bruisant de jets d'eau à la charme domestique des patios. Les ruelles de la ville, au cœur de l'atmosphère, sont balayées par le vent du monastère, perché sur la colline de la Popa, on découvre à la fois tous les visages de Carthagène : la noble cité derrière les murailles, le quartier plébéen de Gethsemani, Boca-Grande, refuge des touristes, la zone industrielle de Macdonal sous des nuages blancs et gris, et, autour du Marais-la-Vierge, les tugurios (bidonvilles) où s'entassent les nouveaux habitants.

Il s'agit déjà cent cinquante mille, au bord des eaux polluées du marais, séparés de la mer des Carabes par une barrière de sable. A marée haute, les frêles cabanes, construites sur des pilotis, sont isolées les unes des autres. Rien n'arrête le flux des paysans du Bolivar et des départements voisins vers le sud-ouest de la ville. La population s'y accroît de 30 % par an. Les derniers arrivés s'emparent à jeter les fondations d'une cabane lacustre. Ils la cèdent aux suivants pour 200 ou 300 pesos.

« Ils n'ont pas de revenus parce qu'ils n'ont pas de travail ; ils n'ont pas de travail parce qu'ils n'ont pas d'éducation », dit-il, « n'ont pas d'éducation, de santé, de logement parce qu'ils n'ont pas de revenus ». C'est, nous expliquent-on au bureau des tugurios de la mairie, de « cercle vicieux de la pauvreté » qu'il faut rompre. Directeur de la zone franche industrielle de Carthagène, M. Hector Trujillo est ambivalent. Il ne cherche pas seulement à construire de nouvelles entreprises pour absorber le chômage ; « ceux qui ont planté le dés-

loppement industriel de Carthagène dans la zone de Macdonal ne se sont pas soucies, dit-il, de former au préalable les hommes. » A portée de fronde des usines, le quartier de Passacaballos continue de vivre comme au siècle dernier. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 5 000 habitants, 1 830 hommes, 85 personnes avec un emploi fixe, 60 avec un emploi temporaire. La pêche, un peu d'agriculture, bref le « far niente » à temps complet ou partiel pour presque tous.

Le premier effort systématique d'industrialisation les a ignorés ; M. Trujillo a résolu de prendre les habitants de Passacaballos « sous son aile » pour les former aux divers métiers requis par les usines. Il a établi des ateliers qui s'installent d'ici à 1985 dans la zone franche ; pour les organiser en coopératives de production et les associer à l'aménagement de la zone et à la construction des usines. C'est là le moyen, explique-t-il, d'assurer le développement autonome du quartier.

Un changement d'optique

Création d'emplois, redistribution des revenus, progrès de la moitié la plus pauvre du pays : ce sont les objectifs du plan triennal 1975-1978 que le projet de zone franche, à bien des égards exemplaire, respecte scrupuleusement. Issu d'une ancienne et riche famille de Carthagène, l'animateur du projet est lui-même représentant de l'élite politique colombienne, héritière d'une oligarchie soucieuse de transformer le pays avec prudence.

Qu'ils soient conservateurs, comme M. Trujillo, ou libéraux, les partisans d'une « modernisation dirigée », plus proche des militaires du Pérou que de ceux

du Brésil, ont appris à étudier leurs problèmes et à tenter de les résoudre avec les moyens du bord. « Si vous réalisez les plans élaborés depuis vingt ans, vous noterez le changement d'optique », dit M. Jorge Restrepo Ocampo, le jeune ministre du développement, conservateur lui aussi, formé dans le sérail. On ne cherche plus à rattraper les pays industrialisés mais à répondre aux exigences précises du pays.

En dix ans, la Colombie est parvenue à diversifier son commerce extérieur et à libérer de la dépendance d'un seul produit : le café, dont les fluctuations sur le marché mondial réglaient le cours de l'économie. En 1974, pour la première fois, les exportations « mineures » ont dépassé celles de café. C'est là la conséquence d'une politique agricole favorisant les cultures « commerciales » (cane à sucre, coton, riz, etc.) et d'une politique industrielle qui a rompu avec le vieux modèle de substitution des importations.

Textiles de Medellín, confection de Pereira, meubles de Bogotá, papeterie de Cali, engrais de Carthagène, produits pharmaceutiques, ciment : l'expansion des exportations commence en 1967 lorsque le gouvernement Lleras Restrepo a établi un taux de change éliminant la sous-évaluation chronique du peso et a accordé aux exportateurs 15 % sur leurs ventes à l'étranger.

La Colombie est loin encore d'être « le Japon de l'Amérique » que voudrait le président Lopez ; mais elle jouit d'incontestables avantages. D'abord une main-d'œuvre bon marché et d'excellente qualité. « Supérieure à celle du Brésil », dit M. Jean-Yves Colomb, directeur de l'usine de montage de Renault à Medellín ; la main-d'œuvre, en revanche, laisse à désirer.

De jeunes chefs d'entreprises formés aux États-Unis et en Europe prennent la relève des hommes d'affaires de Medellín — les « paulistes de la Colombie » — comme éléments moteurs du développement industriel.

« En trois ans, de 1971 à 1973, mon gouvernement a créé un million d'emplois », affirme M. Pastrana. Nous avons créé et distribué des richesses. En 1974, M. Lopez a déclaré : « L'inflation — 25 % en 1974 — a, dit-il, pénalisé les salariés. » Les conservateurs seraient-ils « expansionnistes » et les libéraux « archaïques » comme le prétend M. Edgar Gutiérrez, président de Renault de Colombie ? Toujours est-il qu'en arrivant au pouvoir M. Lopez Michelena a lancé un plan de stabilisation : réduction des dépenses fiscales, augmentation des impôts. Le taux d'inflation a baissé de 35 à 18 % en 1975 ; mais le taux de croissance est passé de 7 à 4 %.

Les élites au pouvoir

« Il faudra autre chose pour colmater la brèche », dit le titre du plan triennal présenté par le chef de l'Etat : « Colmater la brèche entre la campagne et la ville, entre les quartiers riches et les quartiers pauvres, entre ceux qui ont accès à l'éducation, à la santé et ceux qui ne l'ont pas... »

Alors que M. Pastrana s'était préoccupé des « marginaux » des villes, son successeur s'intéresse plutôt aux campagnes. L'objectif est de freiner la migration. « Ce sera déjà bien si le gouvernement réussit à stabiliser l'expansion démographique d'une ville comme Bogotá, dont la population croît à raison de 6,5 % par an », déclare M. Miguel Urrutia, directeur du plan, qui ne se fait pourtant guère d'illusions.

La réforme fiscale, adoptée en 1974, est l'une des principales réalisations du gouvernement. Est-elle la plus radicale jamais appliquée dans un pays du tiers-monde ? Elle pourrait, en tout cas, servir de modèle à de nombreux pays d'Amérique latine. Les recettes de l'Etat ont augmenté, en 1975, plus vite que prévu, et l'on note, cette année, un effort en faveur de l'éducation, de la santé et, dans une moindre mesure, du logement.

Libéral ou conservateur, aucun gouvernement ne semble tenté de recommander des mesures plus énergiques. Les dirigeants colombiens ne sont même pas pressés de faire appel aux crédits internationaux, pourtant à leur disposition. Les élites politiques, assurées de conserver le pouvoir, se hâtent lentement. Le réformisme au ralenti.

PIN

(Publié)

“Bac révisions

du programme entier Maths-Physique, So-Nat, toutes sections, 3 fois par semaine : 18 h 30-21 h 30, à partir du 12 juin, par équipes de professeurs dirigées par Guy Marek, diplômé Ecole Centrale, docteur ès sciences. Centre Espino : 8, rue Lala (19). Tél. : 704-40-50.

Chili

Témoignage

LE « COMITÉ POUR LA PAIX » :

une expérience de solidarité et un espoir malgré tout

par JOSÉ ZALAUQUET (*)

A l'aéroport de Santiago du Chili, le 12 avril, ma dernière image avant d'être expulsé du pays par le gouvernement militaire, fut un groupe d'une cinquantaine d'amis saluant de la main : tous des vétérans de la défense des droits de l'homme du Comité pour la paix.

C'est le 6 octobre 1973, que l'Eglise catholique, majoritaire au Chili, l'Eglise luthérienne, d'autres Eglises chrétiennes et la communauté israélite, ont fondé le Comité pour la paix, institution ecuménique qui est connue maintenant de tous ceux qui souffrent au Chili.

Les Eglises, après le coup d'Etat militaire, ont aujourd'hui les seules institutions qui peuvent avoir une action et s'exprimer de façon autonome, alors que les confédérations syndicales, les fédérations d'étudiants, les partis politiques, les organisations de quartier, les moyens de communication non officiels, sont tous, fortement réprimés ou ne peuvent travailler que dans de difficiles conditions de clandestinité. Les Eglises organisent la solidarité à travers le Comité pour la paix, dont les présidents furent l'évêque catholique Fernando Ariztia, qui avait une grande expérience de travail dans les zones les plus pauvres de Santiago, et l'évêque luthérien Helmut Frenz, qui, en 1974, le prix F. Nansen, des Nations unies, pour son travail en faveur de plus de cinq mille réfugiés étrangers au Chili.

Le Comité pour la paix lance, dès son début, la consigne « d'une paix véritable basée sur la justice » et commence son travail d'assistance aux prisonniers politiques et à leurs familles, ainsi qu'aux familles des personnes disparues ou mortes ; il aide aussi juridiquement les travailleurs chassés de leur emploi. Le comité a compté au bout d'un an cent quatre-vingts membres (avocats,

médecins, assistants sociaux...) travaillant à temps complet à Santiago et à des postes de bureaux dans vingt-deux villes du pays, employant cent dix personnes. Parmi eux, en majeure partie des jeunes, il y a des croyants et des non-croyants, certains sont membres de partis politiques de gauche ou de la démocratie chrétienne ; d'autres encore n'ont pas d'affiliation politique.

Le comité a reçu quotidiennement des centaines de personnes, et le travail s'est diversifié : financement d'ateliers autogérés pour les chômeurs, de cuisines et de cantines populaires, création de cinq dispensaires dans les quartiers pauvres de Santiago. Le Comité pour la paix refuse les formes d'aide paternalistes et cherche à stimuler l'initiative.

Après deux ans de travail acharné, le comité a dressé un bilan impressionnant : assistance juridique à plus de seize mille prisonniers politiques et à plus de sept mille travailleurs ; mise en place de quatre cents cantines populaires où déjeunent tous les jours plus de trente mille enfants ; plus de soixante-quinze mille consultations médicales ; organisation de cent vingt petites ateliers autogérés et de voyages pour les familles de prisonniers politiques vers les camps de concentration.

Le comité a pu en conséquence réunir la documentation la plus complète sur cette période de l'histoire du Chili et dénoncer les injustices constatées, sans recevoir de démenti. Mais le véritable succès du comité s'explique par son caractère de symbole visible, de « signe » d'une solidarité active et de l'espoir de tout le peuple chilien. Le comité a été une expérience très concrète de travail unanime pour la justice et les droits de l'homme.

Cette lutte pour une paix véritable a coûté cher : le 14 novembre 1975,

quand le cardinal Silva fut nommé par Pinochet de dissoudre le Comité pour la paix, onze de ses membres venaient d'être arrêtés. (Quatorze autres avaient été arrêtés au cours des années précédentes.) Le gouvernement militaire avait interdit auparavant le retour au Chili de l'évêque Helmut Frenz, et la presse, contrôlée par le gouvernement, avait lancé une campagne contre l'Eglise catholique, l'Eglise luthérienne et le Comité pour la paix, préparant ainsi la mesure de Pinochet.

Les Eglises ont aussi souffert de la répression, comme le prouvait la mort de trois prêtres, l'expulsion de plus de cent soixante prêtres et religieuses et l'arrestation de près de quarante autres.

Le Comité pour la paix s'est dissous fin décembre 1975 ; mais l'Eglise catholique relance le travail dans un nouvel organisme : le Vicariat de solidarité, et il appelle à d'autres Eglises. La presse a repris ses attaques, cette fois contre le Vicariat.

Dans une situation dans laquelle il serait normal de désespérer, l'espérance se construit, difficilement, jour après jour. Quelques heures avant d'être expulsé du Chili, on m'a sorti de la cour numéro 2 du camp de prisonniers de Ires-Alamos. Dans cette cour cent trente personnes me firent leurs adieux avec une attitude si ferme et si chaleureuse que c'est le meilleur encouragement que quiconque puisse recevoir pour continuer à lutter pour la paix véritable : celle qui est fondée sur la justice, celle qui surgit de la construction d'un ordre social où les droits de l'homme trouvent leur plus complète expression.

(*) José Zalauquet, avocat principal du Comité pour la paix au Chili, a travaillé dans son pays à la défense des droits de l'homme depuis deux ans et demi. Emprisonné par la junte militaire le 15 novembre 1973, il a été libéré le 30 janvier 1976. Le gouvernement chilien a ordonné son expulsion le 24 mars 1976.

SAMARITAINE DE LUXE
27, Boulevard des Capucines PARIS - 261-57-25

COSTUMES "ETE"
PRIX EXCEPTIONNELS

SUR MESURES
avec essayages
1450 F

en tissus de Dormeuil ou tissus d'origine anglaise laine et mohair et pure laine peignée.

Prêt-à-porter
COSTUMES LEGERS
laine, mohair et polyester **590 F**
en tissus de Dormeuil laine et polyester **790 F**

Hôtel Nikko de Paris. Un 4 étoiles comme on n'en fera plus
Rue de Valenciennes 109 - 75011 Paris - Tél. 577.96.52 - 577.62.62 - Telex 210001

M. _____ demeurant _____ serait heureux de recevoir une documentation sur l'HOTEL NIKKO DE PARIS.

PENDANT LES 5 JOURS DE LA PENSÉE ET DU LIVRE MARXISTES

MERCREDI 21 AVRIL :

LA MUTUALITÉ à 20 heures 30 - salle A MARXISME ET LIBERTÉ

sous la présidence de Jacques TEXIER, professeur de philosophie - avec Roger DEVAUX, théologien, François HINCKER, professeur d'histoire - Lucien SEVE, professeur de philosophie et le Père Paul VALADIER, professeur au centre d'études et de recherches philosophiques.

JEUDI 22 AVRIL :

à 20 heures 30 - salle B TRAVAIL ET LIBERTÉ (Assemblée-Débat)

avec Jean COLPIN - Philippe HERZOG, économiste et Jean Louis MOYNOT.

A LA BASTILLE

VENDREDI 23 AVRIL :

- 14 heures : ouverture de la vente
- 15 heures : Rencontre à propos du livre "Positions" (Editions Sociales) - 1 vol. 25 F l'auteur Louis ALTHUSSER et Lucien SEVE, Directeur des Editions Sociales.
- 16 heures 30 : Interview de Jean FLAVIEN et André LAJOINIE à propos de leur livre : "L'Agriculture dans les pays socialistes d'Europe" (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F
- 17 heures : Interview de Elisabeth GUIBERT à propos de son livre : "Les voies idéologiques de la Révolution Française" (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F
- 18 heures : DEBAT : Besoins, politiques, crise et financement public sous la présidence de Marc BOR-MANN avec Patrice GREVET - Michel REDJAH - Henri SEGUE - Philippe ZARIFIAN
- 20 heures 30 : LES COMMUNISTES CRÉATEURS DE LIBERTÉ (Assemblée-Débat du C.E.R.M.) sous la présidence de Guy BESSE, Directeur du C.E.R.M. avec Georges MARCHEAIS, Madeleine VINCENT et Henri MALBERG.

SAMEDI 24 AVRIL :

- 11 heures : ouverture de la vente
- 14 heures : Interview de Jean CHARLES et Serge WOL-KOW à propos du livre d'E. VARGA : "La Crise" (Editions Sociales) - 1 vol. 30 F
- 15 heures : FACE A FACE : Claude QUIN, à propos de son livre : "Classes sociales et Union du peuple de France" (Editions Sociales) - 1 vol. 13 F
- 16 heures : FACE A FACE : La bataille pour le livre : Antoine SPIRE et Jean-Pierre VIALA auteurs de : "La Bataille du Livre" (Editions Sociales) - 1 vol. 13 F
- 16 heures 45 : DEBAT : La Justice en France (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F avec l'auteur du livre, Robert CHARVIN, André DEMICHEL, Maître POLLAK et Monsieur de CHARETTE du Syndicat de la Magistrature.
- 18 heures : RENCONTRE à propos du livre : "Portugal, les points sur les i" (Editions Sociales) - 1 vol. 30 F l'auteur Jacques FREMONTIER et Robert MERLE, Président de France-Portugal.
- 18 heures 30 : Interview de André ROSSEL à propos de son livre : "Eti 38, les 100 jours du Front Populaire" (La Courtille) - 1 vol. 78 F
- 19 heures : Interview de Etienne FAJON à propos de son livre : "Ma vie s'appelle Liberté" (Laffont) - 1 vol. 35 F
- 20 heures 30 : SOCIALISME ET LIBERTÉ (Débat du C.E.R.M.) Pierre JUQUIN et Jean ELLENSTEIN, face à la presse.

DIMANCHE 25 AVRIL :

- 11 heures : ouverture de la vente
- 14 heures : Interview de Alain WASMES à propos de son livre : "Vietnam, la peau du pachyderme" (Editions Sociales) - 1 vol. 30 F
- 15 heures : Interview de Charles FITTERMAN à propos du livre : "Ecrits politiques" - 1956/1969 de Waldeck ROCHET (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F
- 15 heures 30 : SPECTACLE : Matinée de solidarité internationale CHILI - PORTUGAL - ESPAGNE.
- 17 heures : Interview de Madeleine VINCENT à propos de son livre : "Femmes, quelle libération ?" avec des témoignages. (Editions Sociales) - 1 vol. 13 F

en permanence le CDLP vous propose
150.000 livres avec 300 auteurs
Libre Service - Bar - Restauration

POLITIQUE

UNE ÉTUDE DE LA REVUE « FAIRE »

Le P.S. participerait à des listes d'union de la gauche dans au moins 177 des 219 villes de plus de 30 000 habitants

La revue « Faire », que dirige M. Gilles Martinet, membre du secrétariat du P.S., publie une étude détaillée de M. Alain Richard sur la situation des municipalités dans les deux cent dix-neuf villes de plus de trente mille habitants (Paris excepté), où le scrutin se déroule avec des listes bloquées. Il en ressort que dans au moins cent seize villes, le P.S. aurait intérêt à négocier la constitution de listes d'union de la gauche. Dans une partie au moins des quarante-deux autres cas, les socialistes pourraient se présenter de manière autonome devant les électeurs.

L'auteur de cette étude, M. Alain Richard, distingue huit catégories :

- 51 villes à direction communale.
- 18 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F.
- 12 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F. et le P.C.I.
- 12 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D.
- 12 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D. et le P.C.F.
- 12 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D. et le P.C.F. et le P.C.I.
- 12 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D. et le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D.
- 12 villes dirigées par le P.S. en alliance avec le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D. et le P.C.F. et le P.C.I. et le P.C.D. et le P.C.F.

Pour ces trois premiers cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

Pour les quatre autres cas, l'auteur préconise la constitution systématique de listes d'union de la gauche.

• 40 communes que le P.S. espère conquérir.

Le cinquième cas concerne les quarante communes qui, au vu des données actuelles, pourraient passer à gauche, et où le P.S. a devancé le P.C.F. Il s'agit de : Bourg-en-Bresse, Troyes, Narbonne, Salon-de-Provence, Cognac, Angoulême, Dijon, Vesoul, Beaune, Châtillon, Dreux (1), Brest, Toulouse, Bordeaux, Pessac, Montpazier, Rannes, Saint-Chamond, Nantes, Saint-Hilaire (1), Cherbourg, Vandœuvre-lès-Nancy (1), Dunkerque, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq (1), Beaurivall, Saint-Pris (1), Valenciennes-sur-Saône (1), Tulle (1), Mâcon, Chambéry, Aulnay, Pithiers, Epinal, Auxerre, Belfort, Meudon, Melun, Meaux.

L'auteur estime que dans ces situations, le choix d'efficacité entre listes communes et listes de gauche concurrentes ne paraît pas produire de différences très marquées quant aux résultats à attendre (sauf peut-être à Chartres). On est typiquement dans des cas où la montée (parfois la remontée) du P.S. s'est faite sur une ligne unitaire.

Le ressort de cette analyse que dans trente-neuf des quarante communes, des listes d'union pourraient être constituées.

• 27 villes où P.S. et P.C.F. sont en rivalité.

La sixième catégorie comprend les vingt-sept villes où le P.S. peut espérer gagner mais où le P.C.F. et le P.C.I. peuvent revendiquer la direction d'une liste unitaire, le P.C.F. ayant précédé le P.S. en 1973 mais celui-ci estimant aujourd'hui avoir retenu son retard. Il s'agit de : Le Cannet (1), Amilly (1), Périgueux, Biols, Saint-Etienne, Roanne, Reims, Tarbes, Villeurbanne, Le Grésot, Rouen, Toulon, Châtelleraux, Antony, Asnières, Clamart, Courbevoie, Montrouge, Futeaux, Rueil-Malmaison, Gagny, Créteil, Maisons-Alfort, Chelles, Conflans-Sainte-Hippolyte (1), Poissy, Mantes-la-Jolie (1).

M. Alain Richard préconise des négociations dans le cadre départemental avec le P.C.F., sans exclure la possibilité de listes socialistes homogènes.

• 12 communes que le P.C.F. peut emporter.

La septième catégorie est composée de douze villes que la gauche pourrait gagner grâce à des listes conduites par le P.C.F. Il s'agit de : Saint-Quentin, Montluçon, Bourges, Châlons-sur-Marne, Douai, Valenciennes, Le Mans, Athis-Mons (1), Virey-Châtillon (1), Issy-les-Moulineaux, Villeneuve-la-Garenne, Bouillès (1).

• 7 cas particuliers.

M. Alain Richard regroupe enfin sept villes (Antibes, Cannes, La Clotte (1), Brive, Béziers, Orléans, Sotteville-lès-Rouen) où, écrit-il, « les situations municipales actuelles sont ambiguës du fait d'une position particulière du maire, inclassable entre la majorité et la gauche ».

* FAIRE, avril 1976, 64 pages. 10 francs. 48, rue Sainte-Anne, 75002 Paris.

(1) N.D.L.R. - Communisme ayant dépassé le seuil des trente mille habitants depuis le scrutin municipal de 1973.

Libres opinions

La séparation des pouvoirs

par PIERRE LEFRANC (*)

La question des modalités de l'élection présidentielle redevient d'actualité. Il est envisagé, on s'en souvient, de rendre plus difficile, à remplir les conditions requises pour être autorisé à présenter une candidature.

Les initiateurs de ce projet qui réclame le parrainage de quatre à cinq cents signatures d'élus en provenance de trente ou cinquante départements, cherchent, en réalité, à revenir au principe fondamental de la séparation des pouvoirs, telle qu'a tenu à l'établir notre Constitution.

Prendre de pareilles conditions obligatoires, c'est éliminer tout candidat qui ne serait pas présenté par une grande formation politique disposant d'une implantation nationale ; c'est rendre aux partis possédant une représentation parlementaire le droit exclusif — comme sous la III^e et la IV^e République — de choisir les candidats ; c'est faire procéder à l'exécution du législatif ; c'est rompre l'équilibre voulu par nos institutions votées par les référendums de 1958 et de 1962 : à savoir, d'un côté, le législatif, composé des députés et des sénateurs élus localement, et, de l'autre, l'exécutif, désigné directement par le peuple.

On prétend qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que de protéger du ridicule le mode d'élection du président en éliminant les candidats peu sérieux, ou ceux qui ne valent dans l'affaire qu'une occasion de publicité gratuite, mais l'opération vise un tout autre objectif. Le but poursuivi n'est rien de moins que l'intrusion des partis dans une élection qui leur échappe — puisque, en la circonstance, les idées et les hommes se trouvent exceptionnellement et sans leur intermédiaire en contact direct avec le pays, — et la mainmise des exécutifs et des comités sur un pouvoir qui peut s'opposer à eux. Ne nous laissons pas prendre à ces cris poussés sous le prétexte d'une prétendue défense de la dignité de la République, pour la raison que cette dignité réside justement et dans la séparation des pouvoirs et dans la liberté des candidatures.

Entre les inconvénients de laisser faire campagne à quelques originaux — inconvénients mineurs, qui n'empêchent pas la démocratie de fonctionner, bien au contraire, — et ceux de limiter la liberté de désignation des citoyens — ce qui porterait atteinte à nos droits fondamentaux, — il faut, sans hésitation, opter pour les premiers. Le principe de la séparation des pouvoirs et celui du droit au libre choix des électeurs ne sauraient être remis en cause.

D'ailleurs, si l'on estime indispensable d'éliminer les amateurs de publicité, il suffit de décider que les cent signatures d'élus actuellement nécessaires seront rendues publiques par le Conseil constitutionnel. Quel maire, quel conseiller général ou quel parlementaire, donnera alors sa signature pour un chef d'entreprise de travaux publics ou un directeur de chaînes d'hôtels ? Mais Krivine et Mlle Laguerrière ne seront pas éliminées par des officines, et pourront faire part de leurs convictions aux Français. C'est cela l'honneur de la République.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

• La fédération du Lot-et-Garonne a voté à l'unanimité une motion demandant la démission immédiate des deux adjoints socialistes de la municipalité. M. Thibault s'était plié à la décision de son parti (le Monde des 6 et 9 avril). M. Vaillant, lui, est resté sourd à cette mise en demeure. Une procédure d'exclusion est donc engagée contre lui. — (Corresp. part.)

(PUBLICITE)
Contre le développement sans précédent des flux
France-Afrique du Sud
CAMPAGNE ANTI-OUTSPAN
organisée par le premier
CONGRÈS
les 24-25 avril à Paris (champs Bazin)
en présence
• de représentants des mouvements de libération d'Afrique du Sud (A.L.C.) et de Namibie (S.W.A.P.O.) ;
• de délégués de comités européens.
Inscriptions - renseignements : C.A.O. (C.O.C.I.A.A.),
46, rue de Valenciennes, 75006 Paris (Tél. 333-11-49 jusqu'au 22 avril)

الكتاب

DÉFENSE

Manœuvres...

Chaque année, dans le monde, à l'habitude de baptiser son adversaire potentiel lorsqu'elle se livre, sur le terrain, à des exercices pratiques d'instruction, l'armée soviétique n'échappe pas à cette règle. Témoin, le reportage d'un journaliste militaire soviétique paru, à la demande de l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris, dans le dernier numéro de la revue Armées d'aujourd'hui, du ministère français de la Défense. On peut y lire notamment qu'à l'occasion de manœuvres en Georgie, auxquelles assistait le ministre soviétique de la Défense, « les troupes des Occidentaux et des Orientaux engageant un combat de rencontre » ou qu'elles ne cessent de faire intervenir de nouvelles unités.

À quatre reprises apparaît cette distinction entre les « troupes des Occidentaux » et les « troupes des Orientaux », dans un reportage sur des manœuvres du corps d'armée de la région militaire de Transcaucasie. L'auteur de l'article, M. Boris Skvortsov, précise que cet exercice a eu lieu du 25 janvier au 6 février dans la région de Gori, en Georgie, et que l'état-major soviétique avait invité à y assister, notamment, l'attaché militaire de Turquie à Moscou et un représentant du commandement turc. La région de Gori n'est pas éloignée des frontières de l'Union soviétique avec la Turquie et avec l'Iran.

Le vocabulaire de « troupes des Occidentaux » et celui de « troupes des Orientaux » peuvent prêter à bien des interprétations à la fois, selon que, dans cet exercice particulier, l'armée soviétique, dans le camp « occidental », est affrontée à des forces « orientales » venues de la Turquie ou de l'Iran et, peut-être, de plus loin encore, ou que l'armée rouge, dans le camp « oriental », doit en découdre avec des unités « occidentales ».

L'imprécision du reportage, telle qu'elle résulte de sa publication dans une revue française officielle, permet toutes les appréciations. Récemment, M. Charles Hernu, président des Conventions pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste, attirait l'attention de cadres de réserve, à Paris, après les propos de M. Kissinger et de son conseiller, M. Sonnenfeldt, sur le fait que « la coexistence pacifique entre les deux Super-Grands, faute d'être idéologique, est dangereusement conflictuelle ». Et le responsable socialiste ajoutait : « Il est vrai qu'en français c'est le même mot, la détente, qui désigne la déclassification internationale et la gâchette du fusil. Est-ce une raison pour procéder à l'escalade du vocabulaire ? Voici, en effet, que l'ambassade soviétique de Paris demande à une revue officielle des forces armées françaises de publier un reportage sur les manœuvres soviétiques de Transcaucasie. Et pourquoi pas ? Mais, dans cet article, le camp habituel de l'ennemi est devenu celui des « Occidentaux » face aux « Orientaux ». En France, notre état-major a heureusement supprimé dans les manœuvres le camp des « rouges ». Il semble bien que, dans un monde où s'opèrent de redoutables montées en puissance, à conclure M. Charles Hernu, le gouvernement français, aux prétentions mondialistes, ne joue pas son rôle de proposition de paix, de désarmement multilatéral, selon cette règle d'or : tout le désarmement possible, sans moindre sécurité pour la France. »

(*) Armées d'aujourd'hui, avril 1976, revue des forces armées françaises, 19, boulevard de La Tour-Maubourg, 75002 Paris Cedex 07 ; prix : 5 francs.

PARIS HELSINKI

en DC-9-51

VOL QUOTIDIEN

départ Orly-ouest 13 h 50
de HELSINKI : Leningrad et Moscou



toute agence de voyages et

11 rue Auber Paris 9^e

réservations 742.35.11

la ligne de l'hospitalité finlandaise

AÉRONAUTIQUE

Pour entrave à la liberté du travail

TRENTE-DEUX DÉLÉGUÉS DES USINES DE LA SNIAS DE CHATEAUXROUX SONT POURSUIVIS EN JUSTICE

Trente-deux délégués des cinq syndicats, représentés à l'usine de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) de Déols-Châteauroux, et du comité d'entreprise comparaitront jeudi 22 avril devant le tribunal de grande instance de Châteauroux, à la suite d'une plainte du général Jacques Mitterrand, président de la SNIAS, portant notamment sur l'entrave au libre exercice du travail et à l'empêchement de l'acheminement du matériel.

Depuis l'annonce officielle, le 30 mars dernier, de la fermeture de l'usine de Déols, décidée en fait il y a deux ans, de nombreuses protestations se sont élevées. Le conseil municipal et le conseil général ont adopté, chacun, une motion demandant la maintien de cette entreprise.

De son côté, le personnel occupe les locaux depuis le lundi 5 avril, et il a prolongé cette occupation en dehors des heures de travail et empêché la sortie des pièces de rechange, destinées à la clientèle civile et militaire. Un rassemblement doit réunir, le vendredi 23 avril à Châteauroux, des délégués de toutes les entreprises de la SNIAS.

Sur les cinq cent soixante salariés travaillant actuellement dans l'usine, une centaine seront mutés à Bourges et cent trente environ, appartenant aux services après-vente et centres d'échange, seront provisoirement maintenus à Déols. Les autres pourraient être mutés dans différents établissements du groupe. Le général Mitterrand avait indiqué (le Monde du 14 avril) qu'un refus de mutation du personnel serait considéré comme un motif de licenciement.

CIRCULATION

LE SCHÉMA DIRECTEUR DES ROUTES ET AUTOROUTES VA ÊTRE ACTUALISÉ

La direction des routes devrait prochainement actualiser le schéma directeur des autoroutes et routes nationales établi en 1971. Certaines des opérations inscrites dans ce schéma ont déjà été entreprises au cours du VII^e Plan ; d'autres devraient faire l'objet d'un engagement prioritaire au cours des dix prochaines années et notamment pendant le VII^e Plan (1976-1980).

La Fédération nationale des travaux publics a établi comme suit la liste des opérations autoroutières en cours de réalisation ou en projet :
— Mise en service en 1976 : A-4 Paris-Metz ; A-34 Metz-Strasbourg ; A-13 Paris-Oen ;
— Mise en service en 1977 : B-9 Narbonne-Le Perthus ;
— Mise en service en 1978 : A-8 Marseille-Gènes ; A-10 Tours-Poitiers ; A-11 Paris-Le Mans ;
— Mise en service en 1979 : Le Mans-Bennes ; A-11 Angers-Nantes ; Orléans-Bourges ;
— Mise en service en 1980 : A-61 Bordeaux-Narbonne ;
— Mise en service en 1981 : Clermont-Ferrand-Saint-Etienne ; A-36 Beaune-Mulhouse-Bâle ;
— Mise en service en 1983 : Bourges-Clermont-Ferrand ;
— Mise en service à une date encore non précisée : Angers-Tours, Pau-Bayonne, Poitiers-Bordeaux.



Pour découvrir la collection "Les Grands Prix du Disque"

choisissez 3 grands disques pour le prix d'un seul !

... et continuez d'en recevoir à moitié prix et même gratuits !

Recevez plus. Payez moins.

A partir de maintenant n'achetez plus vos disques au prix fort. Car maintenant, vous avez DIAL, avec sa fabuleuse collection "Les Grands Prix du Disque". Conçue selon un système nouveau, elle vous permet, par étapes successives, de faire des économies extrêmement importantes. La preuve :

1 ^{re} étape	En cadeau exceptionnel de bienvenue vous recevez 3 disques. Vous n'en payez qu'un. Soit jusqu'à 66 % de réduction sur le prix des disques de cette collection.
2 ^e étape	Après ces 3 disques : pour chaque disque au prix normal (soit 49,50 F pour cette catégorie) vous avez droit à un disque à moitié prix. Soit jusqu'à 25 % de réduction sur le prix des disques de cette collection.
3 ^e étape	Après 6 disques au prix normal vous avez droit, pour 2 disques au prix normal, à 2 disques à moitié prix + 1 disque gratuit. Soit jusqu'à 40 % de réduction sur le prix des disques de cette collection.
Conclusion :	trouvez mieux !

Les plus beaux enregistrements du monde

Les "Grands Prix du Disque" : pour la première fois dans les annales de la musique, une collection qui réunit exclusivement des enregistrements couronnés par les Jurys Internationaux les plus prestigieux. C'est-à-dire les meilleures interprétations actuelles

des chefs-d'œuvre immortels de la musique. Par l'élite des orchestres, des chefs et des solistes. C'est-à-dire la perfection.

Donc pour vous la certitude de vous constituer une discothèque digne des amateurs les plus exigeants.

Une offre exceptionnelle - et un cadeau
Gratuitement recevez et écoutez 10 jours, 3 disques "Grands Prix" choisis parmi les 14 ci-contre. Puis recevez ce cadeau : ces 3 disques (s'ils vous plaisent) pour 49,50 F seulement (+ port). Soit 3 pour le prix d'un seul. Essai.

... jamais d'obligation d'achat mensuel
13 fois par an notre catalogue gratuit vous proposera d'autres disques de la collection. Parmi lesquels vous choisirez librement. Si vous désirez recevoir uniquement le disque Grand Prix du Mois, ne faites rien il vous sera envoyé automatiquement. Si vous désirez un autre disque ou pas de disque du tout, il vous suffit simplement de renvoyer la carte-réponse jointe au magazine avec vos instructions. Votre seule obligation : acheter 8 disques au prix normal dans les 24 mois qui viennent. Mais qui, selon le tableau ci-contre, vous donnent droit à d'autres à moitié prix et même gratuits !

Agissez aujourd'hui

Une collection unique. Une remise immédiate très importante. Des économies sans cesse croissantes. N'hésitez pas : parce que ce n'est pas tous les jours que vous pouvez faire une telle affaire - renvoyez le bon ci-dessous dès aujourd'hui.

BON D'EXAMEN GRATUIT

Je choisis ces 3 disques
Grands Prix
N° _____
N° _____
N° _____

Envoyez-moi les 3 disques "Grands Prix" 33 T 30 cm stéréo dont je note les numéros ci-contre.
Après 10 jours d'audition gratuite, je pourrai, soit vous les renvoyer, sans vous devoir ni explication ni argent ; soit les garder pour le prix spécial de bienvenue de 49,50 F seulement (+ 7 F port), soit 3 pour le prix d'un seul.
Si je les garde, je m'engage à acheter dans les 2 prochaines années 8 disques au prix normal (+ actuellement 5 F de port) parmi tous ceux qui me seront proposés. Ainsi, j'aurai droit aux avantages dont j'ai pris connaissance dans cette annonce :

- 1) Un disque à moitié prix pour chaque disque au prix normal.
 - 2) Après 6 disques au prix normal : 2 disques au prix normal + 2 disques à moitié prix + 1 disque gratuit. Trouvez mieux !
- Après 8 disques au prix normal je pourrai annuler mon adhésion à tout moment par simple lettre. Je peux aussi souscrire à la Collection par simple lettre - sans bénéficier ni de l'offre "3 pour 1", ni des disques gratuits, ni des disques à moitié prix, donc sans obligation d'achat.

Nom, Prénoms (en majuscules) : _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____ 038-617-066-1
Signature (ou celle des parents pour les mineurs) _____ Offre limitée à un envoi par foyer.



CADEAU !

Si vous répondez dans les 8 jours, nous joindrons en plus cette précieuse médaille de Beethoven, réalisée spécialement en nombre limité pour la Collection Les Grands Prix du Disque. D'un diamètre de 40 mm, massive et finement ciselée, c'est un ornement de valeur. Répondez vite.

Les régions

LE CLUB ALPIN AU SECOURS DE LA MONTAGNE

Le Club alpin français a tenu ses assises nationales à Thonon (Haute-Savoie) les 10 et 11 avril. Les deux cent cinquante délégués, qui représentaient les soixante-dix mille « caillottes » français, ont reconduit pour un an le mandat de leur président, M. Jean-Charles Meyer, et approuvé une « charte des alpages et des glaciers ».

Le CAF n'a jamais eu de politique clairement définie en matière de protection de la montagne. Jusqu'à ces dernières années, ses membres se contentaient de vagues protestations auprès des maires et des préfets, chaque fois qu'un aménagement un peu plus le « domaine des montagnards », et, parfois, ils s'engageaient dans des actions ponctuelles. Ainsi, le 25 juin 1975, manifestèrent-ils dans les rues de Chamonix pour s'opposer à l'organisation d'un « repas gastronomique » que l'Association des jeunes restaurateurs de France se proposait de servir au sommet du mont Blanc. Pour la première fois, le CAF sortait de sa réserve et publiait un communiqué, le plus violent qu'il rédigeait cette association en un siècle d'existence... Un orage mit un terme à l'« expédition ».

Comme une exception

Le comité de liaison des sections de l'Isère et des deux Savoies — qui jouèrent un grand rôle lors de la manifestation de Chamonix — ont ressenti le besoin urgent de définir, sur le plan national, une politique cohérente et efficace en matière de sauvegarde de la montagne. La charte présentée lors de l'assemblée générale et approuvée à l'unanimité par les congressistes exprime la nécessité de tout mettre en œuvre pour défendre un domaine gravement menacé.

« De tous les milieux naturels, estiment les « caillottes », la montagne est sans doute la plus fragile. Elle n'a qu'une capacité très limitée de digérer les nuisances. Cette fragilité multiple dans des proportions considérables les atteintes qu'on lui inflige. Elles justifient que la montagne soit considérée, par principe, comme un espace à préserver en totalité, et que les aménagements n'y soient tolérés qu'avec une grande modération, chaque fois comme une exception ».

Aussi les membres du CAF souhaitent-ils voir se multiplier le nombre des réserves naturelles dans les espaces encore libres d'équipement, les autorisations étant laissées à leur destination actuelle. Ils demandent aussi l'interdiction des liaisons interstations.

En matière d'urbanisme, le CAF estime qu'il faut renoncer à la création de nouvelles stations intégrées. Enfin, il suggère que soit instituée une péréquation financière entre les zones classées comme « exploitables » pour le tourisme intensif et les zones protégées.

« Rétrograde, passiste, anti-progrès, gauchiste », rétorquent les partisans d'un aménagement « raisonnable » de la montagne. Il n'est pas question de retirer de la montagne un domaine interdit, réservé à une élite sportive. Il est légitime que son accès se généralise, déclare la charte. Encore faut-il clarifier les notions. On justifie souvent le suréquipement de la montagne par la volonté de la démocratiser. En fait, on est passé d'un élitisme à un autre... »

CLAUDE FRANÇON.

NOUVEAUX MÉTIERS

Les fonctionnaires des assemblées régionales souhaitent prendre leurs distances vis-à-vis des préfetures

UNE quinzaine de fonctionnaires des assemblées régionales, qui sont les collaborateurs directs des présidents de treize conseils régionaux, se sont réunis il y a quelques jours, à Marseille (étaient présents les représentants des régions Nord-Pas-de-Calais, Limousin, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Corse, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine, Poitou-Charentes). Ils répondirent à l'invitation de deux de leurs collègues du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, MM. Jean-Paul Gacitry, chef de cabinet, et Alain Fourrest, chargé de mission.

L'intérêt de cette rencontre consistait à dresser le bilan de deux années d'expérience et à faire le point sur les différentes politiques menées par les conseils régionaux selon leur composition politique. Les cabinets des conseils régionaux sont parfois composés de vingt personnes (dans le Nord-Pas-de-Calais ou de quatorze en Provence-Côte d'Azur). Dans d'autres régions, l'effectif peut se réduire à une ou deux personnes, quand celles-ci ne se contentent pas purement et simplement avec les fonctionnaires préfectoraux de la mission régionale. Certains participants au colloque de Marseille étaient des collaborateurs personnels d'élus, mais on a pu constater en outre que plusieurs conseils régionaux ne possédaient pas encore de secrétariat propre.

A la lumière des échanges de vues, il est apparu qu'en règle générale la composition et le nombre des personnes travaillant dans un cabinet de conseil régional dépendent pour beaucoup de la personnalité de son président et de son désir d'établir une distinction claire avec les fonctionnaires préfectoraux.

Dans l'ensemble, a commenté M. Fourrest, nous avons constaté que les régions à majorité de gauche ont les délégations les plus importantes et prennent plus volontiers leurs distances à l'égard de l'administration. La majorité des participants ont jugé indispensable que, sans chercher à créer une nouvelle administration, les élus se dotent d'un minimum de personnel technique. Afin d'acquiescer cette autonomie, le représentant des Pays de la Loire, M. Brechignac, fut pourtant d'un avis contraire, estimant qu'il n'y a pas de raison pour que l'assemblée régionale paye des fonctionnaires venus de Paris. Mais, dans l'ensemble, les participants ont considéré que, toute équivoque politique mise à part, un fonctionnaire dont le salaire est versé par la préfecture perd son autonomie.

Précédemment s'est posé le problème du statut de ces collaborateurs d'un type nouveau, puisque l'assemblée régionale n'ayant en principe pas de personnel propre (autre que les fonctionnaires prévus par les textes réglementaires), il faut, pour assurer un recrutement nécessaire au fonctionnement régulier du secrétariat des assemblées régionales groupant quelquefois plus de cent personnes, recourir à certaines « astuces ». Les participants à la réunion de Marseille ont donc souhaité une officialisation et une harmonisation de leur statut.

sans cependant se rapprocher de celui des fonctionnaires des organismes d'étude des aires métropolitaines (OREAM).

La deuxième partie du colloque a été consacrée à l'examen en commun des thèmes d'intervention propres aux régions que l'assemblée a divisés en six grands chapitres.

Pour ce qui concerne la politique de l'emploi, la majorité des participants ont constaté, malgré la diversité des méthodes d'approche, les difficultés à appliquer une action directe à cause des tracasseries

administratives. Le conseil régional, souvent, ne peut que constater, s'informer, faire des études, mais hélas ! n'a aucune espèce de pouvoir d'intervention directe et son impuissance a été répétée par beaucoup.

Pour les schémas régionaux de transports et la politique dite « de contrats de pays », force a été de constater que la réalité est loin de revêtir l'harmonie que lui prête le législateur.

Les parcs régionaux ont fait également l'unité. On pourrait résumer les débats par la formule : « La

politique nationale des parcs régionaux n'a aucune signification. » Il a été convenu que la région devait refuser un schéma uniforme de parc régional et qu'il fallait reconnaître les différences aussi bien géographiques qu'humaines.

Même unanimité pour ce qui concerne la planification vis-à-vis de laquelle la région connaît des difficultés de méthodologie et de moyens personnels, quand certaines ne s'en désintéressent pas purement et simplement par découragement. On a déploré que toutes les métho-

des d'élaboration du Plan soient « parachutées » du niveau national au niveau régional, ce qui ne permet pas une connaissance profonde et détaillée de la région concernée. « C'est un outil mal adapté », qu'il faut modifier en fonction des spécificités régionales.

Il a été convenu que cette réunion (la deuxième du genre) ne devait pas rester sans lendemain et qu'elle devait se renouveler prochainement au rythme d'une par année au moins.

JEAN COUTRUCI.

DÉCENTRALISATION

Où sont passés

les sept mille « provinciaux » des P.T.T. ?

LES administrations ne se bousculent pas pour quitter Paris. La délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) est parvenue à faire partir en province des industriels, des banques et des assurances, des grandes écoles, mais trop peu de fonctionnaires, malgré les directives réitérées du premier ministre. Pourtant cet effort de décentralisation n'est pas impossible, comme le prouve l'exemple des P.T.T., qui, en un peu plus de dix ans, ont réussi à déconcentrer hors de la région parisienne 7 000 emplois.

Il existe des administrations et des fonctionnaires qui s'estiment « dévalisés » s'ils étaient contraints à quitter la capitale. Tel n'est pas l'état d'esprit aux P.T.T., pour des raisons sociales et financières.

La plus grande partie des personnels des postes et télécommu-

nications de la région parisienne sont originaires de la « France pauvre ». Il suffit d'entrer dans les salles des opérateurs des chèques postaux du boulevard de Vaugirard pour entendre chanter les accents du Midi. Le Sud-Ouest et la Bretagne fournissent de forts contingents de facteurs et de téléurs. Qu'ils soient gâtés ou préposés, « ligards » ou techniciens, les agents des P.T.T. ne pensent qu'à retourner en province.

« C'est vrai que la direction des télécommunications bloque la mutation en province de chaque agent pendant trois ans, pour éviter que les centraux téléphoniques parisiens ne souffrent d'une pénurie de personnels d'entretien. Si vrai qu'en novembre 1974, lors de la « grande » grève, l'une des revendications avancées par les jeunes postiers était « du travail là où nous sommes nés ».

Paris trop cher

A cette impulsion décentralisatrice du personnel vient s'ajouter un calcul financier des hauts fonctionnaires. Il coûte chaque année aux P.T.T. au moins 650 francs par mille de bureau loué dans la zone Montparnasse, tandis que les bas prix des terrains et de la construction à Morslis ou à Périgueux séduisent les directeurs, qui se débattent avec des médiateurs, crédits d'investissement. Il faudrait ajouter qu'en région parisienne, le logement est très cher, ce qui pousse le personnel, obligé de se loger cher et loin du lieu de travail, à contracter les P.T.T. à multiplier, à grands frais, les foyers, les logements sociaux et les crèches, équipements dont l'agent provincial se passe encore.

Toutes ces raisons expliquent que l'effort de décentralisation de la poste ne date pas d'hier. En 1965, le transfert du centre de contrôle des mandats postaux créa à Limoges (Haute-Vienne) 725 emplois. En 1967, le centre de recherche du courrier installa à Libourne (Gironde) 76 emplois. En 1968, l'extension du centre de chèques de Paris à Orléans-La Source (Loiret) entraîna la venue

de 1 650 personnes. De 1970 à 1972, 550 agents suivirent à Périgueux (Dordogne) l'impression des timbres-poste. Des instituts nationaux des centres administratifs (INCA) ont été créés en 1972, à Toulouse (54 emplois) et en 1975, à Lyon (68 emplois). Le déménagement du service de l'épargne-logement, en 1974, à Orléans-La Source, 118 postes supplémentaires furent ajoutés aux 76 agents du centre de calcul de gestion de Paris.

Ce palmarès de la poste s'allongera, en 1976, avec le transfert à Morslis (Indre-et-Loire) de la partie postale de la direction centrale des matériels d'équipement (D.C.M.E.) : 140 postes de travail y seront créés. Enfin, M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., vient d'annoncer que les magasins centraux des imprimés, et 50 emplois, déménageront à Donai (Nord). Les postes estimés qu'un matériel de décentralisation, « on arrive au fond du trou ». Selon eux, l'efficacité des services restant dans Paris serait amoindrie par une émigration en province. Ils parlent donc de desservir dans les villes nouvelles de

la région parisienne la gestion des chèques postaux. Ils poursuivront leurs contacts avec la délégation à l'aménagement du territoire, « mais sans plus ».

L'ardeur à décentraliser des télécommunications est plus facile, grâce à la rapidité croissante du volume de leur activité qui bondit de 30 % chaque année. La capitale ne peut, à l'évidence, abriter cette explosion constante. A dire vrai, le premier déménagement d'un service des télécommunications remonte à 1960, où fut posé à Lannion (Côtes-du-Nord) la première pierre du Centre national d'études des télécommunications (C.N.E.T.), organisme de recherche fondamentale et appliquée des P.T.T. Une raison fondamentale à cette décision qui plaçait en Bretagne douze cents chercheurs et l'épicentre du téléphone français : la détermination de M. Pierre Marzin, alors directeur du C.N.E.T., devenu depuis sénateur (non-inscrit) et maître de Lannion.

Le DATAR, qui cherchait à « maîtriser quelque chose » dans l'Ouest, emboîta le pas. A partir de 1972, 134 agents du C.N.E.T. s'installèrent à Rennes. La partie télécommunications de la direction centrale des matériels d'équipement (D.C.M.E.), qui avait déjà créé un magasin de 100 emplois à Limoges, déménagea en 1971, 750 personnes à Lanester (Morbihan).

Depuis 1974, une fructueuse collaboration DATAR-P.T.T. accélère le mouvement. Le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), réuni le 11 avril 1975, a décidé de bâtir l'Ecole nationale supérieure des techniques des télécommunications pour partie à Brest (100 emplois) et pour partie à Lannion (80 emplois) ; d'implanter des instituts nationaux de centres techniques procurant environ 140 emplois à Bordeaux, à l'Isle-d'Abeau, la ville nouvelle proche de Lyon, et dans une troisième ville de province qui reste à déterminer. Enfin, le gouvernement a prévu la décentralisation à Rennes de la sous-direc-

tion de la téléinformatique et des réseaux spécialisés (deux cent cinquante personnes à terme). C'est une véritable « première », puisque toute la téléinformatique française sera désormais conçue dans le chef-lieu de l'Île-et-Vilaïne.

D'autres décisions ont été prises. Elles concernent le transfert à Bordeaux des trois cent cinquante agents de la partie télécommunications de la D.C.M.E. et des deux cent cinquante employés du centre de préparation des annuaires.

Les responsables des télécommunications déclarent eux aussi qu'il n'y a plus grand-chose à décentraliser chez eux puisque 30 % seulement des effectifs se trouvent rassemblés, concentrés dans la région parisienne.

Quoi qu'il en soit aujourd'hui, les P.T.T. pourraient certainement trouver d'autres services qui fonctionneraient en province aussi bien qu'à Paris, sinon mieux. Ils y seraient beaucoup encouragés si leur manque de crédits était « relayé », par exemple, par un fonds de décentralisation administrative (F.D.A.) plus « musclé » qu'actuellement. Le F.D.A. distribua, en 1976, 57 millions de francs, sans pouvoir financer plus de 20 % du montant de chaque opération de décentralisation. L'effort des administrations méritait d'être mieux récompensé.

Quant au personnel, il s'effraie parfois des déménagements. Ainsi, celui de la D.C.M.E. a fait grève au début de l'année pour obtenir des négociations concernant les modalités de son transfert à Bordeaux et à Morslis : les conjoints des agents déplacés trouveront-ils du travail dans ces villes ? Où logeront-ils ? Y aura-t-il des indemnités ? Au secrétariat d'Etat, on affirme que tout est réglé. Cependant, les agents des P.T.T. se méfieraient moins de la décentralisation si leurs ministres successifs ne leur donnaient pas l'impression qu'elle sert d'abord leurs ambitions politiques. M. Giscard a vanté Périgueux, M. Lelong Morslis, M. Achille-Fould Bordeaux. Quel service déménagera-t-on dans la région du Nord, dont chacun sait qu'elle est très chère au cœur de M. Segard ?

ALAIN FAUJAS.

GRANDS TRAVAUX

Rodage difficile pour le tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines

DEUX mois après sa mise en service, le tunnel transvoies Lusse-Sainte-Marie-aux-Mines ne paraît pas faire l'unanimité parmi les usagers de la route. En mars vingt-cinq mille cent soixante-neuf véhicules ont emprunté l'ouvrage inauguré par le président de la République le 28 mars, soit une moyenne quotidienne de huit cent quarante-trois. Bien que l'on note une progression régulière du trafic, on est enco-

« Nous escomptions, dans les temps à venir, atteindre quatre mille passages de véhicules routiers par jour », il ajoutait : « Un jour viendra où l'on doublera ce tunnel par un tunnel parallèle. »

Deux raisons principales expliquent le peu de succès remporté jusqu'à présent par le tunnel : la mauvaise qualité des voies d'accès et le prix du péage. Ce sont principalement les poids lourds qui boudent le tunnel. En effet ils ne constituent que 7,2 % de l'ensemble du trafic, soit quatre-vingt-dix « journaliers ». Un chiffre vraiment bas, surtout si on le compare à celui des poids lourds qui empruntent la RN 59, une des routes les plus importantes qui traversent les Vosges. Et c'est précisément sur la RN 59 que viennent se brancher, au nord et au sud de Saint-Dié, la plupart des routes transvoies : la D 392, par le col du Donon, la N 424, par le col du Hantz, la N 420, par le col de Saales, la N 59, par le col de Sainte-Marie, et la N 415, par le col du Bonhomme.

Rien qu'à Saint-Dié — sur cette RN 59 — transitent chaque jour environ douze mille véhicules, dont quelque deux mille poids lourds. Lors de l'ouverture à la circulation du

tunnel, on pouvait estimer qu'une grande partie des véhicules, et notamment des camions qui empruntent cette route, choisiraient le nouvel itinéraire. Ce n'est pas le cas actuellement.

Le fait qu'aucune voie rapide ne permette d'accéder au tunnel explique en partie ces modestes résultats. Que ce soit du côté vosgien ou du côté alsacien, il n'y a aucune route adaptée à un trafic intense. A l'est, 40 kilomètres de voies très médiocres aboutissent, à Marcolshelm, à un pont sur le Rhin à une seule voie. A l'ouest, 70 kilomètres de routes saturées avec des traversées difficiles (Raon-l'Étape, Saint-Dié) séparent le tunnel de la RN 4. De la sorte, celui-ci ne peut remplir un de ses rôles : améliorer les communications et faciliter les échanges.

Pour les fédérations vosgiennes et alsaciennes du P.S., la réalisation du tunnel de Sainte-Marie est un bel exemple du manque de planification et du gaspillage des deniers publics. L'ouvrage coûte 130 millions de francs.

Autre obstacle : le coût élevé du péage. Sur ce point, les usagers sont unanimes : « C'est trop cher pour


7 kilomètres », disent-ils, et de souligner que « les cols vosgiens ne présentent aucune difficulté, hormis quelques ennuis ».

M. Cuny, le directeur technique de l'ouvrage, insiste sur l'augmentation progressive du trafic. « Celui-ci croît sensiblement », explique-t-il, « quand le tunnel sera mieux connu et que les routiers comme les propriétaires de voitures légères auront calculé qu'il est avantageux de l'emprunter, notamment grâce au système d'abonnement ». Chiffres à l'appui, il prouve que « le tunnel permet un gain de temps, de sécurité et une économie de carburant ».

Pourtant, il apparaît, après deux mois d'exploitation, que le tunnel de Sainte-Marie ne pourra remplir son rôle primordial, qui est la désenclavement des Vosges et notamment de l'arrondissement de Saint-Dié, tant qu'il ne sera pas prolongé par des axes routiers modernes. Les défenseurs expliquent que c'est précisément sa réalisation qui va hâter la mise à quatre voies de la RN 59, entre Nancy et Lusse, de même qu'elle encouragera le lancement d'un grand pont sur le Rhin, à Minckelsheim.

YVAN COLIN.

Paris-Annecey



5 vols quotidiens au départ de Paris-Montparnasse

Renseignements : 266.57.40

AIR ALPES

DE NOUVELLES LIAISONS REGIONALES

Paris-Annecey

5 vols quotidiens au départ de Paris-Montparnasse

Renseignements : 266.57.40

AIR ALPES

DE NOUVELLES LIAISONS REGIONALES

VOUS

en Région Parisienne

Le mensuel de la Région Parisienne

Au sommaire du n° 16

- Une interview de Pierre-Christian TAITTINGER : Sensin la Région Parisienne ;
- Les signaux du tri ;
- S.N.C.F. : une carte de jeunesse ;
- La télé en conserve et d'autres articles sur la Région Parisienne.

En vente dans les kiosques Diffusion N.M.P.P.

Le numéro : 5 F. Abonnement : 50 F l'an en envoyant à « VOUS » en Région Parisienne, 10, rue Chouquet, 75009 Paris.

Spécimen sur demande

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...
LA FORMATION DES INGÉNIEURS
DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT

Un laboratoire d'urbanisme

« L'époque des grands ensembles collectifs est dépassée », a affirmé M. Pierre Mayet, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement, au cours de la « table ronde » organisée il y a quelques jours par les élèves de première année de l'école nationale des travaux publics de l'état sur le thème : « L'évolution de l'urbanisme périphérique ». Installée au cœur de la ZUP de Vaulx-en-Velin, près de Lyon, cette école forme des ingénieurs qui reprennent, dès la première année, c'est une nouveauté, un enseignement d'urbanisme.

« La société française développe une véritable intolérance au grand ensemble », a déclaré de son côté M. Prudhomme, directeur adjoint de l'environnement à l'O.C.D.E., car on n'a pas su réaliser des immeubles collectifs de qualité. Le constat, à vrai dire, n'est pas difficile à dresser.

Mais que doit être le nouvel urbanisme ? « Une échelle plus petite, une diversification plus grande », selon M. Pipien, directeur général de la société Le Logement français. Doit-on généraliser la maison individuelle ? « Elle n'est pas toujours de qualité et elle n'est pas obligatoirement synonyme de diversité », a fait observer M. Darmanian, directeur de l'Office central interprofessionnel du logement.

Mais, habitat individuel, développement d'une collectivité raisonnable ou reconquête des centres, « il n'y a pas, il ne peut y avoir une doctrine unique », a indiqué M. Mayet. Pour lui, l'urbanisme d'aujourd'hui doit rechercher des moyens nouveaux, mais il doit surtout « faire appel à des hommes et aller

vers un urbanisme de l'intelligence ». Après une phase d'urgence où ont été satisfaits les besoins quantitatifs, nous devons désormais mettre davantage de matière grise pour la même quantité de production. « Décentralisée à Vaulx-en-Velin, l'école, tout en gardant son objectif fondamental — la formation d'ingénieurs des travaux publics de l'état (T.P.E.), — a introduit dans son enseignement la sensibilisation de tous les élèves, dès la première année, aux questions d'urbanisme.

Cette ouverture sur la réalité paraît peut-être bien tardive à certains. Elle représente cependant un progrès. Le transfert de l'école dans la région lyonnaise et dans des locaux beaucoup plus rationnels a facilité ces innovations : l'école se développe sur une superficie de 25 000 mètres carrés au cœur de la ZUP en cours d'aménagement.

Les élèves, pour la majorité internes, sont logés sur place dans des studios ou de petits appartements faisant partie du programme de construction. Pouvaient-ils rêver pour eux d'un meilleur terrain d'expérience ? Répartis en neuf groupes, les élèves ingénieurs ont fait, à l'occasion d'une enquête, à peu près le tour de toutes les questions essentielles que soulève une pareille opération d'aménagement : équipements collectifs, emplois, espaces libres, transports. Ils ont eu l'idée d'organiser une exposition avec photos, maquettes, tableaux et schémas, bandes dessinées et enfin, un véritable esprit critique, en envisageant maintenant d'ouvrir cette exposition aux habitants : une façon de renforcer le dialogue avec les usagers et d'enrichir encore leur formation.

BERNARD ELIE.

TRANSPORTS

UNE GRÈVE DES DOCKERS
DE DUNKERQUE
PARALYSE LE TRAFIC
DES « FERRIES »

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Depuis vendredi 16 avril tout le trafic des navires transporteurs de trains entre la France et la Grande-Bretagne à Dunkerque est paralysé. Un seul remorqueur a été placé par le syndicat C.G.T. des dockers, en partie sur la passerelle d'embarquement des trains et en partie sur l'arrière du bateau Saint-Eloi.

Le syndicat C.G.T. des dockers demande que le nouveau « chef de quai » de la société ALA, armateur du Saint-Eloi, soit choisi dans la catégorie des « pointeurs ». Il souligne que les accords sociaux passés il y a trois ans prévoient la promotion professionnelle des salariés de la maintenance et, par conséquent, imposent cette priorité. Mais l'ALA se déclare libre de désigner le titulaire de son choix.

Cette affaire provoque des dissensions très profondes dans les milieux syndicaux. En effet, le personnel C.F.D.T., C.G.O. et C.F.T.C. de la compagnie ALA s'est élevé contre la position des dockers et s'oppose à la désignation d'un pointeur comme chef de quai, poste qui était occupé jusqu'à présent par un membre du personnel sédentaire.

● GREVE DES ÉLÈVES PILOTES DE LIGNE. — Le bureau national de l'association des élèves pilotes de ligne a décidé que les deux cent cinquante étudiants suspendus de leur activité « jusqu'à nouvel avis », pour que soit maintenu le concours de recrutement de 1976 et que soit définie « une nouvelle politique de transport aérien français ». Cette décision intervient malgré le communiqué de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'état aux transports, précisant que la formation des élèves en cours de stage ne serait pas interrompue, comme cela avait été envisagé (le Monde du 16 avril).

TOURISME

Une lettre
de M. Bernard Stasi
après la « cohue d'Épernay »

Après l'article intitulé « La cohue d'Épernay » (le Monde du 12 avril), où il était traité de l'étalement des vacances, M. Bernard Stasi, maître de la ville, nous écrit :

En quel est-ce se moquer des autres que d'accepter de figurer dans un film destiné à attirer l'attention des Français sur le problème de l'étalement des vacances ?

Les participants à cette opération n'avaient nullement le sentiment de vivre un « psychodrame collectif ». Ils ne carressaient pas non plus l'illusion qu'ils allaient, par un coup de baguette magique, apporter une solution au difficile problème de l'étalement des vacances. Mais ils ont accepté, avec bonne grâce et bon humour, de fournir une illustration plaisante et spectaculaire des thèmes abordés au cours des États généraux des vacances qui s'étaient déroulés la veille à Épernay. (...)

Aux pouvoirs publics, maintenant, et à tous les responsables de tirer les conclusions de ces deux journées. (...)

Pourquoi leur reprocher d'avoir vécu, par ces temps difficiles et par ce beau dimanche de printemps, une journée de fête, avec le sentiment que peut-être, grâce à eux, les Français comprendraient un petit peu mieux l'absurdité de certains comportements vacanciers ?

action qui a pour but de contourner les critiques adressées au programme nucléaire par quatre mille scientifiques de l'enseignement supérieur. Ces enseignants s'élèvent contre « les pressions dont ils sont l'objet de la part du ministère de l'éducation nationale, qui leur demande ouvertement de défendre et d'illustrer la politique gouvernementale en matière d'énergie ».

● LA LOZÈRE DESSERVIE PAR AVION. — Une ligne aérienne vient d'être ouverte entre Montpellier, Mende et Clermont-Ferrand. Elle assure pour le chef-lieu de la Lozère des liaisons vers Lyon et Paris par Clermont-Ferrand, et vers Nice et le littoral par Montpellier, où l'on envisage l'ouverture d'autres lignes, notamment vers Toulouse, Bordeaux, Barcelone, Rodos et Avignon. — (Corresp.)

● MILLE ENSEIGNANTS NE VEULENT PAS FAIRE DE PUBLIQUES POUR L'E.D.F. — Dans un appel signé par un millier d'entre eux, des enseignants des lycées et collèges appellent leurs collègues à refuser d'être les agents de publicité de l'E.D.F. En effet, depuis plusieurs mois, l'E.D.F. développe auprès des professeurs du secondaire une campagne d'information sur le nucléaire par l'intermédiaire des centres régionaux de documentation pédagogique. Les signataires jugent qu'il s'agit là d'une « campagne d'intoxi-

Réunie à Milan.

LA CONFÉRENCE MONDIALE DES
MAIRES DES GRANDES VILLES
SOULAITE UNE RÉNOVATION
COMPLÈTE DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE.

La conférence des maires des grandes villes du monde s'est tenue du 15 au 18 avril à Milan. Elle a été principalement consacrée à la préparation de la conférence des Nations unies sur l'habitat, qui doit avoir lieu du 31 mai au 11 juin à Vancouver, et à l'examen des conditions de la coopération internationale entre les communes.

M. Amadori, directeur de l'Assemblée nationale du Sénégal, président de la Fédération mondiale des villes jumelées (qui faisait partie des organisateurs de cette conférence), a notamment déclaré : « Nous prenons acte, ici, à Milan, ville des villes, pour une rénovation complète des méthodes de coopération sur la base d'une association directe des corps intermédiaires — au premier rang desquels viennent les villes — à l'action pour le développement par voie de coopération pour une aide financière directe aux communes en coopération par l'intermédiaire des gouvernements ou des organisations représentatives... »

Faits et projets

Bretagne


● LES PROGRES DU BRETON : UNE REVUE EN LANGUE REGIONALE. — Un nouveau magazine, entièrement en langue bretonne, vient de paraître. Il a pour titre *Kaleider an Noz* (les Nouvelles de Nantes). Cette publication, tirée à cinq cents exemplaires, traite de l'actualité générale à Nantes et en Loire-Atlantique. Aujourd'hui, dans un certain nombre de jeunes foyers nantais, on s'efforce, en effet, de parler breton, et beaucoup d'étudiants l'apprennent à l'université de Loire-Atlantique. * *Kaleider an Noz*, 11, rue de l'Assommoir, 44700 Orvault.

Qualité de la vie

● INQUIÉTUDE AU MUSÉUM. — Un agent travaillant à la bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle de Paris a été

hospitalisé parce qu'il a été contaminé par le bacille de Whitmore, responsable de l'épidémie qui avait provoqué la fermeture de la ménagerie. Le personnel de la bibliothèque s'étonne qu'on ait rouvert la ménagerie, ce qui va provoquer la contamination de l'ensemble du Jardin des plantes, et demande la désinfection de ses locaux de travail.

● MILLE ENSEIGNANTS NE VEULENT PAS FAIRE DE PUBLIQUES POUR L'E.D.F. — Dans un appel signé par un millier d'entre eux, des enseignants des lycées et collèges appellent leurs collègues à refuser d'être les agents de publicité de l'E.D.F. En effet, depuis plusieurs mois, l'E.D.F. développe auprès des professeurs du secondaire une campagne d'information sur le nucléaire par l'intermédiaire des centres régionaux de documentation pédagogique. Les signataires jugent qu'il s'agit là d'une « campagne d'intoxi-

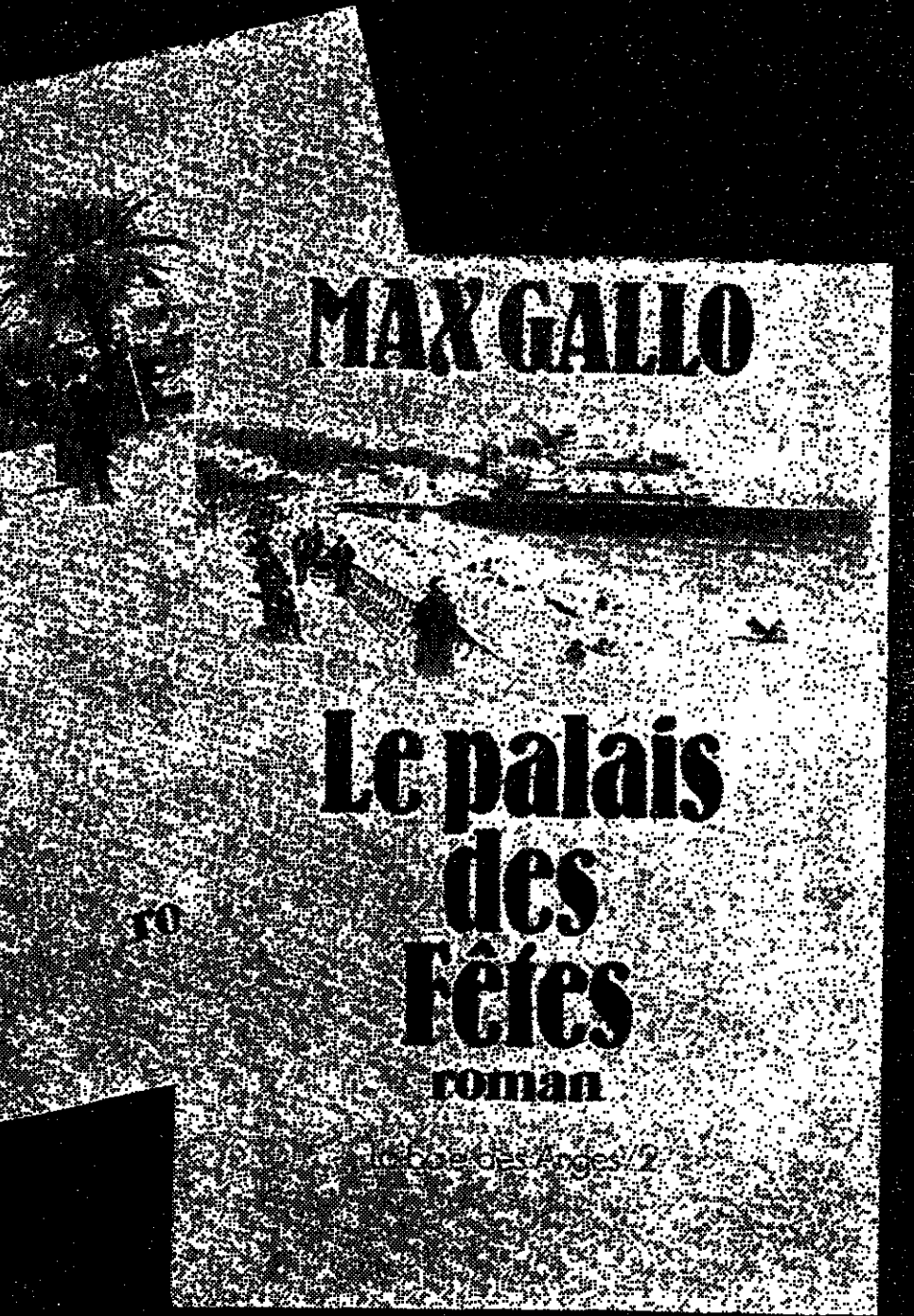


ROBERT LAFFONT

Retrouvez dans LE PALAIS DES FÊTES

les héros de LA BAIE DES ANGES

(250 000 exemplaires)



MAX GALLO

Le palais des fêtes roman

A Nice dans les années folles et passionnées de l'entre-deux guerres

JUSTICE

Les avocats de Roland Agret demandent la grâce de leur client

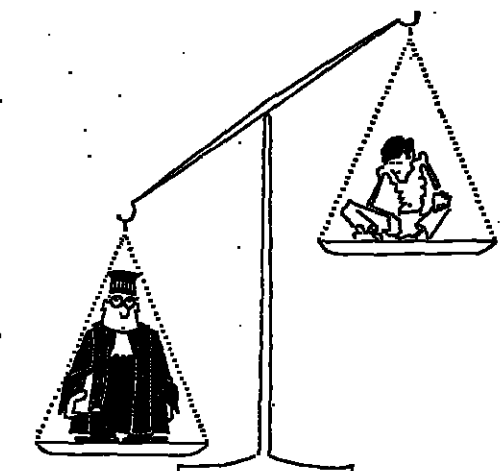
Les avocats de Roland Agret — condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour un double meurtre dont il se déclare innocent — ont déposé, lundi 19 avril, une demande de recours en grâce auprès du président de la République. Dans la lettre qu'ils ont transmise au palais de l'Élysée, M^{rs} Jean Dissier, Marie-Christine Biehn, Jean-Jacques de Félice et Henri Leclerc soulignent l'état alarmant dans lequel se trouve Roland Agret après plus d'un mois de grève de la faim.

Mme Marie-José Agret, épouse de Roland Agret, qui a été reçue le 18 avril à Rouen par M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, a déclaré que les conclusions de cette enquête préalable devaient être communiquées au ministre dans un délai d'une semaine (le Monde du 20 avril). Mais, considérant l'aggravation de l'état

de santé de Roland Agret, ses avocats ont décidé d'introduire un autre recours craignant « qu'une fois de plus la mort devance la vérité ».

Dans un communiqué le comité d'action des prisonniers (CAF) vient de faire savoir que Roland Agret avait décidé, à la prison des Baumettes où il est détenu, de ne plus accepter d'absorber de il-liquide. Il aurait déclaré à ses visiteurs : « Mon agonie devient humaine ; j'ai décidé de m'achever... ».

Il convient de rappeler que le droit de grâce accordé par le président de la République, aux termes de l'article 17 de la Constitution, s'applique non seulement à la peine de mort, mais à toute condamnation de l'ordre pénal. Le président peut ainsi dispenser le condamné de tout ou partie de sa peine.



(Dessin de KONK.)

IMPORTANTE RÉFORME EN ANDORRE

Les avocats de la principauté peuvent désormais plaider pour leurs clients devant les tribunaux

De notre envoyé spécial

Andorra-la-Vella. — Pour la première fois depuis sept siècles, les justiciables andorranais vont pouvoir être défendus — oralement — par des avocats. Avec cette nouvelle loi, entrée en vigueur dimanche 18 avril, un maillon vient de craquer dans les structures de la petite principauté pyrénéenne qui tente de sortir du Moyen Âge.

Au treizième siècle, l'évêque d'Urgel, Pierre d'Urgel, et le comte de Foix, Roger Bernard, troisième du nom, conclurent des accords de « partages » pour mettre fin à leur discord. Les deux seigneurs vinrent ainsi de rédiger les premières pages de droit public pour les vallées d'Andorre ; désormais, la justice sera rendue jusqu'à nos jours par les baillifs ou baillifs des deux coprincipaux. Le décret, signé le dimanche de Pâques par le viguer episcopal, représentant l'évêque de Seo-d'Urgel, et le viguer francès, représentant du président de la République française en sa qualité de successeur des comtes de Foix, met l'accent sur la nécessité de « perfectionner l'administration de la justice pénale ». Le principe de l'accusation et de la légalité des parties a imposé l'institution d'un ministère public et défini le rôle de l'avocat devant les tribunaux. Le procureur sera représenté par un « fiscal general » à qui incombera l'exercice des fonctions déjà prévues dans l'ancien système. Le juge d'appel sera nommé par l'un des deux coprincipaux pour un mandat de cinq ans. L'autre coprincipal nommera pour la même durée le « fiscal general », et chacun des

deux magistrats aura un substitut. Jusqu'à présent, la justice était rendue dans l'esprit des parages de 1278. Les contraventions pénales étaient jugées par le tribunal des baillifs, composé des deux baillifs, épiscopal et francès. Les délits graves relevaient du tribunal des Cortes et l'instruction était menée par l'un des baillifs avant d'aboutir devant les Cortes, composées par les viguiers et le juge d'appel. En cas de désaccord entre les viguiers, le juge d'appel devait trancher en acceptant le point de vue de l'un ou l'autre des deux représentants des coprincipaux. L'inculpé devait faire présenter sa défense par écrit.

Pendant longtemps, le tribunal des Cortes ne s'est réuni qu'une fois l'an. Plus tard, les problèmes de circulation d'une paroisse à l'autre s'étant accrues, les Cortes purent siéger plusieurs fois dans l'année. Au début de la session, qui se termine avant la Saint-Michel, fin de l'année judiciaire en Andorre, le syndic recommande au tribunal d'apporter un intérêt tout spécial à la cause des misérables, des orphelins et des personnes dans le malheur. Si un criminel est père de plusieurs enfants, par exemple, le tribunal tient compte de ses charges de famille pour se montrer indulgent dans l'annonce de la peine. Deux représentants des conseillers des Vallées, les « parladors » ou « Rahonadors », assistent aux audiences, peuvent intervenir en faveur des accusés pour faire valoir les circonstances atté-

nantes. Ce sont en quelque sorte des « contre-procureurs ». Les fonctions de greffier sont exercées par deux notaires de la principauté, qui rendent compte des débats.

Trente-sept policiers

L'évolution de la justice andorrana a été accélérée ces dernières années en raison des nombreux délits provoqués par l'intensification de la circulation dans la principauté. La dernière réforme remonte au 15 janvier 1973 et a porté notamment sur le rôle de la police judiciaire, l'instruction des affaires pénales et les activités du tribunal des baillifs et du tribunal des Cortes.

Les droits du citoyen ont été améliorés, notamment contre une éventuelle détention arbitraire. La garde à vue ne peut dépasser vingt-quatre heures et l'inculpé doit être déféré devant le bailli dans les vingt-quatre heures qui suivent.

Il y a peu de délinquance en Andorre. Les délits les plus fréquents sont l'imprudences dans la conduite des véhicules, les vols et, depuis l'arrivée des étrangers, quelques escroqueries. La contrabande étant éliminée au rang d'une institution, il n'existe pas de douane andorrana et ce sont seulement les autorités douanières espagnoles et françaises qui peuvent sévir contre les contrebandiers sur leur territoire national. Les forces de l'ordre sont passées en quinze ans de cinq agents à trente-sept et les policiers andorrans qui ont récemment reçu un nouvel uniforme, vont être armés prochainement d'un revolver de service : un colt américain de calibre 38.

LÉO PALACIO.

Une lettre de M^{re} Gisèle Halimi à propos d'une « interdiction de parole »

M^{re} Gisèle Halimi nous a adressé une lettre dans laquelle elle écrit notamment : « M. Christian Pierre affirme (le Monde du 10 avril) que la conférence que je devais donner le 5 avril dernier à l'Institut d'études judiciaires de Paris n'aurait pas été interdite par les « autorités ». Il contrevient ainsi à la vérité ».

Le 9 février 1976, appel téléphonique de M. Christian Pierre qui me propose de faire une conférence sous le titre « La loi et l'évolution des mœurs » aux candidats au concours d'entrée dans la magistrature. J'accepte et nous en précisons d'un commun accord le contenu : les procès qui changent la condition de la femme, Bobigny, le viol, les « entremetteuses », meurs et droit des femmes etc. Un contrat est non encore défini me sera donné : ACCORD.

Le 24 février 1976, appel téléphonique de M. Christian Pierre. Le professeur Syger serait mon contradicteur, « conformiste » selon M. Pierre : ACCORD.

Premiers jours de mars, appel téléphonique de M. Christian Pierre. M. Syger « qui ne répond jamais aux lettres et qui n'a pas de téléphone » ne s'est pas manifesté. Je propose alors une autre formule, moins spectaculaire que la « face-à-face » mais plus enrichissante pour l'auditoire : un exposé de trente minutes et la parole serait alors donnée aux futurs magistrats pour interpellier, préciser, contredire. ACCORD ENTREOUSIASME DE M. CHRISTIAN PIERRE.

Quelques jours plus tard, dernier appel — pressant et en catastrophe — de M. Christian Pierre : le débat est annulé. Pourquoi ? Le président de Paris-III se serait personnellement opposé à ma conférence. « Il craignait que le parti socialiste n'enregistre dix à quinze adhésions supplémentaires », précise M. Pierre indigné, scandalisé.

Alors j'invente tout cela ? Et dans quel but ? La preuve est-elle encore à faire de l'absence dans ce système de toute liberté d'information ? Et des mesures arbitraires qui mènent l'Université à sa désagrégation ?

FAITS DIVERS

A Bruxelles

UN VASTE INCENDIE A DÉTRUIT UN CINÉMA ET SOIXANTE MAGASINS

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La capitale belge a échappé, le lundi de Pâques, à une catastrophe comparable à celle de l'été 1967, au cours duquel l'incendie du magasin Innovation avait provoqué la mort de plus de deux cents personnes. Cette fois, le feu a détruit soixante magasins et un cinéma, mais il n'y a pas eu de victime. La grande majorité des Bruxellois se trouvent en week-end à la mer ou à la campagne.

Le feu s'est déclaré dans une boutique de vêtements de la gare de la Toison d'or, un ensemble qui comporte quelque cent-cinquante magasins, considérés comme les plus élégants de la ville. La galerie s'étend sur deux niveaux — sous la rue de Stassart et relie la chaussée d'Assel et l'avenue de la Toison d'Or. L'alerte a été donnée par une ouvrière du cinéma Clichy. Les dégâts se chiffrent à plusieurs centaines de millions de francs belges (plusieurs dizaines de millions de francs français). Ils auraient pu être infiniment plus importants car deux cents nouvelles boutiques sont en voie d'aménagement et la galerie compte cinq niveaux de parking.

F. de V.

Dans l'Essonne et dans les Alpes-Maritimes

DEUX JEUNES GENS SUCCOMBENT A UNE TROP FORTE DOSE DE DROGUE

A Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), le corps d'une jeune fille de dix-sept ans, Françoise B., a été découvert samedi matin 17 avril dans un appartement où elle et quatre de ses amis étaient réunis la veille. Ils s'étaient procurés à Paris, dans le quartier de Saint-Germain-des-Près, du « brown sugar » pour la somme de 280 F.

La jeune fille, qui s'était administré une dose de 2 centimètres cubes, fut très vite prise de malaise, mais ses camarades ne s'aperçurent de sa mort qu'à leur réveil. Ils ont été interpellés par la police judiciaire, puis remis en liberté.

A Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes), M. Jean-Claude Barrut, étudiant, âgé de vingt-huit ans, est mort le 16 avril dans les mêmes circonstances. Son père, directeur d'un hôtel, l'a trouvé inanimé dans une chambre de l'établissement.

Brummell

Brunell, Hausmann et Rouy, Fontenay, Nabor, Paris, Vélizy, Crenel

Des prix légers pour les week-ends.

Ensemble veste-sabotierne en drap de laine et soie

140F

Bon week-end ! Bon week-end !

Agfa-Gevaert photocopie. L'alternative européenne existe.



En photocopie, il y a des géants américains. Et aujourd'hui, en Europe, un challenger: Agfa-Gevaert. Chez Agfa-Gevaert, on trouve une gamme d'appareils qui ont tous été conçus en fonction des besoins réels des entreprises européennes.
Voyez, par exemple, le X20. Il travaille sur papier ordinaire. Il est d'utilisation simple, il est silencieux, il est fiable. Et ses performances en font le copieur idéal pour des besoins de 3.000 à 30.000 copies par mois.

Tous les photocopieurs d'Agfa-Gevaert lui ressemblent. Pas de gadgets inutiles, une efficacité maximale.
La prochaine fois que se posera pour vous un problème de copie, nous avons une solution. Consultez-nous.
Agfa-Gevaert DEE: 274 avenue Napoléon-Bonaparte, 92502 Rueil-Malmaison
Téléphone: 9678144.

 **AGFA-GEVAERT**

Photo: J. L. 21376

صلى الله عليه وسلم

ÉDUCATION

avec celles des étudiants

naionale des comités d'action lycéens (UNCAL, proche des communistes) a contesté la représentativité des délégués et annonce des initiatives propres.

Pour Mme Alice Samier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, ces différences prouvent les dimensions de ses adversaires et marquent le triomphe des « gauchistes » sur les « communistes ».

L'article de M. Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche au secrétariat d'Etat aux universités, publié dans le Monde du 9 avril, nous a valu de nombreuses

réponses d'enseignants et d'étudiants. M. Quermonne a touché ses lecteurs, mais a-t-il convaincu ? Les lettres font valoir des contradictions entre les intentions affichées, d'une part ; les pratiques du secrétariat d'Etat et les dispositions de la circulaire, d'autre part. Certains évoquent plutôt le « contexte » de la réforme du deuxième cycle : la réforme de la formation des enseignants du second degré, les projets de M. Haby, les « retombées » du système scolaire sur l'orientation des étudiants et l'existence des grandes écoles, qui « tiennent » solidement les formations professionnelles.

Dans la presse hebdomadaire

Né de l'hostilité à la réforme du second cycle universitaire, le mouvement étudiant s'agit. Parallèlement, les étudiants adversaires des actions de grève tentent de s'organiser. A la veille des manifestations déchaînées à Toulouse pour vendredi prochain, les hebdomadaires s'interrogent sur l'avenir de l'enseignement supérieur.

Danièle Granet et Jacqueline de Linars relèvent, dans L'EXPRESSION : « Constatons que nous intéressons l'opinion, les étudiants tentent par tous les moyens de sortir du ghetto des facultés. (...) Après deux mois de lutte pour la réforme, nous nous sommes vus de leurs complicités que des soutiens mitigés. » Elles concluent : « Réforme ou pas, l'université devra s'adapter. Voilà donc que le problème est posé. Aujourd'hui, professeurs et étudiants sont au pied du mur. Ce n'est pas seulement le gouvernement qui les y met. C'est la société. C'est la vie. »

Pour LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, la protestation des étudiants est suffisamment puissante pour contraindre le gouvernement à opérer des reculs. C'est ainsi qu'il faut interpréter le changement de ton d'Alice Samier-Sellé. Et si ce recul est pour l'instant essentiellement verbal, il n'est témoin que moins de l'inquiétude du gouvernement devant le mouvement étudiant. »

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U., estime que « c'est bien d'un courant syndical qu'il s'agit, car les étudiants ne se contentent plus d'un « non » à la réforme, qui rendrait à accepter l'université telle qu'elle est. Dans la plupart des faits, les étudiants élaborent leurs propres revendications. C'est le caractère syndical et profane du mouvement : qu'il reconnaît la C.F.D.T. et les syndicats enseignants. Un courant anticapitaliste, car, face à une réforme qui met l'université sous contrôle direct du patronat, un combat corporatiste n'est plus possible. L'ensemble des cahiers de revendications tend à prouver que d'autres types de formation, et d'autres relations emploi-formation, sont possibles. »

De son côté, INFORMATIONS OUVRIÈRES, tribune libre de la lutte des classes, affirme que « nous avons affaire à un mouvement organisé par certains de milliers les étudiants contre la réforme. Personne ne dirige ce mouvement, qui échappe au contrôle de toutes les organisations, y compris de celles qui comme l'UNEF-Renouveau, en revendiquent la direction. Il s'agit d'un mouvement en quelque sorte naturel de la masse des étudiants organisés par la grève, qui, au moment, rejette, élimine tout ce qui lui apparaît comme une entrave à l'objectif voulu consciemment : « abrogation de la réforme ».

Boris Souhaye dans POLITIQUE HEBDO qu'on se retrouve face à un mouvement étudiant qui s'est consolidé tout en s'abandonnant (en partie) aux organisations d'extrême gauche. Celles-ci font un « retour » assez fracassant dans une université qu'elles avaient désertée depuis plusieurs années. Pour que la suite des événements ne tourne pas à la compétition agressive entre organisations, il convient que les étudiants qui veulent continuer à lutter en toute indépendance conservent leur liberté et puissent se faire entendre au niveau de chaque université. » Cette « solidarité » des enseignants pour les étudiants est « importante », considère Daniel Delaveau dans HEBDO-T.C. : « L'UNIVERSITÉ CHRETIENNE ». Et il poursuit : « Chacun a été surpris de la rapidité avec laquelle le mouvement a repris à la rentrée des vacances de Pâques. Mais les éléments approchent. Et si le représentant de la C.F.D.T. est longuement applaudi, il ne faut sans doute pas y voir une manifestation de mythologie. De plus en plus, les étudiants sont conscients de la nécessité d'une fonction avec les forces syndicales ouvrières. Nécessité d'aider à résoudre parce que le problème de fond de la réforme du second cycle est bien celui de l'emploi, et que l'actualité du chômage est réelle et profonde chez les étudiants. »

Cavanna évoque dans CHARLIE HEBDO la question des débouchés. « L'université à la mère Samier, écrit-il, formerait des cadres, des chefs de garde du capital. L'université actuelle forme des chômeurs. Remarque que former des spécialistes, c'est aussi former des chômeurs, mais différés. »

LE NOUVEAU OBSERVATEUR note : « Les étudiants sont bien déconcertés. Ils débattent dans

Alice au pays des universités

les rues en scandant : « Chômage, ras le bol ! » et rejettent une réforme qui, en apparence, semble vouloir faciliter leur accès au monde du travail. Alice Samier-Sellé semble-t-elle esquiver, mardi dernier, un léger pas en arrière ?

Michel Charnaud se demande : « Comment rattraper l'avance qu'ont prise les propagandistes de gauche ? » « C'est un problème d'autant plus délicat, reconnaît-il, que le secrétaire d'Etat ne se sent soutenu par l'Elysée. » Les organisations de gauche profitent largement de cette déchéance. Meetings et manifestations se multiplient. Communistes et socialistes s'emploient à « récupérer » le mouvement. »

Pour Marcel Signac, dans RIVAROL, « il tombe sous le sens que, si le gouvernement intervient, durement, contre les tribunaux universitaires, il aura pour lui le Français moyen, excédé de leurs désordres (coûteux), et la masse des étudiants menacés dans leurs diplômes. En effet, en dépassant le terme habituel des vacances de printemps — avant lequel, dans l'université, rien n'a d'importance — les gauchistes, saisis à pas de loup par le P.C., se sont engagés en terrain découvert. Un bon coup de couteau leur apprendrait à vivre. Mais le gouvernement saura-t-il saisir l'occasion ? C'est, hélas ! peu probable, car il y faudrait du courage. »



Notre pire rivale.

C'est un fait. La pire rivale de la Civic à boîte mécanique, c'est la Civic Honda à transmission automatique. Car nos quatre vitesses synchro ont beau être parfaitement étagées, étudiées pour obtenir un maximum de reprises, on peut se demander, alors qu'on roule une année durant à 95 % de son temps, en ville ou entre deux villes, s'il est encore utile de s'échiner à changer sans cesse de vitesses. Surtout quand la Civic Honda vous invite, elle, à une conduite plus simple, plus calme, reposante. Et tout aussi efficace. Plus

de débrayage. Deux positions marche AV, 0 à 80 km/h pour les routes de montagne ou les reprises rapides, et 0 à 140 km/h pour le tout-venant. Comme sur les grosses américaines, vous choisissez la position convenable. L'une et l'autre vous évitant les sur-régimes, vous économisez en outre, embrayage et moteur. Et bien entendu, vous bénéficiez de toutes les qualités qui font des Civic la voiture étrangère la plus vendue aux États-Unis. Pas (ou si peu !) de panne mécanique, 3,54 petits mètres pour être

« compacte » et pratique en ville. 7 CV pour faire sans fatigue de la route. 4 vraies places et un confort « au long cours » qui n'affecte en rien la tenue de route exceptionnelle de la Civic. Une troisième porte à l'arrière pour faciliter la transformation en break par escamotage instantané de sa banquette arrière. 18.525 F la Civic Honda mécanique et 17.525 F la Civic à boîte mécanique pour faire mentir l'inflation et déjouer la crise économique. * Prix TTC clés en main au 1/3/76.

HONDA CIVIC

Honda-France - 20, rue Pierre-Curie, 93170 Bagnolet - Tél. : 360.01.00.

Venez essayer la Honda Civic, dans la région parisienne :

75, PARIS : Agence (75018) 27, av. de la Grande-Armée - Tél. 553.76.90 • Arcueil (75005) 28, bd de l'Hôpital (après-vente) - Tél. 707.73.33-31, rue Poliveau (atelier) • Sté du Garage Albarès (75011) 5, av. de la République - Tél. 805.78.07 • Cambronne Automobiles (75015) 28, Villa Croix-Nivert - Tél. 308.91.30 • Sté des Garages Paris-Autobus (75017) 11, av. de la Porte d'Asnières - Tél. 764.44.66-77, SEINE-ET-MARNE • AVON (77210) : Jean Auto Sport 5, rue de la République - Tél. 422.17.15 • MEAUX (77100) : Villeneuve Auto 11, av. Duguesclin - Tél. 433.30.31-78, VILLENES • COIGNIERES MAISON BLANCHE (78310) : Somso 217, rue Nationale - Tél. 050.28.07 • 050.31.53 • MANTES-LE-JUIE (78200) : Sté Nette Mantes Sport Service 62, bd Roger-Salengro - Tél. 477.17.21 • PORT-MARLY (78500) : Mory Station Auto 38, rue de Paris - Tél. 656.50.14 • SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) : Les Filles 41, rue de Paris - Tél. 963.15.29 • 963.34.78 • ST-ESPIERRE • SARANVILLE (91500) : Garage Collange 31, route de Fontainebleau - Tél. 921.53.61 • SAINT-GERVEVE-DES-BOS (91700) : Garage Luchelle 81, av. Régiment Normandie-Niemen - Tél. 505.51.48 • VILLEBON-SUR-YVETTE (91851) : Motor Service Val d'Yvette 46 bis, av. de Général-de-Gaulle - Tél. 580.28.85-92, HAUTS-DE-SEINE • BOULOGNE (92100) : Garage du Parc 65/69, rue de Billancourt - Tél. 925.00.01 • 905.91.00 • CHATELAIN-MALABRY (92250) : Carrosserie Prud'homme 27, av. de la Division-Ledere - Tél. 702.42.42 • LEVALLOIS (92300) : Garage Michellet (atelier après-vente) 88, quai Michellet - Tél. 737.50.49 • SURESNES (92650) : Val d'Or Auto 150, bd Henri-Sellé - Tél. 504.10.70-95, SEINE-SAINT-DENIS • AULNAY-SOUS-BOIS (93610) : 1000 Volants Garage Aubrey Carford 111, route de Gonesse - Tél. 523.91.52 • LES PAILLONS-SOUS-BOIS (93530) : Auto-Moto Service 78, av. Aristide-Briand - Tél. 948.61.81 • MONTREUIL (93100) : Garage Baudin - 20, rue Baudin - Tél. 287.05.17 • 958.83.61 • VAL-DE-MARNE • FONTENAY-SOUS-BOIS (94120) : Garage de l'Avenue 220, av. Victor-Hugo - Tél. 875.22.21 • VILLEAUF (94800) : Marmel Auto 124/131, bd Madame-Godin - Tél. 677.01.60-98, VAL-D'OISE • ARGENTEUIL (95100) : Garage Marquis 80, route de Pontalé - Tél. 862.63.20 • BEZONS (95870) : Garage du Grand-Cerf 62, rue Emile-Zola - Tél. 982.78.75 • MONTMORENCY (95160) : Garage Del Corio 12, av. Georges-Clemenceau - Tél. 994.21.55 • SANNIERS (95130) : Garage Bernard Buisson 21, rue du Chapeau-Rouge - Tél. 961.43.27.

LÉGION D'HONNEUR

Nous achevons aujourd'hui la publication des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, commencée dans « le Monde » du 20 avril.

DÉFENSE

Est promu officier :
M. Voltaire Pouchel, agent supérieur.

Sont nommés chevaliers :
Mlle Marie-Thérèse Assiglo Castagnon, infirmière du service de santé ; Mme Françoise Le Gac, épouse Riquier, secrétaire administrative, chef de section ; M. Philippe de Maistre, délégué à l'espace aérien ; M. Pierre, ingénieur navigant d'essai à la S.N.I.A.S.

AGRICULTURE

Est promu commandeur :
M. André Bord, directeur du Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles.

Sont promus officiers :
M. Joseph Gaudin, vice-président de la chambre d'agriculture de la Haute-Savoie ; Roger Gensel, ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts ; Albert Lachet, inspecteur de l'agriculture ; François Mangin d'Outre, directeur de l'Office national des forêts à Fontainebleau.

Sont nommés chevaliers :
M. Roger Bouteau, directeur technique de l'Institut technique de la betterave ; M. Philippe Deschamps, président de la Confédération nationale de l'élevage ; René Brunet, directeur général du Centre technique du bois ; René Camo, président de la chambre d'agriculture et de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Pyrénées-Orientales ; Joseph David, directeur administratif financier dans une société de spiritueux ; Elie de Ganas, président de la coopérative des agriculteurs du Cher ; Jean Cantelli, directeur de l'école nationale du génie rural, des eaux et des forêts ; Mlle Christine Gasser, administrateur civil ; M. Bernard Gauthier, inspecteur général de l'agriculture ; Claude Letourneur, président de la caisse de mutualité sociale agricole de Haute-Normandie ; Mme Marie Lorgoux, épouse Le Fort, exploitante agricole ; M. Robert Orléans, directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique ; Louis Perpère, directeur général des services vétérinaires ; René Rousseau, président de la société de viticulture du Jura ; M. Michel Souplet, vice-président de la Confédération européenne de l'agriculture ; François Spindler, ingénieur général d'agriculture ; Louis Vialant, chef de service ; Roger Velussey, directeur adjoint de l'Institut national économique Paris-Grignon ; Alain Vignal, président du cave coopérative vidéole.

TRAVAIL

Sont promus officiers :
M. Jean Brunet, vice-président de la fédération interprofessionnelle des F.M.E. de la région parisienne ; Jean Caze, administrateur civil ; Paul Crestola, secrétaire général de la Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens ; Guy Grizaud, administrateur civil.

Sont nommés chevaliers :
M. André Bittinger, médecin du travail ; Louis Camo, président de la Caisse autonome de retraite des médecins français ; Jean Couroux, directeur des relations sociales d'une entreprise ; Paul Courteille, administrateur civil ; Mlle Marcelle Eloute, chef de bureau ; M. Alexandre Jesel, président de la caisse primaire d'assurance maladie de Strasbourg ; René Klotz, décorateur et artisan d'art en luminaire ; Jacques Lavallée, directeur de la caisse d'allocation familiale de la région parisienne ; Marcel Mercier, secrétaire greffier au conseil de prud'hommes de Calais ; Georges Peyre, directeur d'institutions de retraite et de prévoyance de la métallurgie ; André Québra, directeur du travail et de la main-d'œuvre de Paris ; Louis Richard, président de société ; René Rio, directeur adjoint de la Caisse nationale des allocations familiales ; Mme Cécile Schmitt, épouse Kuhn, administrateur de la caisse d'allocation familiale du Bas-Rhin ; M. Maurice Tassy, vice-président d'Assedic ; André Tardieu, chargé de mission à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; Jean Van der Meulen, président de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale ; Robert Witzel, directeur de la formation à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.

SANTÉ

Est promu commandeur :
M. Pierre Denoux, directeur général de la santé, président de l'Union internationale de lutte contre le cancer.

Sont promus officiers :
M. André Depallat, chef de service à l'hôpital général de Tulle ; Boris Eklis, professeur à la Faculté de médecine de Paris ; Robert Eklis, professeur à la Faculté de médecine de Paris ; Jean Lévadit, professeur à l'Institut Pasteur à Paris ; Jean Loygue, professeur de sérologie à Paris ; Paul Métevier, président d'honneur

du conseil central de l'ordre des pharmaciens ; Jacques Foullet, professeur à la Faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
M. Georges Victor Allu, directeur du centre hospitalier régional et universitaire de Poitiers ; Mme Béla Angel, épouse Laischa, médecin transfuseur de cardiologie à l'hôpital Broussais ; M. Pierre Benoussan, médecin pédiatre à Paris ; Mlle Michelle Brochier, professeur titulaire de la chaire de sérologie médicale à l'université de Tours ; M. René Calvoco, inspecteur régional de la santé de la région Provence-Côte d'Azur ; Jean Carrol, médecin chef de l'hôpital de Saint-Maur ; Victor Fol, médecin à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de l'Ain ; Jean Guillard, professeur à la Faculté de médecine de Lyon ; François Germain, docteur en médecine à Calcutta (Inde) ; Mme Madeleine Guillemin, épouse Raguet, inspecteur général adjoint de la santé et de la population.

M. Joseph Henschowicz, professeur à l'école dentaire de Lyon ; Jacques Marzague, vice-président de l'Union nationale des associations familiales ; Maurice Marois, professeur à la Faculté de médecine Saint-Antoine de l'université Paris-VI ; Marcel Morin, médecin chef de service des hôpitaux de Paris ; Mmes Yvonne Norbert, professeur à la Faculté de médecine de Paris ; Thérèse Ponsard, épouse Trunel, responsable d'une des commissions des cas sociaux au sein de l'Association nationale des communautés d'habitants ; M. Noël Salvadori, chef des services administratifs du comité de gestion des établissements hospitaliers publics ; Maxime Seligmann, professeur à la Faculté de médecine Lariboisière-Saint-Louis ; Mmes Marguerite Theillier, épouse Legrand, surveillante générale des services médicaux à l'hôpital-Necker ; Marie Voillot, épouse Hannequin, directrice des équipes d'urgence d'urgence de la Croix-Rouge à Paris ; M. Jean Wismer, médecin chef de l'hôpital-hospice de Clamart.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Est promu commandeur :
M. Henri Flammarion, président d'une société d'éditions.

Sont promus officiers :
Mlle Louise Alexandrine, conseil d'entreprise ; M. Philippe Deschamps, président d'une société métallurgique ; Paul Gervais, membre de l'Institut ; Marcel Legrand, professeur à l'Unité d'enseignement et de recherche Pitié-Salpêtrière ; François Michel, président d'une société d'ingénierie ; Henri Nonon, président d'une société de conditionnement et d'emballage industriel.

Sont nommés chevaliers :
M. Raymond Audibert, secrétaire général du syndicat national des artisans d'ensembles d'informations et de machines de bureau ; Jean Balaceanu, directeur du Planting France du pétrole ; Mlle Béatrice Bellen, professeur à la Faculté de médecine de l'université Paris-XII ; Marc Bayl, président du comité d'expansion de l'Orne ; Mme Emma Brando, veuve Netman, président de société ; M. Alfred Chastin, directeur technique d'une entreprise industrielle ; Gilbert Rray, président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Graulvoisin ; Mme Nicole Faucher, veuve Billon, ancienne-hôtesse qui dirige une société de lignes téléphoniques et téléphoniques ; Mlle Madeleine Tournan, chargée de mission en matière de lignes téléphoniques ; M. Vincent Grob, président du directoire d'une société de constructions automobiles ; François Grob, professeur au Collège de France ; Georges Imbert, directeur de la fédération des industries mécaniques transformatrices des métaux ; Pierre Lallemand, président d'une entreprise industrielle forestière ; Mme Alice Levan, épouse Martin, président d'une entreprise de bière ; M. René Marbot, directeur de société ; Jacques Penin, directeur de sociétés industrielles ; Edouard Strakian, président de la fédération nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des diamants, pierres et perles ; Mme Simone Taria, secrétaire général d'une société de matériaux plastiques.

QUALITÉ DE LA VIE

Sont promus officiers :
M. René Bazennery, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Roger Frévo, ingénieur conseil.

Sont nommés chevaliers :
M. Jean Noury, industriel ; Bertrand Pernot du Breuil, vice-président du Conseil supérieur de l'équitation nationale ; André Bédier, chef du service de l'environnement industriel au ministère ; Georges Rousse, trésorier de l'Association nationale pour la protection des eaux ; Albert Tobey, guide breveté de haute montagne.

COMMERCE ET ARTISANAT

Est promu officier :
M. René Latreille, vice-président de la Fédération nationale de l'habillement.

Sont nommés chevaliers :
Mlle Charlotte-Léonie Allain, artisan brodeuse ; M. Jean Boulanger, président de la chambre de commerce et d'industrie du Trier ; Alfred Briscot, président de la chambre de commerce et d'industrie de Corbail-Basennes ; Mmes Julia Diet-

schen-Van Emet, directrice d'une agence de publicité commerciale ; Catherine Froelich, veuve Collin, chef d'entreprise artisanale de construction mécanique ; M. Louis Nebout, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux ; Jules Ouali, président d'une société de vente au détail ; Alain Peyroux-Lebon, avocat ; Gérard général du syndicat national des maisons d'alimentation et d'approvisionnement à Roubaix.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Est promu commandeur :
M. Louis Devaux, ancien président du Centre français du commerce extérieur.

Est promu officier :
M. Erick Chabreix, président de société.

Sont nommés chevaliers :
M. Marie Adam, directeur de société ; Cyril Latty, président de société ; François Lemprière, directeur de société.

P.T.T.

Est promu commandeur :
M. René Simon, directeur à l'Administration centrale.

Est promu officier :
M. Robert Amiel, directeur adjoint à l'Administration centrale.

Sont nommés chevaliers :
M. Guy Anizon, administrateur ; Mlle Adèle Cappronnier, épouse Guillon, contrôleur divisionnaire ; M. Alfred Couvet, administrateur ; Gaston Fauquet, ingénieur en chef en retraite ; Jacques Jérôme, président d'une société d'équipements de télécommunications ; Paul Olive, directeur d'établissement de tri postal à Lille ; Paul Rebouillat, directeur à Arles ; Jacques Veltier, président de la municipalité sénior de P.T.T. ; Antoine Volatier, directeur des télécommunications à Nantes.

Anciens combattants

Est promu commandeur :
M. le chanoine Pierre Boclet, membre du comité national de l'amicale des anciens de la brigade indépendante Alsace-Lorraine.

Sont promus officiers :
M. Louis André, président d'honneur de l'Union départementale des sections des médaillés militaires du Calvados ; Robert Lefebvre, membre du comité directeur de l'Association

des déportés, évadés et incorporés de force du Bas-Rhin ; Pierre Pissard, membre de la fédération libre « Résistance » de l'amicale « Action » ; Raymond Saulat, secrétaire général national de l'association des mutilés des yeux de guerre.

Sont nommés chevaliers :
M. Joseph Acquaviva, membre de l'amicale des combattants résistants de la section nationale ; Mme Béatrice Lescour, épouse Bastid, président de l'Association nationale des anciens d'Indochine ; M. Raphaël Chaurava, médecin bénévole de l'Union des Dossés de la France ; M. Louis Gaudin, président de la section du corps expéditionnaire français en Italie ; Mme Jeanne Durand, membre de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française ; M. Jacques Gaudin, président de l'Association de la section 13/15 du génie ; Achille Guemmann, membre du comité de la section Moselle de l'Association des anciens de la brigade indépendante Alsace-Lorraine ; Eugène Philipp, membre de l'Union de la brigade des sections des médaillés militaires ; Albert Herrebach, président d'honneur de l'Association des sous-officiers de réserve du canton de Villé (Bas-Rhin) ; Eugène Philipp, membre de l'Amicale des anciens de la brigade indépendante Alsace-Lorraine ; Pierre Tholey, secrétaire général du Comité de liaison des associations d'anciens combattants du Rhin.

Déportés et internés

Sont promus commandeurs :
M. Pierre Dupin, déporté résistant ; Jean-Claude Servan-Schreiber, interné résistant.

Sont promus officiers :
Mme Marcelle Charpentier, épouse Jostan, Mlle Pélis Falk, Paul Elan, tous internés résistants.

Sont nommés chevaliers :
M. Jean Christian, Norbert Crotin, Georges Laroche, Pierre Labarre, Joseph Sagasse, William Schrader et Paul Wechter, tous internés résistants.

Transports

Sont promus officiers :
M. Charles Rooster, ingénieur de l'aviation civile ; Jacques Burel, président de l'Union des armateurs à la pêche ; Louis Leca, directeur commercial à la S.N.C.F. ; Gaston Thilland, secrétaire général de la chambre syndicale des wagons industriels.

Sont nommés chevaliers :

M. Julien Abraham, directeur commercial dans une société de constructions navales ; Maurice Berthelot, ingénieur en chef dans une société de recherches et de développement d'applications industrielles ; Philippe Bille, commandant de bord ; Mlle Paulette Delhaye, chef de l'action commerciale dans une compagnie de transports aériens ; M. André Frandebout, directeur à la Compagnie internationale des wagons-rails de tourisme ; Alain Givry, délégué général du comité central des armateurs de France ; François Helbert, président local de la société nationale de sauvetage en mer à Cancale ; Jacques Pilet-Will, directeur dans une compagnie de chantiers navals ; René Pizac, secrétaire général du service des affaires économiques et industrielles ; Camille Proust, inspecteur à la S.N.C.F. ; Claude Tardy, chef du centre-école de l'aviation civile ; Montpeller ; Michel Walon, président d'une société de transports.

Culture

Est promu commandeur :
M. Charles Pelmont, éditeur d'art, fondateur de l'Association typographique internationale.

Sont promus officiers :
M. Alfred Bata, avocat ; Paul Maurisse, artiste dramatique ; André Wagmann, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux.

Sont nommés chevaliers :
M. Maurice d'Almeida, chef d'orchestre, musicien ; Alain Bataillon, directeur de l'architecture au secrétariat d'Etat ; Mme Béatrice Bataillon, épouse Bataillon, directrice de théâtre ; M. Henri Courmagnet, président du Comité international des organisateurs de festivals de folklor ; Frédéric Deleffre, essayiste, vice-président de l'Association de diction de la langue française ; Edouard Duleu, compositeur de musique, chef d'orchestre ; Maurice Durand, sous-directeur de l'Union de la Société des amis des musées et sites de l'Eure ; Jean Fergat, médecin, restaurateur de châteaux ; Georges Lampro, réalisateur de films ; Georges Poisson, conservateur du Musée de l'Île-de-France ; Roger Bruneau, sous-directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts ; Jacques Trullier, critique et historien d'art, professeur à l'université de Paris-IV ; Roger Albert Turban, vice-président de la Fédération nationale du spectacle ; Jean Verna, directeur des affaires culturelles à Poitiers.

Universités

Sont promus officiers :
M. Paul Costa-Plozet, ancien ministre, professeur titulaire à l'université de Montpellier-I ; René Marache, président de l'université de Haute-Bretagne ; Pierre Raboulet, professeur à l'université de Lille-II.

Sont nommés chevaliers :
M. Gabriel Paturel, professeur à l'université de Nancy ; Mme Sabina Pili, épouse Wurms, directeur de laboratoires de recherche titulaire au C.N.R.S. ; Henri Oras, professeur de clinique médicale ; Mlle Geneviève Kestel, conservateur en chef chargé de la direction de la bibliothèque interuniversitaire d'Aix-Marseille ; M. Claude Le Brun, sous-directeur de la direction de la formation continue au secrétariat d'Etat ; Sylvère Monod, professeur à l'université de Paris-III ; André Parin, chef de service de cardiologie à l'hôpital cardio-vasculaire de Lyon ; Georges Pons, professeur à l'université de Rouen ; Jacques Pul, chef du secrétariat de l'Académie des sciences de l'Institut de France ; Adrien Zouine, professeur à l'université de Paris-XII ; François Taillier, professeur à l'université de Toulouse.

Départements et territoires

Est promu commandeur :
M. Paul-René Victor, directeur des expéditions polaires françaises.

Sont promus officiers :
M. Georges Leandri, chef de la mission de liaison française à Monaco ; Emile Massal, président de société à Tahiti ; Edmond Wilfrid Valin, avocat à Fort-de-France.

Sont nommés chevaliers :
M. Alcippe Bagu, secrétaire général de la F.D.S.E.A. de la Réunion ; Henri Basset, sous-directeur de bureau ; Vincent Dell'Aquila, vice-président de la Chambre des députés du Territoire français des Ades et des Iles ; Lionel Dore, directeur de l'Association technique intercommunale de transport ; Georges Maréchal, directeur de société à la Guadeloupe ; Isidore Pierre-Charles, conseiller général de la Martinique ; Mme Amélie Pionneur, directrice du lycée de jeunes filles à Fort-de-France ; M. Raymond Trindor, président de l'Association des anciens combattants et victimes de guerre de la Guyane.

Le baron Haussmann aurait aimé le Front de Seine

Imaginez que le baron Haussmann découvre aujourd'hui le Front de Seine. Il y a fort à parier qu'il aimerait sa situation privilégiée, entre le pont Bir Hakeim et le pont Mirabeau, face à la colline de Chaillot.

Il apprécierait en connaisseur la conception de ce nouveau quartier, son urbanisme adapté aux besoins d'une société moderne. Il serait séduit par les volumes, les matériaux et les couleurs des immeubles, par leur ensemble cohérent et harmonieux.

Il ne résisterait pas au plaisir d'une promenade sur la vaste dalle-jardin isolée

du bruit et des fumées de la circulation automobile. Les larges perspectives ouvertes entre les tours en « taille de guêpe » sur le Paris « éternel », Trocadéro, Arc de Triomphe, Tour Eiffel, le combleraient.

Il constaterait avec envie que le Front de Seine est un vrai quartier de Paris, un lieu où l'on vit, un lieu où l'on travaille, où se créent des allées et venues naturelles qui correspondent au rythme même de la vie, à sa respiration.

Il approuverait le programme des équipements collectifs - salles de spectacles,

commerces, crèches, établissements scolaires, aires de jeux pour enfants, bibliothèques, piscines - qui apporteront au quartier une animation permanente. Il serait surpris, mais certainement conquis,

par l'idée du vaste centre commercial, véritable pôle d'attraction des quartiers environnants.

Le baron Haussmann n'aurait qu'un seul regret : ne pas avoir lui-même conçu le Front de Seine. En tout cas, financier avisé, il achèterait certainement sur le Front de Seine !

UNIQUE A PARIS

Un centre d'information répond à toutes vos questions : Où et comment acheter ou louer les quelques cinquante types d'appartements (du studio au duplex de grand luxe) qui offre le Front de Seine ? Quels seront les équipements de ce nouveau quartier de Paris et leurs dates d'ouverture ? etc.

Centre d'information du Front de Seine
21 quai André Citroën, 75015 Paris, Tél. 57918.69
ouvert de 11 heures à 19 heures, tous les jours, sauf le dimanche.

AIR ALLIANCE

vivre la différence

- INDE-NEPAL-CASHMIRE-LADDAKH 19 jours 5.675 F
- INDE-CASHMIRE-NEPAL-RAJHASTAN 23 jours 6.480 F
- PAKISTAN-INDE 21 jours 6.610 F

4, rue de l'Echelle, 75001 Paris.
9 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris.
Tél. : 260.74.93 et 44.68 - 325.76.25
ou chez votre agent de voyages.

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

cocher la brochure que vous aimeriez recevoir.

Licence A 744

Le Monde DE LA MÉDECINE

LES ASPECTS MORAUX ET FINANCIERS DE LA SANTÉ

De nouveaux devoirs pour les médecins

Le déficit géant de la Sécurité sociale oblige plus que jamais à réfléchir en termes économiques dans un domaine où la santé — où l'on souhaiterait ne jamais voir paraître la notion de « rentabilité ».

A l'évidence, la santé ne peut être estimée seulement selon des critères financiers. L'utilisation du rein artificiel, qui pour quatre mille cinquante malades coûte 551 millions de francs par an, en est un bon exemple (« le Monde » du 14 avril). En revanche, il apparaît tout à fait anormal que les médecins, ces grands ordonnateurs de dépenses, n'aient

pas encore tous pris conscience du fait que la liberté de prescription et d'intervention sous-entend que l'on n'en use pas inconsidérément.

En médecine, l'innovation et le gaspillage commencent à faire peur, mais n'effraient pas encore assez tout un chacun.

A deux reprises cette année, le professeur Jean-Claude Sournia, médecin-conseil national du régime général d'assurance-maladie, a livré aux médecins ses réflexions sur certains secteurs particulièrement exemplaires des conséquences de la décision médicale : la

décision d'opérer et la prescription d'actes biologiques. On sait en effet que la biologie est le poste budgétaire dont les dépenses s'accroissent le plus fortement chaque année. Rappelons enfin que le professeur Sournia avait proposé voici quelques mois aux médecins de méditer sur le thème particulièrement révélateur d'une journée de chirurgie en France (« le Monde » du 3 décembre 1975).

A travers ces observations apparaissent de nouveaux aspects moraux et financiers de la médecine et, partant, de nouveaux devoirs, librement consentis, des médecins. — M.-A. R.

LE NANISME et les retards de la croissance

L'Association des personnes de petite taille qui vient d'être créée (2, avenue Dode-de-la-Brunerie, 75016 Paris), sous la présidence de Mme Priezel, mère d'un enfant de sept ans atteint d'achondroplasie, s'est donné pour objectif de faire connaître les revendications et de défendre les droits de ceux dont on estime le nombre en France entre cinq mille et dix mille (le Monde du 6 avril). Cette association souhaite, notamment dans notre pays, le développement de recherches concernant les maladies osseuses constitutionnelles et les troubles de la stature, qu'elle juge insuffisantes.

En réalité, plusieurs équipes de chercheurs en France et à l'étranger consacrent tout ou partie de leurs travaux à l'étude des causes endocrinologiques ou constitutionnelles de la petite taille. Nous avons demandé à l'un d'entre eux, spécialiste de pathologie osseuse, de faire état des recherches actuelles dans un domaine où la médecine demeure assez désarmée, mais qui n'est pas du tout négligé comme certains ont pu le croire à tort.

par le docteur PIERRE MAROTEAUX (*)

CHIRURGIE : opérer ou non ?

Le spina-bifida est une malformation congénitale caractisée par l'absence de soudure médiane des vertèbres. Elle s'accompagne souvent d'une hernie des méninges et des racines nerveuses appelée myélo-méningo-cèle. Elle est alors toujours mortelle si l'on n'intervient pas dans la petite enfance.

Depuis 1960, une intervention chirurgicale permet de maintenir en vie environ la moitié des enfants porteurs de cette lésion, dont seulement 1,4 % ne présentent aucune séquelle (tendons biomécaniques faibles en 1975 et portant sur huit cent quarante-huit enfants malformés). Parmi les autres survivants, 80 % souffrent d'un ou plusieurs troubles graves allant de l'incontinence urinaire aux troubles rénaux graves, l'hypertension, l'insuffisance rénale, la paralysie, l'hydrocéphalie avec idiotie ou la cécité. Parmi ces enfants sous traitement ou totalement infirmes, 41 % sont mentalement retardés dont un tiers profondément atteints. Ceux qui ont un psychisme normal sont gravement affectés et ressentent péniblement leurs déficiences physiques qui les empêchent de vivre une vie d'enfant normal.

Devant des résultats aussi décevants, fallait-il décider ou non de continuer à opérer ces enfants systématiquement comme la technique le permet ? Les équipes de chirurgie pédiatrique du Royaume-Uni ont adopté dans l'ensemble des indications opératoires très sévères, évitant de créer ceux dont la gravité de la maladie permet de supposer qu'ils survivront avec des infirmités graves. Ils ont estimé que cette attitude qui peut paraître cruelle était en réalité la plus humaine (1) ; d'autant que le service de santé britannique, qui avait calculé le coût annuel de mille deux cent cinquante survivants, n'était pas en mesure de financer la généralisation de la technique (environ 55 525 000 F).

Qui doit décider ?

Présentant ces rapports britanniques devant l'Académie de chirurgie en février dernier, le professeur J.-C. Sournia a livré aux « opérateurs » quelques réflexions tirées de cet exemple, mais qui concernent bien d'autres interventions d'enfants, d'adultes et de vieillards. Il déclarait à ce propos :

« L'histoire clinique de l'enfant atteint de spina-bifida qui survit a vie a besoin d'abord du chirurgien, puis du pédiatre, du neurologue, du néphrologue, de l'orthopéde, de l'ophtalmologue, du psychologue, de l'appareilleur, d'un dentiste, nous rappelle aussi que, pour bien des raisons psychologiques, mais aussi médicales, l'acte chirurgical n'est utile que s'il est suivi d'un traitement approprié, sans quoi son acte sera inutile et sera peut-être même nuisible. Et si l'on veut se voir à l'opérer, pourquoi venir-il tant à décider ? (...)

« L'avis du malade ne paraît d'ailleurs plus nécessaire que nous devons nous faire pour la rendre responsable de sa santé et de son destin, et l'écarter qu'il ne soit entre les mains de soi-même un infirme dorénavant à vie (...)

« Jusqu'à une période récente nous avons calculé le résultat de nos opérations en termes de quantité de vie sous un critère uniquement temporel : la durée de la survie. Nous devons maintenant faire intervenir la qualité de la vie laissée à l'opéré. Des interventions répétées faisant de l'opéré un hospitalisé définitif sont le plus souvent malvenues (...)

« La vie que la chirurgie lui donne aura pour lui un coût affectif qui pour l'indigne a aussi de poids que le coût financier pour la société (...)

« Avec nos interventions nous pro-

longeons des vieillards qui n'en demandent peut-être pas sans car ils peuvent préférer la qualité de leur vie à sa durée, et nous les imposons à la charge de familles qui ne le désirent sans doute pas. Nous devons nous tenir compte d'abord des liens et du psychisme du malade, mais encore du milieu social et de ses possibilités d'accueil culturel, matériel, affectif et financier (...)

« Juridiquement, ni les techniques médicales, ni la loi, ni les moeurs ne marchent au même rythme ; presque toujours c'est la technique qui précède. Nous sommes les dépositaires, les auteurs, les artisans ; de plus en plus de problèmes graves se posent à nous ; et, en cas d'abstention, ce nous reprocheront-ils pas de ne pas avoir opéré selon les dernières progrès de la science la survie d'un malade, le juge se prononcera moins que nous de la qualité ultérieure du service rendu ?

« Les choix sont délicats ; nous devons les poser, mais nous devons les faire ; nous ne pouvons nous dérober, de crainte que d'autres ne les fassent au nom de principes sociaux, politiques, financiers, encore plus redoutables pour l'homme et notre société que notre prétendu « pouvoir médical » (...)

« Je souhaite qu'aucun d'entrepreneurs ne pense que la chirurgie pédiatrique est, en son domaine, une affaire de service de soins, si elle n'est toujours liée de son existence (...)

(1) Le diagnostic de la malformation peut être fait, au cours des premiers mois de la grossesse, par ponction amniotique (le Monde du 25 février).

BIOLOGIE : le temps de la raison

« **E**n vingt-cinq ans, la biologie a pris dans l'art de la médecine une place que personne ne pouvait prévoir », a déclaré le professeur Sournia au cours de la quatrième Journée d'économie médicale et de sécurité sociale qui s'est tenue au mois de mars à Paris. Cette importance, a-t-il souligné, s'applique aussi bien à la prévention qu'au diagnostic ou à la thérapeutique. « La prévention médicale », a-t-il indiqué, « ne se conçoit pas sans le secours du laboratoire », et nous sommes redevables à la biologie d'une notion nouvelle en médecine, celle de médecine de masse, ou de la collectivité. (...) Ce domaine nouveau offre aux médecins, avec l'investigation médicale appliquée à des milliers d'individus, l'usage des grands nombres, alors que le médecin ne raisonnait jusqu'ici que sur un individu malade ou la petite cohorte de sa clientèle. L'utilisation par la biologie prédictive de la statistique et de l'informatique bouleversera les attitudes médicales de demain.

Pour le diagnostic d'une maladie déclarée pour laquelle on vient nous consulter, quel est le médecin qui ne fait pas appel à la biologie ? Quel trouble métabolique, quelle infection, quelle affection dégénérative, quel trouble fonctionnel, quelle intoxication pourrions-nous diagnostiquer sans le laboratoire ? Il est devenu pour nous un auxiliaire indispensable, il est même souvent le seul auteur du diagnostic.

Le professeur Sournia souligne que plus qu'aucune autre discipline médicale la biologie évolue constamment et vite, et affirme alors : « Devenir la biologie nous avons trop longtemps succombé à l'enthousiasme, à l'ivresse de la nouveauté, le temps est venu de la raison. (...) Nous ne sommes pas assez préoccupés de la justification des analyses nouvelles, de leur rendement diagnostique, de leur valeur prédictive ou sémiologique, toutes notions bien définies. La nouveauté ne suffit plus en médecine pour excuser la perte de temps et d'argent. Nous ne pouvons plus faire n'importe quoi. »

La maîtrise des dépenses

En 1975, le régime général de sécurité sociale, qui couvre trente-huit millions de personnes, a remboursé 1 588 millions de francs pour la biologie aux seuls malades traités en dehors du service public, ce qui représente 29 % d'augmentation en francs courants entre 1974 et 1975. Au total, estime le professeur Sournia, plus de 4 milliards de francs ont été consacrés, en 1975, à la biologie.

Quelles sont les causes de cette croissance ? La première est à coup sûr l'augmentation des prescriptions d'analyses, liée à un phénomène de civilisation (le nombre des malades faisant appel au médecin augmente), à un phénomène scientifique (l'apparition de nouveaux examens n'a pas toujours l'effet subordonné qu'il devrait avoir : « Les bonnes investigations chassent les moins bonnes », et au mécanisme mental pas toujours rationnel du médecin. « Un chef de service hospitalier, raconte le professeur Sournia, voulant vérifier selon quels mécanismes ses collaborateurs prescrivent, inséra dans la liste des investigations du service un sigle ne correspondant à aucune analyse connue. Cette investigation fut prescrite comme les autres. »

Pour acquiescer la maîtrise des dépenses, c'est à la prescription qu'il faut d'abord s'adresser. La liberté du médecin en matière de prescription ne doit pas être diminuée, mais sa responsabilité doit lui être rappelée. (...) L'usage de formulaires pré-établis doit être interdit à l'hôpital et en ville. Seule l'éducation technique et économique du médecin limitera la consommation biologique aux investigations nécessaires aux malades. C'est ensuite sur les matériels qu'il faut agir : « L'introduction de l'automatisme à entrainement des progrès indiscutables dans l'élaboration des diagnostics et la surveillance des thérapeutiques, on doit s'en réjouir ; mais à aussi provoqué des achats coûteux par des laboratoires publics et privés qui, n'ayant pas lors de l'acquisition un débit suffisant, ont cherché partout des fournisseurs de B (...). Mais l'enthousiasme des acheteurs s'est modéré, et si l'on estime à cent cinquante au plus le nombre des laboratoires dont l'activité justifie l'usage de ces machines perfectionnées, on peut penser que plusieurs des firmes actuellement productrices disparaîtront sous peu faute de clients. »

Enfin, « l'organisation du contrôle de tous les laboratoires publics ou privés fournissant au citoyen français un résultat biologique contribuera à la maîtrise des dépenses. Le contrôle du prescripteur ne dispense pas de celui de l'exécutant. »

(1) Le B est la « lettre-clé » sur laquelle se basent le prix et le remboursement des actes biologiques. Une analyse peut ainsi être facturée 2 B, 5 B, 10 B, etc.

De nombreuses causes très différentes peuvent être à l'origine de la petite taille. Celle-ci peut être due au fonctionnement insuffisant de certaines glandes endocrines, la thyroïde ou l'hypophyse par exemple, sur lesquelles aujourd'hui une action thérapeutique est possible. Mais il existe aussi un autre groupe d'affections susceptibles de troubler gravement la croissance : les affections osseuses constitutionnelles.

Ces maladies sont secondaires à un dérèglement du développement de l'os ou du cartilage qui le précède. Elles peuvent donc être responsables soit d'un nanisme, soit de malformations squelettiques, soit d'une fragilité osseuse.

Bien que ces maladies osseuses soient relativement rares, il en existe un grand nombre de variétés différentes, ce qui explique qu'elles frappent en France plusieurs milliers de personnes.

Les équipes de recherches qui ont travaillé sur ce sujet sont relativement peu nombreuses dans le monde. En Europe, nous citerons celle de H.R. Wiedemann, à Kiel, et de son élève, J. Spranger. L'équipe française, l'une des premières en date, fut fondée sous l'impulsion du professeur Maurice Lamy. Elle est actuellement rattachée à l'Unité de recherches numéro 12 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), dirigée par le professeur Jean Frenel, à l'hôpital des Enfants-Malades.

Le premier travail a consisté à bien définir ces maladies, à en connaître l'évolution et les complications éventuelles. Trop longtemps, en effet, les insuffisances « naturelles », liées à une atteinte de l'os, ont été classées sous le nom d'achondroplasie, première affection isolée. Il y a près d'un siècle. Dans le cas de ces maladies, il était aussi de règle, autrefois, de ne pas corriger les déformations squelettiques avant la fin de l'adolescence. Des malades atteints d'une affection confondue avec l'achondroplasie, mais bien différents, venaient encore consulter avec de très graves déformations vertébrales auxquelles aucun traitement n'a été appliqué antérieurement.

Des critères mieux connus

Actuellement, nous connaissons beaucoup mieux les critères qui permettent d'éviter de semblables confusions. C'est du reste à Paris même, en 1969, que s'est tenue une réunion destinée à la mise au point d'un nomenclature internationale des maladies osseuses constitutionnelles. Il n'était pas rare, avant que cette nomenclature fût élaborée, qu'une même maladie porte trois ou quatre noms différents suivant le pays dans lequel elle était étudiée.

Dans un second temps, les travaux poursuivis à l'hôpital des Enfants-Malades, en collaboration avec l'équipe chirurgicale du professeur Pierre Rigault, se sont attachés à prévenir ou à retarder l'apparition de certaines complications. Par exemple, le rétrécissement du canal vertébral dans certaines maladies osseuses peut entraîner des paralysies dont il est possible d'empêcher le développement. De même, beaucoup de ces affections sont responsables à l'âge adulte d'arthroses à développement précoce, en particulier d'arthroses de la hanche ; des interventions orthopédiques effectuées au cours de l'enfance permettent d'assurer une meilleure statique de la hanche et de retarder l'apparition de ces rhumatismes.

Un point également important est celui du conseil génétique à donner aux sujets atteints ou à leurs parents. Ce conseil est loin d'être le même pour tous. Certaines de ces affections obéissent, en effet, à une transmission dite récessive. Le malade lorsqu'il épouse un conjoint normal, dans ce cas, très peu

de risques d'avoir des enfants eux-mêmes touchés. Il n'en va pas de même pour d'autres maladies, l'achondroplasie, par exemple, qui peut se transmettre à travers plusieurs générations, ou pour celles, plus rares, qui ne frappent que des garçons comme la fait l'hémophilie.

Enfin, un dernier aspect des problèmes posés par ces maladies est celui de la compréhension de leur mécanisme.

Désordres cartilagineux

Pour les maladies qui touchent la croissance, les désordres portent sur le cartilage qui assure le développement en longueur de l'os.

L'étude de ce cartilage est rendue difficile, car il n'est possible d'en prélever qu'un très petit fragment lors d'une intervention chirurgicale corrective. Il est donc nécessaire de mettre au point des techniques qui permettent d'étudier des quantités de substance de l'ordre de quelques grammes (milligrammes de milligrammes). C'est ce qu'ont réalisé certains de nos collaborateurs, les docteurs Victor et Rita Stancescu. Ces recherches révèlent, dans la majorité des cas, des anomalies des cellules du cartilage, les chondrocytes. Parfois, ces derniers semblent fabriquer une substance anormale qui s'accumule sans pouvoir être excrétée. Dans d'autres cas, ils ne paraissent pas capables de sécréter certains constituants du cartilage qui restent à l'intérieur de la cellule, en troublant le fonctionnement et peuvent en provoquer la mort.

La nature des substances accumulées a déjà été identifiée dans certains cas. Ainsi, par exemple, dans la pycnodysostose, cette maladie qui frappe vraisemblablement le peintre Henri de Toulouse-Lautrec, nous savons qu'il s'agit très probablement de grasseurs (phospholipides). Il reste cependant à préciser exactement l'anomalie enzymatique responsable du défaut de la dégradation ou de la synthèse anormale. Seule, cette connaissance permettrait un jour d'envisager le traitement spécifique de ces affections.

Rappelons, du reste, qu'il existe encore des techniques d'étude d'un autre ordre, à savoir la culture des chondrocytes du cartilage. Celle-ci a été réalisée également à l'hôpital des Enfants-Malades par le docteur Marie-Thérèse Corvol, dans l'Unité 30 de l'INSERM, dirigée par le professeur Pierre Royer. Mise au point chez l'animal, elle devrait, dans un proche avenir, s'appliquer chez l'homme.

Trame osseuse et collagène

Enfin, d'autres affections squelettiques, comme certaines fragilités osseuses, peuvent être secondaires non pas à une anomalie du cartilage, mais de la trame osseuse en cartilage, de l'un de ses constituants, le collagène (recherches de Mlle Suzanne Bazin). Dans de tels cas, et dans d'autres affections, le désordre métabolique n'est pas localisé au seul tissu osseux et il est possible de le déceler dans les fibroblastes, cellules du tissu conjonctif, qu'il est aisé de cultiver (docteur Marie-Claude Hori).

Cette recherche fondamentale ne doit pas pour autant faire oublier la personnalité de ceux dont nous tentons de comprendre la maladie à l'échelon cellulaire et moléculaire. Eux aussi ont beaucoup à nous apprendre en nous rappelant la valeur spirituelle de l'homme et sa richesse qui sont sans commune mesure avec ces valeurs fausses que sont l'esthétique, la fortune, le rendement.

(*) Maître de recherches au C.N.R.S., Unité de recherche de génétique médicale (INSERM, Hôpital des Enfants-Malades).

Dr. E. Raimbault

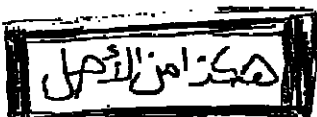
La délivrance

23/7 - On pose une perfusion :
sérum glucosé isotonique + un corticoïde + un désinfectant + un diurétique + un régulateur cardiaque et une demi-ampoule d'héroïne en sous-cutanée pour la nuit.

24/7 - On perfuse un sédatif + un antihistaminique + un antalgique.

Malade décédée à 4 heures 15.

Mercure de France



Libres opinions

OUI A LA PRÉVENTION
NON AUX BILANS
DE SANTÉ SYSTÉMATIQUES

par le docteur HENRI-PIERRE KLOTZ (*)

UN sondage récent a montré que la protection de la santé était actuellement la préoccupation première de la population dans l'ordre des priorités coûteuses; cette attitude ne manquera pas de soutenir l'effort de Mme le ministre de la santé, qui, en quelques années, a déjà réalisé plusieurs réformes très importantes. Les bilans de santé plaisent à l'homme moderne parce qu'ils lui rappellent les révisions périodiques du moteur de sa voiture et qu'ils lui paraissent fournir une sécurité comparable.

Je pense qu'il s'agit là d'une illusion complète :
● Au plan individuel, le bilan de santé périodique donne une fausse sécurité : aucun bilan de santé, aussi pseudo-complet soit-il (car il ne peut jamais être complet), ne peut remplacer la demande d'examen orientée à la suite des constatations cliniques. Combien de fois ai-je vu de ces gens qui me montrent un « check-up » parfait et qui présentent un signe clinique évident indiquant le seul examen de laboratoire qui est essentiel, et anormal celui-là, mais ce dosage n'était pas prévu dans le « check-up ». Il n'est à peu près pas de maladie qu'un signe subjectif ou objectif ne permette de suspecter assez tôt, et par ailleurs il n'est pas sûr qu'il soit utile ni fraternel de transformer trop précocement un bien-portant en un malade, de raccourcir en somme sa période de bonheur et de santé; croire à l'utilité de cette action, c'est croire un peu naïvement que les maladies sont plus facilement curables quand elles sont décelées plus précocement; or cela est faux pour la plupart d'entre elles.

● Au plan de l'étude épidémiologique de l'état sanitaire de notre pays, la pratique des bilans de santé est encore plus décevante. Ils n'apprécient que le quantitatif (le nombre de Français ayant un cholestérol élevé, leur répartition par tranches d'âge, etc.) mais ne renseignent pas, bien entendu, sur le qualitatif, qui est de nos jours l'essentiel. Les principaux maux de santé actuels sont liés à la qualité de la vie, et cela aucun bilan de santé ne peut l'apprécier. On peut, par exemple, surveiller avec soin, par des examens de sang périodiques, les ouvriers d'une usine ou les écoliers des classes secondaires, on n'appréciera cependant pas le retentissement psychosomatique sévère des cadences de travail et du surmenage scolaire. En pareil cas, les bilans de santé peuvent même constituer un dangereux et malhonnête alibi.

● Enfin, du point de vue de la prévention, qui est l'essentiel de la protection de la santé, les bilans de santé n'apportent pas grand-chose. Il est évident que la pratique annuelle ou bi-annuelle, dans des populations très exposées, de la radiographie pulmonaire ne protège pas contre le cancer du poumon et qu'apprendre aux gens l'action cancérogène de la toxicomanie tabagique est au contraire un vrai geste de prévention. Cela n'est qu'un exemple pour souligner que pour la défense de la santé l'éducation sanitaire est de loin supérieure à la pratique des bilans, qui par ailleurs démobilisent l'homme, développent sa passivité devant son propre destin, au lieu de lui enseigner sa responsabilité personnelle. Cet enseignement doit être fait dès l'école communale, car la protection de la santé est l'affaire de tous, et pas seulement du corps médical. Chacun doit être informé de l'influence nocive de certaines conditions de vie : conditions alimentaires, rythme de vie, modes de transport et d'habitation, pollutions diverses, etc., et œuvrer pour les transformer. C'est par les modifications de ces conditions de vie, dont certaines n'implèvent pas formellement un changement de société, que non-médecins et médecins peuvent agir sur la situation sanitaire.

En résumé, et puisqu'un choix au plus haut niveau est nécessaire, il nous semble que la politique de santé publique doit développer la prévention, ainsi que sa compagne obligée, l'éducation sanitaire, plutôt que le dépistage, qui, à côté des centres d'examen systématiques de la Sécurité sociale, a déjà engendré plusieurs officines privées.

(*) Professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris (Beaujon), président de l'Association médicale et multidisciplinaire pour l'étude des conditions de vie et de santé.

Le Monde
de l'éducation

Le numéro d'avril est paru

Au sommaire :

● LA COMMUNALE

Maths modernes, linguistique, méthodes nouvelles, disciplines d'éveil... Depuis quelques années, l'école élémentaire est assaillie par les réformes. Les élèves eux-mêmes — conditionnés par la télévision, la rue, les grands ensembles — ont changé. De même que les modes de vie, les idées sur l'éducation, le comportement des parents... Tout cela a contribué à modifier profondément le visage de « la communale » de jadis. Mais ces changements se sont faits un peu « à l'aveugle », ou gré des tentatives individuelles. Dans ce terrain mouvant, les maîtres, les parents et les élèves ont bien du mal à se retrouver...

● UNE INTERVIEW DE Mme ALICE SAUNIER-SEITE

« Les universités doivent partir à la conquête des débouchés... Elles ne refuseront pas la réforme du deuxième cycle parce qu'elles savent que leur image de marque dans le pays est de plus en plus mauvaise. »

● LES TROIS DÉCRETS DE LA RÉFORME HABY

Les textes intégreaux, avec des commentaires, des trois décrets sur l'école, le collège et les lycées, actuellement en discussion avec les organisations d'enseignants et de parents.

également dans ce numéro :

Italie : l'Université face à la « surproduction » des diplômés. Belgique : une nouvelle étape est franchie dans la réforme de l'enseignement secondaire. États-Unis : les « fondations » qui pendant longtemps ont alimenté les maux des universités tarissent. Grande-Bretagne : création d'une université privée à Buckingham.

Les métiers de commerce. Les sorties d'élèves : Au Bulletin officiel, l'Institut d'études économiques de Lyon, l'Université de la sécurité du travail : l'exemple d'une usine d'étrampes ; Les livres ; Les revues.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Le numéro : 5 F. - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F. - Étranger : 68 F.

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

DEUX LIVRES DES PROFESSEURS JEAN BERNARD ET JEAN HAMBURGER

De la résignation
à la maîtrise

DES règles de sagesse visant à protéger le devenir de l'homme et des données sur lesquelles elles se fondent.

Ainsi pourrait s'intituler le traité magistral du bon sens et de la connaissance, où le professeur Jean Bernard a su exposer, clarifier et juger les données les plus complexes et les perspectives apparemment les plus contradictoires de la biologie humaine.

L'espèce humaine, rappelle-t-il, a le seul pouvoir de modifier le milieu qui l'entoure. Pour le meilleur ou pour le pire.

Et la discordance profonde qui existe entre les progrès prodigieux de la connaissance scientifique et technique d'une part, et les progrès beaucoup plus incertains de la sagesse de l'autre, expliquent que l'humanité ne sache pas toujours ni comprendre ni appliquer les moyens qui s'offrent à elle.

« Il suffit de comparer d'un côté les connaissances d'Archimède à celles des physiologistes de notre temps et de l'autre la sagesse de Platon à celle de nos philosophes... »

Or, de telles discordances peuvent être fatales et expliquer la disparition d'une espèce... Seule une méditation partagée des biologistes, des sociologues, des physiologistes, des philosophes, des économistes, permettra d'éviter ce désastre. La tâche est urgente, elle est rude, elle s'impose à l'homme, à tous les hommes, comme un impératif de survie.

Encore faut-il, pour que cette réflexion devienne accessible à chacun, que chacun puisse en connaître les données.

L'exposé qu'en fait Jean Bernard est, à ce titre, une merveille de simplicité, de science et même... d'imagination.

Point ne suffit plus, en effet, d'indiquer les lumières qu'apportent la science et la technique sur tel ou tel aspect de l'être ou du comportement. Encore faut-il prévoir les conséquences que pourrait avoir l'usage de ces maîtrises nouvelles et en déduire l'échelle des valeurs, des choix et des devoirs qui s'imposent à présent.

Un admirable
pédagogue

Une telle prospective, qu'elle soit radieuse ou désastreuse, était, jusqu'à présent, le fait des chantes ou des prophètes. Que les hommes de science s'y consacrent eux-mêmes est, en soi, un événement important.

D'autant plus important que les tableaux dressés donnent à la biologie une valeur normative, jamais encore évoquée, quant aux choix de société qui s'offrent pour l'avenir.

Est-il possible, à notre époque, de concevoir, sinon dans l'arbitraire, les règles de la vie communautaire sans rien connaître de l'irréductible singularité humaine ? Peut-on traiter du sort promis aux langues ou aux coutumes d'Océanie ou de Bretagne sans savoir qu'il existe une frappante corrélation entre le patrimoine génétique (identifié par les groupes sanguins), les coutumes sociales et les données linguistiques ? Faut-il penser une « politique de la famille » et lancer, à propos de l'évolution démographique du monde et de l'Occident, de solennelles imprécations si l'on ignore tout des perspectives offertes par les moyens nouveaux de maîtrise de la procréation ?

La croisade périodiquement engagée contre les manipulations génétiques peut-elle omettre la survie des diabétiques ou des leucémiques et se fonder toujours sur Frankenstein et le Meilleur des mondes ?

Les données biologiques permettant, à propos de problèmes aussi divers, l'élaboration d'une réflexion politique sont relativement simples : tout au moins lorsqu'elles se voient exposées par l'admirable pédagogue qu'est Jean Bernard.

Cédepe
et la molécule

Il n'est pas encore aisé pour celles concernant la pensée et le comportement, où les carences actuelles de la connaissance laissent encore le champ libre aux oripeaux clinquants ou désespérés des magies ou des dogmes.

Les trente prochaines années, estime l'académicien, seront celles de la neurobiologie et de la psychobiologie. Peut-être, alors, la société pourra-t-elle aider Cédepe, d'une part en reconnaissant le rôle de son père, de sa mère, de son environnement, d'autre part en précisant

la nature des troubles biochimiques du cerveau qui le conduiront au paricide et à l'inceste...

Encore faudrait-il qu'il ait pu échapper à la « magie moderne » ravivée d'une robe scientifique où les affirmations péremptoires s'appuient sur des mots en pay, sur une écouade d'alliés ou de témoins, sur quelques rats et chimpanzés, et sur l'admirable certitude que confère le terrorisme de l'ignorance.

La nuit du 4 août

A la sagesse mesurée, à la limpidité des faits, à la douce ironie qui trament le cheminement de son livre succède soudain, dans sa dernière partie, une profession de foi d'une vigueur peu commune, concernant la finalité de la médecine, son organisation, et celle de la pharmacie.

Utch est là, au pilori, sans que son nom soit cité. Utch et ses conceptions manichéennes, la médecine mesurée en termes économiques et collectifs, de quantité de vie (la mortalité) alors que la qualité se voit oubliée (la souffrance).

La place de la médecine de pointe ; la mort et la survie ; le rejet des amalgames ; l'argent (dans le domaine de la santé, « il faut l'ordre de la lucrativité ») ; le conseil de l'ordre (« le corporatisme qui vient d'autres âges et d'autres pays doit être exclu ») ; la nuit du 4 août proposée à l'industrie pharmaceutique ; « l'industrie pharmaceutique » des pouvoirs publics en matière d'enseignement post-universitaire ; la défense du médecin de famille.

Tout y passe, et les révolutions structurelles les plus apparemment radicales apparaissent soudain, dans ce même style concis et réservé, comme les évidences que suggèrent à la fois la clarté de l'esprit, la simplicité des faits, et la sagesse du détachement.

Peut-être Jean Bernard ne sera-t-il plus là en l'an 2050 pour diriger la chaire d'histoire des illusions dont il annonce la création... Chacun pourra à présent et grâce à son livre, connaître la source de cette histoire, et connaître surtout la jalousement des grandes découvertes qui ont changé et doivent changer encore le destin des hommes, plus sûrement et plus profondément que les combats menés au nom des rêves ou des grandes utopies.

Dr. E.-L.

* L'Homme changé par l'homme, par le professeur Jean Bernard, Ed. Buchet-Chastel, 226 pages, 30,50 F.

La logique et la passion

LA curiosité et la connaissance sont inscrites dans l'histoire de l'homme comme un destin « inéluctable, irrévocable et somptueux ». Et la science d'aujourd'hui est un « épanouissement total » de ce destin. Adressé à ceux pour qui la connaissance ne peut manquer de devenir définitivement synonyme de catastrophe, la credo de Jean Hamburger s'écrit d'emblée.

Les décisions, sages ou suicidaires, que prennent les communautés humaines ne s'inspirent pas toutes, loin de là, des faits établis ou des informations modernes que peut fournir la science.

Celles qui concernent l'individu lui-même, et sa place au sein de l'espèce humaine et de l'évolution générale des êtres vivants, ne dépendent-elles pas cependant constamment du nombre de ces décisions ? Si n'est-il pas ainsi, plus que jamais auparavant, en un temps où nombre de décisions politiques voient leur retentissement dépasser de très loin les limites des bords de jadis, pour conditionner l'avenir de l'espèce tout entière ? La faim dans le monde, l'explosion démographique, la crise énergétique, la crise mondiale sur les libertés individuelles et collectives ne sont-elles pas des exemples de cette dimension nouvelle, planétaire, des comportements politiques ?

Les fondements
de la liberté

Loin de signifier l'intolérable atteinte à la liberté, l'ouvrage au titre et à l'usage scientifique, la science démontre certains fondements mêmes et les conditions d'une liberté reposant sur la singularité de chacun, sur les pouvoirs de combattre les fatalités et les contraintes naturelles et sur l'extraordinaire pluralisme des espèces vivantes. Il en est ainsi notamment des découvertes récentes et remarquables sur la commande unique, génétique, présidant à la fois à l'élaboration de la personnalité et à la défense contre toute intrusion étrangère.

Ces conséquences médicales de ces travaux sont, et seront, considérables. Mais leur signification conceptuelle, philosophique, celle que la pensée de Jean Hamburger, méritait elle aussi d'être pensée ; un tel acquis peut, à lui seul, soutenir le postulat premier de toute liberté sociale. À l'irréductible singularité de chaque homme s'ajoute, grâce aux concepts modernes de la génétique fondamentale et de la génétique des populations, la notion de diversité, « clé de l'évolution de l'espèce humaine ». Mutations, migrations, dérivés, s'ajoutent au phénomène darwinien de sélection naturelle pour assurer et la perpétuation de l'espèce et l'admirable survie de ceux de nos « mutants » qui se trouvent dotés

d'un avantage singulier. Tel ce « mutant » moustique, génétiquement résistant aux insecticides (D.D.T.) et qui, à lui tout seul, recrée toute une population. Le phénomène est identique pour les bactéries résistantes aux antibiotiques, qui non seulement déjouent l'arme thérapeutique, mais communiquent à leurs congénères les moyens de cette résistance.

Celui que les sociétés modernes rejettent comme un déviant, ou un marginal, parce qu'il est différent, celui-là peut certes être un criminel en puissance, mais certes aussi Mozart ou Picasso. Et l'exemple du moustique moustique est, pour les sciences sociales, lourd de conséquences.

C'est à cette même diversité, à cette même singularité, retrouvée à l'échelle du cerveau, de la pensée et des comportements, que tient la liberté, source de tous les choix, germe de toutes les révoltes. Et si ne voit pas, dit Jean Hamburger, ce qu'il y a d'irrespectueux et de choquant dans la pensée que nos cerveaux peut-être instrumentés par Dieu pour ne donner une seule à la fabuleuse richesse de cet instrument, décrite avec une clarté remarquable, les millions de neurones, les milliards de connexions, la perpétuelle réaction des synapses transmettant l'information, l'interaction constante de l'inné et de l'acquis expliquent-ils à eux seuls l'originalité individuelle des comportements ? Et peut-on trouver dans cette extraordinaire complexité la source de cet événement nouveau, spécifiquement humain, que sont l'apparition de la conscience et celle du langage ?

Les concepts du réductionnisme et ceux de la foi se heurtent certes ici dans l'interprétation première.

Mais l'analyse de ce que sait aujourd'hui la neurobiologie montre que la complexité même du cerveau exclut tout déterminisme ; et que cette infinie complexité exclut aussi toute prévision détaillée à partir des seules données physico-chimiques.

La révolte
et la morale

La psychologie, la sociologie, l'éthique, trouvent ici leur champ d'étude et d'action, et il n'est pas plus de contradiction entre ces langages différents et ces attitudes d'esprit qu'entre le songe du poète et le rêve du biologiste, la démarche logique et celle de la foi.

La liberté ainsi biologiquement définie devient « capable de création, c'est-à-dire de révolte ». De cette révolte, de ce refus des lois naturelles de l'évolution et de la survie, est née l'éthique « passionnée et généreuse », source de la justice, de la médecine et du progrès social.

Une éthique qui, parce qu'elle se heurte à ces lois naturelles, devient source de conflit, de difficiles problèmes, et de choix posés sur « le prix qu'il faudra payer » pour la justice sociale, la protection des faibles ou des déviants, le traitement, ou la survie, des malades ou des infirmes.

Devenir conscient de ces pièges, en peser l'enjeu, connaître le monde impitoyable que décrit la biologie et mesurer la grandeur des croisades entreprises contre ses lois au nom d'aspirations passionnées, d'autre spiritualité, tel est le sens de l'aventure humaine ; un sens que le futur doit être des luttes intestines et des distractions futures a fait oublier.

Une croisade pour laquelle Jean Hamburger offre le plus enrichissant, le plus documenté, le plus logique mais aussi le plus exaltant plaidoyer.

Dr. E.-L.

* L'Homme et les Hommes, Essai sur l'originalité biologique de l'individu, par le professeur Jean Hamburger, Éditions Flammarion, 152 p., 30 F.

Quand
et combien?Le Crédit Médical de France
apporte une réponse rapide
à vos problèmes de crédits.

Quand?

Quand vous en avez besoin.
Quand vous vous installez, quand vous achetez votre matériel ou quand vous le renouvelez, quand vous investissez dans l'immobilier (professionnel ou familial), surtout si vous devez signer rapidement.

Combien?

Vos besoins peuvent être importants, mais nous pouvons aller très loin.
Pour vous aider à mieux les cerner, profitez de notre expérience du crédit et de notre connaissance des professions de santé.
Nous vous proposerons des formules adaptées à vos possibilités actuelles et futures et à vos conditions d'exercice professionnel.

Pour aller plus vite, consultez-nous.



Groupe "Médicale de France"

COMPAGNIES & SOCIÉTÉS SPÉCIALISÉES
ASSURANCES, CREDITS ET CAUTIONNEMENT MUTUEL, DÉFENSE ET CONSEIL
RESERVES AUX PROFESSIONS DE SANTÉ
21, AVENUE DE L'OPERA 75001 PARIS TEL. 742.89.83

NOTRE
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vers tous téléphones ou messages. Les télé-
grammes. Vos correspondances sont répondues par
télécopie : nous vous téléphones.

Service TÉLEX
345.21.92 + 348.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

(PubliNoté)

BAC⁶ semaines
pour
réussir

Une formule « à la carte »

Maths-Phys. Eco. Sc.-Nat. révisions
intensives toutes sections. Formule
« à la carte » proposée par D. Guérin
monoprix : 3 fois par semaine pour
5 h. de cours (750 F les 6 semaines).
S.O.S. - MATH - 87, bd Saint-Michel
Établissement d'enseignement privé
TEL. : 326-93-54 - 326-30-76

السلامة

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

PRESSE

LES ÉNERGIES NOUVELLES ET L'HABITAT

De l'eau chaude souterraine pour 35000 logements

SUR les 222 millions de francs qui doivent être dépensés en France en 1976 pour promouvoir les énergies nouvelles, les projets de démonstrations de chauffage solaire et de chauffage géothermique bénéficieront de 108 millions de francs. Cette somme est deux fois et demie le

montant des dépenses engagées en 1975, et devrait permettre de financer l'équipement de vingt-cinq mille à trente mille logements par rapport aux dix mille déjà engagés en 1975. Une vingtaine de projets de démonstration solaire sont engagés en 1976.

Les investissements consentis en faveur de la géothermie devraient doubler de 1975 à 1976. De 63,6 millions de francs, ils devraient passer à 108,2 millions de francs. Mais la progression des investissements ne sera pas également répartie entre les deux grandes rubriques de la géothermie : « applications-démonstrations » 79 millions de francs (contre 32 millions en 1975) ; « recherche-développement » 29,2 millions (contre 21,8 millions en 1975). Les techniques permettant d'utiliser les eaux chaudes naturelles (géothermie de basse énergie, la seule, pour le moment, dont l'existence soit prouvée en métropole) sont au point. En revanche, il faut inciter les collectivités régionales ou locales et les promoteurs à utiliser ces eaux chaudes naturelles pour le chauffage d'immeubles de bureaux et d'habitations ou d'hôtels. Cela explique que les aides publiques concernent les installations, puisque celles-ci sont plus onéreuses que les chaudières classiques (de l'ordre de 715 contre 90 francs par mètre carré de logement, alors que les frais de fonctionnement sont moins chers pour la géothermie (environ 8 francs contre 10,5 francs par mètre carré et par an).

Pourquoi les installations de chauffage par géothermie demandent-elles un surinvestissement plus élevé, estimé à 10 millions de francs pour deux mille logements ? Parce qu'un tel mode de chauffage nécessite des équipements d'appoint, notamment des échangeurs de chaleur (1 million de francs) et surtout parce qu'il suppose, dans la plus grande partie des cas, le forage de deux puits (ou d'un seul) de deux mètres de profondeur, ce qui représente un coût de 10 millions de francs. Mais il ne faut pas oublier qu'un tel surcoût d'investissement a

sa compensation : 4 000 F de surinvestissement permettent une économie, en moyenne, de 1 tonne d'équivalent-pétrole par an. Le forage doit être obligatoirement, en effet, un puits pour pomper l'eau chaude vers la surface et un autre puits pour réinjecter dans la nappe l'eau refroidie. Cette réinjection est indispensable, d'une part pour maintenir la pression de la nappe souterraine, d'autre part pour ne pas échauffer de l'eau qui est, le plus souvent, trop chargée en sels minéraux, jusqu'à 50 grammes par litre, pour être rejetée dans le plus proche cours d'eau. Bien entendu, le puits de réinjection doit être foré à distance convenable du puits de pompage de façon que le refroidissement inhérent à la réinjection n'atteigne le puits de pompage qu'au bout de quelques décennies.

Le coût moyen de forage d'un puits profond de 1 800 mètres est d'environ 3,5 millions de francs. Et on n'est jamais tout à fait sûr que le forage atteigne une zone où la porosité et la perméabilité de la roche-magasin permettent un débit suffisant (100 mètres cubes/heure à 70 degrés sont nécessaires pour chauffer une « tranche » de deux mille logements). L'aide de l'Etat est donc consacrée, pour l'essentiel, à minimiser ce risque. Selon la connaissance préalable de la géologie locale, l'état avance de 50 à 70 % du coût du premier forage. Si le puits est « sec » ou si son débit est faible, l'avance n'est pas à être remboursée, ou ne devra être que partiellement remboursée. Si le puits débite bien, l'avance devra être remboursée en cinq ans avec un taux d'intérêt qui passera de 1 % (la deuxième année) à 5 % (la cinquième année). Le deuxième puits et les in-

stallations sont, de toute façon, à la charge du groupe industriel chargé de la mise en œuvre et de l'exploitation.

En 1975, des opérations ont été engagées pour 10 000 équivalents-logements (1) : 3 500 à Crail, Meurthe-et-Moselle, grâce à une avance globale de 7,5 millions de francs de l'Etat ; 1 700 à Villeneuve-la-Garenne, grâce à une aide au développement de la D.G.R.S.T. de 2,5 millions de francs (2). L'économie annuelle prévue est de 11 700 à 12 200 tonnes d'équivalent-pétrole.

De janvier à mars 1976, l'Etat a déjà consenti des avances de 4,5 millions de francs destinées à chauffer 3 500 équivalents-logements (à Houilles et à Blagnac). Economie annuelle prévue : 4 200 tonnes d'équivalent-pétrole. Pour l'ensemble de cette année, les avances de l'Etat pourraient atteindre 15,5 millions de francs, permettant ainsi le chauffage par géothermie de 18 000 équivalents-logements, ce qui ferait une économie annuelle de plus de 20 000 tonnes d'équivalent-pétrole.

Le « comité géothermie » n'aura pas à chercher de candidats : il a déjà des études ou des projets concernant 25 000 à 30 000 équivalents-logements situés à Strasbourg, Clermont-Ferrand, Tarbes, Massy, Ivry, Soissons ; cas étudiés ou projets en cours de réalisation : 30 millions de francs, mais devant permettre d'économiser chaque année plus de 30 000 tonnes d'équivalent-pétrole.

YVONNE REBEYROL

(1) L'équivalent-logement tient compte des besoins énergétiques qui varient suivant l'usage du bâtiment (habitation, bureau, école, hôtel...).

(2) Exploités dans une technologie nouvelle : tubage du puits en polyester.

AU CŒUR DE LA CAMARGUE

Le soleil et le vent chaufferont le mas du petit Badon

SINTITULER « Fondation pour l'étude de la conservation de la nature » crée des devoirs et oblige à donner l'exemple. Ou, à tout le moins, à conduire des projets exempts de toute critique concernant les domaines de l'écologie, de la salubrité et de la pollution.

Ce souci de la Fondation de la Tour du Valat, présidée par le Dr Luc Hoffmann, a conduit à la restauration architecturale du mas du Petit-Badon, situé à trente kilomètres au sud d'Arles, à la limite méridionale de la réserve de la Tour du Valat, au cœur du fragile biotope camarguais. Ce mas typique est destiné, après transformation intérieure, à recevoir les collaborateurs scientifiques de la Fondation. Il a donc été restauré en respectant scrupuleusement le style de la région et l'utilisation des matériaux traditionnels.

L'aspect extérieur est inchangé, en revanche, l'intérieur est à présent équipé d'appareils d'une à cinq pièces. Le maître d'ouvrage, qui se savait au cœur d'une zone protégée, s'est fixé pour but premier de respecter l'environnement et d'éliminer toute pollution. L'ensemble des divers bâtiments et dépendances est desservi en courant haute tension, lignes téléphoniques, circuits TV, eau potable et énergie de chauffage par canaux souterrains, tandis que les eaux usées sont traitées par une station d'épuration. Quant au système de chauffage, il a été décidé qu'il serait exclusivement assuré par l'énergie solaire.

310 mètres carrés de capteurs

Pour ce faire, le docteur Hoffmann a fait appel à deux architectes suisses, MM. Christian Steiner et Jacques Aeschmann, qui, en cinq mois, ont fait le mas du Petit-Badon d'une installation technique qui vient de faire l'objet d'une présentation officielle. Les ingénieurs chauffagistes et sanitaire sont également suisses. Le montage a été réalisé par une société italienne, sur un matériel d'origine suisse. La seule énergie électrique admise dans le mas sert seulement à actionner des pompes et organes de régulation de l'installation solaire sur une immense table aux pieds multiples, séparé du

mas proprement dit par une haie d'arbres et d'arbustes, ont été installés et convenablement orientés 310 mètres carrés de capteurs (dont 110 mètres carrés de capteurs plans destinés au chauffage couvert et 200 mètres carrés de capteurs paraboliques (1) pour le chauffage à distance). Capables de fournir une puissance de 400 000 kilocalories par heure. Selon ses promoteurs, cette installation est la plus importante du monde. L'eau est chauffée dans les capteurs qui transmettent cette énergie par l'intermédiaire d'un échangeur de chaleur à un deuxième circuit qui est branché

Une vingtaine de projets de démonstration

La délégation aux énergies nouvelles a entrepris d'élaborer en France une vingtaine de projets de démonstration d'habitat ou de piscines solaires. Le surcoût total de ces opérations est estimé à environ 10 millions de francs pour une économie d'énergie de 1 000 tonnes d'équivalent de pétrole. Le surcoût est en moyenne deux fois et demie plus élevé que pour l'énergie thermique.

Tous ces projets de démonstration devaient en principe être achevés d'ici un an et demi à deux ans. Les installations comportent une superficie de capteurs très variable allant d'une cinquantaine de mètres carrés jusqu'à 300, 500 et même 1 200 mètres carrés pour l'école des mines d'Albi. Parmi ces installations on relève cinq piscines à Antibes et à Seynes-les-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence), à Menton, à Méjannes-le-Clap (Gard), et à Châteauneuf-Ardenne (Alpes-de-Haute-Provence), plusieurs écoles, l'école maternelle de Carrouges (Haute-Garonne), une crèche à Ajaccio, le groupe scolaire de Vinsobres (Drôme), les serres du lycée agricole d'Arles.

Les maisons solaires proprement dites sont peu nombreuses, mais la résidence de soixante et un logements réalisée à Nyons (Drôme). Par contre, plusieurs bâtiments publics seront équipés, par exemple l'aéroport de Nice, l'hôtel des Impôts de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), la direction départementale du Gard. Dans un petit nombre de cas, le chauffage solaire est complété à une pompe à chaleur.

soit sur des réservoirs d'eau (trois réservoirs de 35 000 litres chacun) ou directement sur le chauffage des bâtiments et les chauffe-eau. L'automatisme de l'installation est telle qu'elle est capable de fonctionner cinq jours sans apport d'énergie solaire et avec une température extérieure de -5 °C. L'eau est produite une seule fois en dix ans. Le seul apport d'énergie supplémentaire toléré est celui qui provient de deux groupes électrogènes solaires de 5 à 12 CV, qui transmettent directement l'énergie électrique qu'ils produisent à des résistances calorifiques et permettent un chauffage d'appoint de chauffe-eau supplémentaires.

L'installation a été conçue pour une durée de vie de vingt-cinq années au moins. Les promoteurs sont très satisfaits de son coût, d'autant que l'installation est un prototype. L'investissement devrait être amorti en neuf années sur la base d'une économie annuelle de 40 tonnes de fuel par an. On peut donc évaluer le coût de l'installation (au prix actuel du carburant) à quelque 250 000 F. Mais cette évaluation ne concerne, bien sûr, que l'aspect matériel de l'installation.

Il est une chose aussi incontestable qu'appreciable, c'est le bénéfice écologique résultant d'une absence totale de pollution atmosphérique pendant dix années et les changements (protection de la vie, indépendance vis-à-vis de toute énergie classique) qui paraissent en sa faveur.

A la recherche de l'esthétique

Le seul point noir reste l'aspect esthétique de l'installation, qui n'est pas aussi « harmonieuse » que les idées et les efforts qui ont précédé sa naissance. 310 mètres carrés de capteurs perchés sur des échafaudages métalliques, cela se voit, surtout dans ce « plat pays ». Cet inconvénient n'est pas à négliger et l'on peut espérer en ce domaine des progrès futurs. Quel qu'il en soit, au mas du Petit-Badon, on a conçu son indépendance énergétique en matière de chauffage grâce au soleil et au vent. En Camargue, ce n'est pas ce qui manque.

JEAN CONTRUCCI

(1) Les capteurs comportent des miroirs qui réfléchissent la lumière du soleil et sont animés d'un mouvement de rotation d'un ou deux degrés par heure, ce qui permet de suivre la course du soleil de l'aube jusqu'au coucher et de maintenir ainsi le rayonnement solaire sur une surface donnée.

LE CANADA A DÉCIDÉ DE POURSUIVRE LA RÉALISATION DE SES PROPRES SATELLITES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

A l'exemple des Etats-Unis et de l'Union soviétique, dont le territoire s'étend beaucoup en longitude, le Canada a toujours été soucieux d'assurer de bonnes communications d'un bout à l'autre du pays. Ce pays est caractérisé par une vaste étendue géographique d'habitants dispersés. Plusieurs millions d'habitants reçoivent aujourd'hui la télévision grâce à des réseaux de câbles partant des stations d'émission urbaines. En outre, certaines émissions de télévision sont diffusées par satellite. Depuis 1972, le Canada a en effet fait lancer par la NASA trois satellites de télécommunications. Les liaisons téléphoniques et la distribution de la télévision. Deux grandes stations d'émission et de réception ont été installées, l'une sur la côte est, l'autre sur la côte ouest, et une cinquantaine de stations plus petites reçoivent les images de télévision, tantôt les communications téléphoniques et télégraphiques, tantôt les deux.

Dans le domaine des satellites, le Canada est aujourd'hui le pays le plus avancé avec les Etats-Unis. Il a commencé par emprunter aux Américains leurs techniques, puis les satellites Anik ont été construits pour le compte du gouvernement canadien par la firme américaine Hughes Aircraft. Les Anik étaient semblables aux satellites de la quatrième génération, réalisés pour le compte de l'organisation occidentale Intelsat.

Le Canada a déjà des satellites Anik améliorés et Hughes en a lui-même dérivé la génération intermédiaire des Intelsat 4-A.

La participation de l'industrie canadienne aux satellites Anik était restée cependant très limitée, et parallèlement aux commandes américaines, Hughes avait expérimenté le C.T.S. (Canadian Technology Satellite), qui a été lancé avec succès en janvier de cette année. Fabriqués pour l'essentiel au Canada par les sociétés Spar, Northern Electric, R.C.A., ce satellite est probablement le plus avancé de tous les engins orbitaux réalisés à ce jour dans le monde occidental. Il permet notamment l'expérimentation d'un nouvel amplificateur puissant fourni par la NASA. La puissance de cet amplificateur est de 200 watts, avec une efficacité de 45 %, tandis que les satellites Intelsat actuels ont une puissance d'émission de 5 watts environ avec 30 % d'efficacité.

Cette technologie canadienne ne s'est pas déployée sans quelques déboires, et le C.T.S. n'aura pas coûté moins de 60 millions de dollars. Le gouvernement canadien ne paraît cependant pas découragé et entend tirer parti de cet investissement en construisant un satellite d'un poids double (300 kilogrammes), qui sera lancé en 1978 et qui remplacera le premier des Anik.

DROIT D'INFORMER ET OBLIGATION DE RÉSERVE DES FONCTIONNAIRES

Développer l'information. Aborder ce thème avec un certain courage, la commission de la vie sociale a pour le VII^e Plan proposé quatre réformes qui tendent à améliorer l'accès aux sources d'information tant des élus, des journalistes que des usagers. Selon la commission, les modifications suivantes « devraient intervenir à court terme » :

- « Tous les rapports administratifs et toutes les statistiques devraient être rendus publics. »
- « Les élus devraient pouvoir obtenir directement de l'administration, par une procédure plus souple que la question parlementaire, toute information qui leur serait nécessaire. »
- « Les dossiers d'aménagement du territoire devraient pouvoir être tenus en principe à la disposition des citoyens, sauf s'ils

portent la mention « confidentiel », mais l'opportunité d'apposer cette mention serait soumise au contrôle du juge.

Il faut inscrire dans les textes l'obligation pour l'administration d'informer, tout en prévoyant la protection des fonctionnaires.

Il s'agit là, note la commission, d'une proposition « essentielle mais délicate à mettre en œuvre car elle suppose un changement des règles mais aussi des mentalités », et il « faudrait remettre en cause l'obligation de réserve » des fonctionnaires.

Cette suggestion audacieuse, qui est accompagnée d'une référence à des exemples étrangers où « toute correspondance administrative est publique », ne pourrait pas aboutir à une charte qui préciserait les droits et devoirs des fonctionnaires ? Bien que peu connue, une déclaration dite de Munich (1970) et acceptée par les syndicats de journalistes, notamment en France, énumère non seulement les droits des membres de la presse mais précise aussi leurs devoirs.

Parmi les droits, la déclaration indique : « Libre accès à toutes les sources d'information et le droit d'enquêter sur tous les faits qui conditionnent la vie publique. » Parmi les devoirs : « Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour le journaliste ; ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents ; recueillir toute information publiée qui se révèle inexacte. »

Des travailleurs du « Parisien Libéré » occupent depuis mardi matin 20 avril le hall central de la mairie de Saint-Etienne. Les manifestants avaient décidé cette action pour obtenir des négociations avec M. Michel Durafour, ministre du travail qui est également maire de Saint-Etienne, lequel n'était pas présent à la mairie.

Les ouvriers du Livre, qui seraient environ cinq cents, ont accroché au-dessus de la devise « Liberté, égalité, fraternité » une banderole sur laquelle on peut lire : « Durafour, ministre du chômage, peut et doit négocier. » A 11 h 30 les ouvriers du Parisien Libéré ont quitté l'hôtel de ville sans incident après avoir tenu un meeting sur les marches de l'édifice.

Le groupe Edita-Tonus, qui publie déjà Tonus, journal médical bi-hebdomadaire (117 000 exemplaires), vient de sortir deux nouveaux titres : Tonus dentaire (hebdomadaire, vingt-six mille cinq cents exemplaires) et Tonus vétérinaire (hebdomadaire, également vingt-six mille exemplaires). Le lancement d'une quatrième publication (Tonus pharmacien) est prévu pour septembre.

Edita-Tonus, 29, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, 824-80-88.

PROTESTATIONS CONTRE DES SAISIES DE PHOTOGRAPHIES

Les journalistes affiliés au Syndicat national des journalistes (autonome) de la République du Centre, de la Nouvelle République du Centre-Ouest et de la station P.R. 3 d'Orléans élèvent « une vigoureuse protestation » contre la saisie, sur réquisition à des fins de justice, d'une partie de la bibliothèque du Centre de documents photographiques réalisés par des reporters du journal lors d'une manifestation d'étudiants au cours d'une visite, en novembre dernier, du secrétaire d'Etat aux universités, M. Soisson, sur le campus d'Orléans-La Source. Une courte bagarre avait opposé des étudiants et des policiers en civil. Un inspecteur de police avait été blessé au visage (le Monde du 6 novembre 1975).

LA SITUATION A « PARIS-NORMANDIE »

A la suite des déclarations de M. Hérault demandant aux onze journalistes du bureau parisien de Paris Normandie d'entrer à l'A.G.P.I., nouvelle agence de presse de son groupe (le Monde du 16 avril), les syndiqués S.N.J., autonome et S.N.J.-C.G.T. ont dans un communiqué : « Approuvant notre décision de réunir une assemblée générale le samedi 24 avril pour débattre des problèmes de l'A.G.P.I., M. Robert Hérault accélère le processus : par la voix de M. Ballestre (futur directeur de l'agence), il a intimé l'ordre à nos confrères de donner leur réponse, non plus le 27 avril mais le mardi 20 ! L'affaire prend des dimensions particulièrement graves. C'est pourquoi l'assemblée générale S.N.J. et S.N.J.-C.G.T. est avancée au mercredi 21 avril à 10 heures à Rouen. »

Sema - Sélection

ingénieur organisation administrative

130.000 F

Une entreprise de mécanique de la Loire (5 usines, 3000 personnes, 400 millions F) crée un poste d'organisateur interne. Elle recherche un homme de 35 ans minimum, très expérimenté en organisation administrative et notamment en comptabilité analytique. Sa première mission sera d'étudier, d'implanter et de faire fonctionner un système de comptabilité analytique-contrôle de gestion. Par la suite, il devra s'occuper d'applications informatiques, d'élaborer un système de régulation commerciale/production, de mettre au point une gestion rigoureuse des stocks, de procéder à des études de rentabilité, etc. Ce cadre, qui sera directement rattaché au Directeur Général, peut être H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co. ou ingénieur. Il s'agit d'une situation de très bon niveau dans une affaire très performante du Sud-Est.

directeur commercial

Une entreprise industrielle (CA 50 MF), située dans une zone touristique de la région Est, recherche un Cadre supérieur pour organiser et diriger son administration commerciale et pour prendre en charge la direction des ventes. Les produits, de grande consommation, influencés par la mode, sont sous la responsabilité du DGA. Il s'agit d'une situation de responsabilité et de large autonomie, qui demande initiative, dynamisme, organisation, méthode et précision. Excellente opportunité de développement de carrière dans une structure d'entreprise légère, où sont allées l'intérêt d'une activité nationale, au tout premier rang dans la profession, et l'agrément d'un beau cadre régional.

cadre supérieur de personnel

Une société sidérurgique de premier plan, recherche pour l'une de ses importantes usines, un Cadre diplômé de l'enseignement Supérieur (Droit, Economie, Commerce), en vue de lui confier la responsabilité d'un service du Département Personnel de cette usine. Il lui est offert de prendre, dans un premier temps, la responsabilité de la gestion des services sociaux (12 personnes). A court terme, il sera également associé aux responsabilités du service de l'emploi. Son évolution dans d'autres services de la fonction Personnel et dans la Société est très ouverte, et repose sur ses réalisations. Poste très formateur, en raison de l'ampleur des effectifs dans une Société réputée. Lieu de travail : ville du Nord.

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :

Immeuble Sema-Metra International
16, rue Barbès — 92128 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

SPORTS

AUTOMOBILISME

CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FORMULE 2

Le match B.M.W.-Renault commence

Thruxton. — Il y avait du beau monde ce lundi de Pâques, à Thruxton (Angleterre), pour la deuxième course du championnat d'Europe de formule 2. Sur la piste et aussi sur la touche. D'un côté, quelques-uns des plus stars espoirs du sport automobile, dont les plus doués et les plus chanceux seront promus un jour en formule 1, de l'autre des constructeurs de formule 1, ceux qui précisément sont à même de leur permettre de gravir le dernier échelon. Groupés sur le talus, un œil sur le circuit et l'autre sur le chronomètre, Eke Tyrrell, Max Mosley (March), Bernie Ecclestone (Brabham) et Frank Williams ont pu vérifier que la nouvelle vague avait bon pied bon œil.

Depuis longtemps le championnat d'Europe de formule 2 semblait être réservé aux pilotes français. Jacques Laffite, Jean-Pierre Jary, Patrick Depailler, qui comptent aujourd'hui parmi les meilleurs pilotes du monde, ont remporté les trois derniers championnats. Leur relève — Patrick Tambay, René Arnoux, Jean-Pierre Jabouille, Michel Leclère — est de qualité, mais il y a, en 1976, quelque chose de changé, au plan mécanique, qui modifie le caractère de la compétition et lui donne un intérêt supplémentaire. A la bagarre des pilotes, à celles des constructeurs s'ajoute un match de moteurs qui transforme, pour l'essentiel, le championnat d'Europe en confrontation franco-allemande. Car cette année, B.M.W. a perdu son quasi-monopole dans la fourniture des moteurs de formule 2.

En pleine concurrence

Le nouveau venu est le V8 Renault qui, pour l'instant, supporte bien la comparaison avec le groupe allemand, malgré un léger handicap dans le domaine de la puissance. Preuve en est, la double victoire de Hans Stuck et de Maurizio Flammini sur leurs March-B.M.W. dans les deux premières courses disputées à Hockenheim et à Thruxton. Mais les monopoles à moteur Renault sont montrées assez compétitives pour qu'à l'avenir le rapport des forces soit inversé, au gré des circonstances.

Le Renault V8 2 litres, de formule 2, qui est la base de la nouvelle génération de moteur de course de la Régie (2 litres turbocompressé pour

De notre envoyé spécial

les prototypes, 1,5 litre turbocompressé pour la formule 1) a été confiée, en pleine concurrence — du moins en début d'année — à deux équipes bien distinctes. Tico Martini (établi à Magny-Cours dans la Nièvre), champion d'Europe avec Jacques Laffite, engage Patrick Tambay et René Arnoux.

L'autre équipe dispose d'Elf 2, confiée à Jean-Pierre Jabouille et à Michel Leclère. La concurrence dans la technique de construction de ces deux types de voiture aura sans doute un prolongement en formule 1, si tous les projets se réalisent. L'Elf 2 est en fait une Alpine qui cache son nom — donc une Renault — et c'est sur un châssis Alpine qu'ont eu lieu récemment les premiers essais de la formule 1 de la Régie. De son côté, Tico Martini a, semble-t-il, accepté

l'idée de se lancer aussi dans la grande aventure. Leur moteur sera le Renault 1.5 turbocompressé.

Pour l'heure, en formule 2, l'adversaire à battre reste March et B.M.W. : le score est de deux à zéro en leur faveur.

FRANÇOIS JANIN.

Championnat d'Europe de formule 2, à Thruxton (Angl.) : 1. Flammini (March-B.M.W.), 2. Leclère (March-B.M.W.), à 22 sec. ; 3. Tambay (Martini-Renault), à 23 sec. ; 4. Cheever (March-B.M.W.), à 28 sec. ; 5. Hoffmann (March-B.M.W.), à 1 tour, etc.

An Kanya, le Safari Rallye (ex-B.A.T. African Safari) a été enlevé par Joginder Singh devant Rohin Uiyate et Andrew Cowan. Tous trois conduisant des voitures japonaises Lancer 1600.

FOOTBALL

Le comité directeur de l'A.S. Saint-Étienne conteste que l'équilibre financier du club soit lié à son maintien en Coupe d'Europe

M. Roger Rocher, président de l'Association sportive de Saint-Étienne (A.S.S.E.), nous prie de faire état du communiqué diffusé par le comité directeur de son association à la suite de l'article de Gérard Albou paru dans « le Monde » du 6 avril dernier. Cet article, intitulé : « Coupe

d'Europe : un concours financièrement vital pour Saint-Étienne », faisait état des difficultés d'exploitation que connaîtrait l'A.S.S.E. si, d'aventure, elle ne pouvait plus participer à la Coupe d'Europe. Le communiqué du comité directeur déclare notamment :

« L'Association sportive de Saint-Étienne étant maintenant la locomotive du football français, il est bien certain que cette réussite a fait naître beaucoup d'envies et de nombreuses jalousies. Le comité de direction, les techniciens supérieurs et les joueurs de l'A.S.S.E. ne le découvrent pas aujourd'hui. Dans la position actuelle de l'Association sportive de Saint-Étienne, parler de « faillite retentissante » et de « nécessité vitale de participation à la Coupe d'Europe » semble à coup sûr exagéré et à tout le moins prématuré.

« Les efforts déployés depuis plus de vingt ans par l'équipe de

direction de l'A.S. Saint-Étienne ont permis de mettre sur pied un édifice particulièrement solide aux points de vue sportif et administratif ; les résultats enregistrés au cours des dernières saisons sont la meilleure preuve de cette affirmation.

« La présence de l'Association sportive de Saint-Étienne et de son équipe de direction dans la Coupe d'Europe n'est pas un fait nouveau, puisque leur première participation remonte à 1957. Depuis cette date, l'Association sportive de Saint-Étienne est aujourd'hui à son trente-deuxième match de Coupe d'Europe, total auquel il convient d'ajouter quatre

matchs de Coupe des vainqueurs de coupe et deux matches de coupe de l'UEFA, soit un total de trente-six rencontres européennes dans cette période de vingt ans. Force est de constater que cette présence européenne lui a servi, grâce à la sagesse de sa direction, à se conforter au fil des années et à éviter les débordements qui ont été commis par certains autres clubs européens.

« L'aboutissement de ces efforts s'est particulièrement traduit dans la dernière décennie, au cours de laquelle l'A.S.S.E. a remporté six titres de champion de France et quatre coupes de France. Ces titres nationaux, complétés par les carrières européennes de ses deux dernières saisons, ont permis de renforcer une image de marque qui, quoi qu'il puisse advenir, et même en cas de non participation à une épreuve européenne, ne s'effacerait pas du jour au lendemain mais, au contraire, subsisterait pendant plusieurs années. Les statistiques, dont la direction a su se servir pour améliorer non seulement les recettes sportives, mais également celles extra-sportives, telles que publicités, actions promotionnelles en collaboration avec les industries, etc., ne sont donc pas un phénomène subit, provenant uniquement de la Coupe d'Europe, mais le fruit d'une ascension progressive dans tous les domaines.

« La politique générale de l'A.S. Saint-Étienne est toujours restée basée avant tout sur sa participation aux championnats de France et sa politique de rémunération également. S'il est certain que les résultats sportifs sont payés à leur juste valeur, il ne s'agit bien là que d'une rémunération proportionnelle aux résultats, offrant toute garantie de ne pas mettre le club en difficulté en cas de non participation à une coupe d'Europe, car, alors, les rémunérations se trouveraient automatiquement ramenées à la valeur des nouveaux résultats, le club continuant cependant à bénéficier de son image de marque. Par ailleurs, contrairement à beaucoup d'autres, et malgré ces présences au plan européen, l'A.S.S.E. n'a jamais déboursé de sommes énormes pour des engagements de joueurs, sa politique de formation lui garantissant la continuité de son effectif sans que se révèlent nécessaires de tels « investissements ».

« Cette réussite n'est donc pas le fait du hasard ; de nombreux articles de presse ont démontré que c'était au contraire le fruit d'un travail de longue durée, mené avec patience et obstination, pour l'application de plans et de programmes de gestion minutieusement réfléchis et adaptés à l'avance. Dans une entreprise, un risque de faillite apparaît lorsqu'il n'y a pas de gestion réaliste. Or, depuis deux ans, l'équipe dirigeante de l'A.S. Saint-Étienne possède son plan de gestion en cas de non qualification à la Coupe d'Europe, plan qui peut être appliqué immédiatement si besoin est, bien que, incontestablement, le club soit financièrement à l'aise.

« Que chaque club ait le courage de publier son compte d'exploitation réel, accompagné d'une prospective sur cinq ans, et nous verrons alors où peut être le risque de faillite... »

« Bon au mal, et en raison de son prestige, nous connaissons chaque saison une vingtaine d'articles à l'A.S. Saint-Étienne. Les réactions abondent, il est normal que M. Rocher nous ait jusqu'ici gratifié d'un silence modeste. Il réagit aujourd'hui, et nous lui donnons acte de la bonne marche de son entreprise sportive, mais la seule explication par Gérard Albou sur les chiffres de la Coupe d'Europe intervenant cette année, directement ou indirectement, pour plus de 30 % du budget de l'A.S.S.E., n'est-elle pas en droit de s'inquiéter pour l'avenir du club au cas où il ne figurerait plus dans les compétitions européennes ? Sur ce point, se sent-il compte en définitive, les chiffres que nous citons ne sont pas contestés et le comité directeur de l'A.S.S.E. ne nous a pas répondu. — F. S. »

Tennis

GUILLERMO VILAS
VAINQUEUR A MONTE-CARLO

Devant un nombreux public en dépit du temps pluvieux et nuageux, Guillermo Vilas n'a eu aucun mal à gagner le tournoi du Monte-Carlo Country Club en disputant du Polonais Wojtek Fibak (6-1, 6-1, 6-4). Ne commettant aucune faute, drivant inlassablement ses grands revers liés avec son geste de faucheur, le gaucher argentin ne quitta pour ainsi dire jamais la ligne de fond d'où il transperçait son adversaire quand celui-ci se risquait à la volée. Sa victoire fut aussi étonnante que celle d'Orantes devant Herriot l'an dernier.

Avis aux petites et moyennes entreprises

Avec ses nouveaux programmes de gestion commerciale, l'ordinateur IBM 32 peut être opérationnel très rapidement.

Il est évident aujourd'hui qu'une entreprise ne peut vivre et se développer qu'à partir d'une gestion rigoureuse. Une gestion fondée sur des informations nombreuses et précises que seul l'ordinateur peut exploiter instantanément.

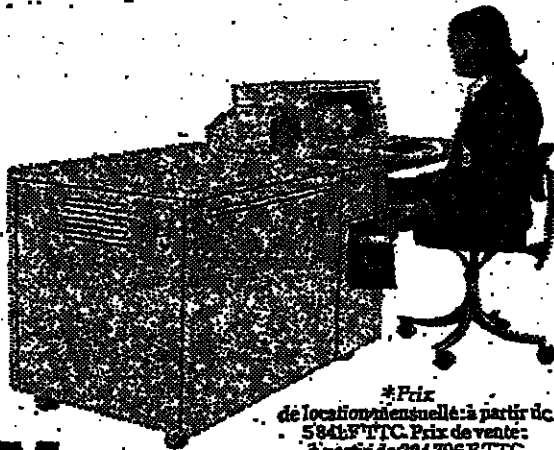
C'est pour permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser une telle gestion qu'IBM a conçu le plus petit et le moins onéreux de ses ordinateurs, le 32. Bénéficiant des technologies les plus avancées, il offre, malgré son faible prix, de larges possibilités de traitement.

Pour que celles-ci puissent être mises en œuvre facilement, IBM a préparé des Programmes Nationaux d'Applications (PNA) qui couvrent les fonctions clés de la gestion commerciale : la facturation, les analyses commerciales, la comptabilité-clients, et la tenue de stocks.

D'une conception originale, ces programmes s'adaptent à vos besoins en vous permettant de choisir parmi des dizaines d'options qui se combinent entre elles, celles qui répondent le mieux à votre cas particulier.

Pour vous offrir des outils de gestion dignes de ce dernier quart de siècle, IBM a investi pour vous dans un travail considérable d'études des besoins, de conception, d'analyse et de programmation. Vous pouvez maintenant bénéficier de la simplicité du résultat.

Avec les PNA 32, vous ferez de la gestion informatique sans être informaticien.



*Prix de location mensuelle à partir de 594 F TTC. Prix de vente à partir de 224 796 F TTC.

IBM

Division des Systèmes de Grande Diffusion

L'ordinateur IBM 32 et ses nouveaux programmes "prêts-à-gérer". Pour aller vite, en confiance.

Si vous désirez des informations complémentaires ou une démonstration, téléphonez au centre régional IBM le plus proche :

PARIS et région parisienne : M. Lotin
Tél. : 776.43.43 - poste 8.000
Tour Sébastien, La Défense
20, av. André Prothin - 92081 Courbevoie
BORDEAUX : M. Ferra - Tél. : (66) 08.84.85
351, bd du Président Wilson - 33200 Bordeaux
LILLE : M. Boulet - Tél. : (20) 51.92.54
250, av. de la République - 59019 La Madeleine

LYON-ECULLY : M. Du Fayet de la Tour - Tél. : (78) 33.81.70
21, Chemin de la Sauvagerie - 69130 Lyon-Ecully
MARSEILLE : M. Stern - Tél. : (91) 75.07.27
2, bd de Gabès - 13295 Marseille
NANTES : M. Vilette - Tél. : (40) 75.47.75
114, av. de la Libération - 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire
STRASBOURG : M. Franck - Tél. : (88) 81.48.15
16, rue de Leicester - 67084 Strasbourg

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5167.

سكرا ت الامل

THEATRE D'ORSAY



C. RENAUD-BARRAULT

à partir de ce soir
du 20 au 24 à 20 h 30

Groupe

de Recherches Théâtrales
de l'Opéra de Paris

Carolyn Carlson

dimanche 25 à 11 h

concert

dimanche matin

dimanche 25 à 15 h

Florencia Raitzin

Jean-Pierre Wallez

cours d'interprétation-concert

PETIT ORSAY

à partir de ce soir

du 20 au 25 à 19 h 30

Pedro Soler

flamenco

jusqu'au 15 mai

Portrait de Dora

Hélène Cixous

tous les soirs à 20 h 30

sauf dimanche et lundi

matinées dimanche 18 h 30

7, quai Anatole-France - Tél. 548.65.90

THEATRE LA BRUYERE

Tous les soirs, à 21 h

(sauf dimanche et lundi)

« Un métrage moderne, un

captivant contre plein de vert

et d'humour. »

Le Figaro.

BEN ZIMET

CHANTS ET CONTES YIDDISH.

Contes yiddishiques

en français

Dimanche matinée, 17 h

Loc. TRI. 76-29 et Agences

CHAILLOT

THEATRE NATIONAL
Grand Théâtre

La Mama

de New York

Andrei Serban

Elizabeth Swados

La bonne âme de St-Tchouan

de Bertolt Brecht

Version anglaise d'Eric Bentley

du 28 au 30 avril

727-81-15

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

du mercredi 21

au mercredi 28 avril

Représentation supplémentaire

Judi 29 Avril

ballet du xx^e siècle

NOTRE FAUST

de

MAURICE BEJART

Places disponibles

pour toutes représentations

Location au théâtre de

11 h à 17 h 30

toutes agences

et par tél. 225.44.36

LE MARAIS

22, r. du Temple

Tél. 78-57-46

Métro Hôtel-de-Ville

LES TRANSPLANTÉS

de PERCY MATAS

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

Vendredi 1 mai, 20 h 30

MAURIZIO POLLINI

QUARTETO ITALIANO

BRANCO : Quintet Op. 34 - Quatuor - 3 Intermezzi

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« LA FEMME DU DIMANCHE » de Luigi Comencini

A l'origine, un roman savoureux de Fruttero et Lucentini, deux journalistes qui habitent Turin et connaissent la ville comme leur poche. (Bertrand Poirot-Delpech en a parlé dans son feuilleton du Monde des livres du 28 juillet 1973.)

Vieille cité provinciale enfermée dans ses collines, Turin est devenue en un demi-siècle un immense centre industriel. Un dieu turinois et tout-

puissant, la Fiat, y règne, et c'est à ce dieu que la ville doit sa métamorphose. Métamorphose qui a provoqué l'immigration massive de travailleurs méridionaux (on parle sicilien dans certains cafés) et l'enrichissement d'une grande bourgeoisie, aujourd'hui cloîtrée dans ses quartiers résidentiels, où elle cultive avec délices le snobisme, les querelles byzantines, et les intrigues d'alcôve. C'est cette bourgeoisie que dépeint la livre avec une ironie mordante. Elle reste la vedette du film.

L'imbroglie politicière qui sert de fil conducteur au récit est passablement obscure. Pourquoi l'architecte Garone, a-t-il été assommé avec un phallus de pierre ? Qui, parmi les suspects, pouvait avoir intérêt à se débarrasser de ce pique-assiette créateur et méprisé de tous ? C'est le problème. A vrai dire, on ne s'en préoccupe qu'à médium terme et quand l'énigme est résolue, il y a beau temps que la victime est oubliée.

Ce n'est donc pas l'enquête du commissaire Santamaría qui constitue le sujet du film. Ce sujet, ou du moins ce qu'on en retient, c'est la découverte, que fait Santamaría, modeste fonctionnaire venu du Sud, du beau monde turinois. Découverte respectueuse et prudente qui le mène de la stupéfaction au désarroi. Santamaría ne comprend pas grand-chose à ces être fuyants, inconsistants et cyniques, qui le reçoivent avec mille gentillesses, le déconcertent par leurs paillassons de Martiana, et trouvent prodigieusement comique qu'on puisse les soupçonner. Que cachent, par exemple, la belle Anna Carla, épouse d'un riche industriel, et son confident ? Massimo, un homosexuel présentement acouliné avec un employé de mairie ? Rien, absolument rien. Tout est limpide chez Santamaría, patauge, et patauge d'autant plus qu'il éprouve pour Anna Carla les troubles sentiments du ver de terre amoureux d'une étoile.

Il y a de la verve et de l'humour dans cette peinture d'un milieu social décadent, dans cette galerie de portraits dessinés à grands traits incisifs. La scène où Anna Carla et Massimo invitent Santamaría à déjeuner, celle qui montre la jeune femme brisant net les rêves du commissaire, après s'être donnée à lui, illustrent bien le propos de Comencini. Malheureusement tout n'est pas de cette encre et quand Comencini est obligé de quitter ses héros pour revenir à l'enquête, l'abondance des personnages secondaires (vieilles dames agressives, artisans travaillant dans l'obscurité, putains vociférantes, marchands de tableaux roublards, etc.) et la prolifération des incidents dramatiques alourdissent la marche du film et condamnent le réalisateur au schématisme.

Comparée aux réussites de Comencini (son Casanova, Un vrai crime d'amour), la Femme du dimanche apparaît comme un film mineur. A la fois trop pesant et trop superficiel. Mis en scène avec élégance, ponctué de pages qui font mouche (le balayeur et l'alfumette), mais par ailleurs bavard et brouillon. On s'ennuie. On, tandis qu'on applaudit la radieuse beauté de Jacqueline Bisset, la solide talent de Marcello Mastroianni, on s'étonne un peu de la pâleur de Jean-Louis Trintignant. Bref, le chaud et le froid, le pour et le contre. Un demi-succès, un demi-échec.

JEAN DE BARONCELLI.

* U.G.C. Normandie, Cinéma Écoles (V.O.). Cinéma, Miramar, Napoli, Ombra, Liberté, les Trois Sécrétaires (V.O.).

■ La projection du film « L'Olivier », le 21 avril, vers 22 heures, au cinéma Le Marais, sera suivie d'un débat en présence d'un ouvrier, d'un ancien déporté et d'un paysan-travailleur, qui ont participé au tournage. (Le Marais, 20, rue du Temple, tél. 378-47-56.)

■ « L'Olivier », du collectif Cinéma-Vincennes, de « Le Pals », de Gérard Guérin, ont été primés à l'issue des Journées cinématographiques d'Orléans. Les réalisateurs ont reçu respectivement 18 000 mètres et 15 000 mètres de pellicule.

■ Le secrétariat national à l'action culturelle du P.S. organise, les 24 et 25 avril, à la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône, des rencontres cinéma-photographie. Les « tables rondes » du samedi après-midi et du dimanche matin seront suivies, le dimanche, en fin de journée, par une synthèse des travaux, effectuée par M. Dominique Taddei.

■ Une série de courts métrages est présentée par le groupe Pathé-film à l'atelier de cinéma de la Maison des Jeunes et de la culture de Vincennes. Elle durera jusqu'au jeudi 20 avril. Les films proposés ont été montrés en 1975, au cours des Rencontres cinématographiques de La Rochelle, Toulon, Belfort et de Val-de-Marne.

* Théâtre Daniel-Sorano, 16, rue de Pathé, Vincennes. Tél. 305-73-74.

Expositions

Nouveau regard sur les « empreintes » de Recalcati

A première vue, le beau temps pascal ne sert pas la peinture de Recalcati exposée au CNAC. Cent vingt-trois toiles interrogatrices dont le tristesse vous saisit à la gorge. En vérité, l'euphorie solaire fait encore mieux ressortir le climat nocturne et enfiévré, quel carcéral, de ces tableaux qui attendent, tapés dans la lumière amorphe des salles, avec leurs bruns terre de Sienne cloyant ici et là le tragique. Ils ont été peints en 1960-1962 par un jeune homme de vingt-deux ans au visage rimbalde. Des traces de corps imprimées sur la peinture fraîche, des fragments de corps et des vêtements y échoient avec une force suggestive vitale in monde d'angoisse et de révolte.

Depuis, l'œuvre d'Antonio Recalcati, né en 1938 à Brasso près de Milan, mais vivant à Paris, ne s'est plus offerte à nous que par séries doublées d'un discours sur la société. C'est aussi cet « engagement » qui explique ses tableaux collodés avec Gilles Allaud et Araya durant les années 60. Recalcati est un peintre qui a grandi durant cette décennie où l'avant-garde à Paris, à Milan ou à New-York avait découvert le territoire de la peinture politique, pour faire du tableau une page où l'art entendait se confondre avec la vie, la vie quotidienne.

Recalcati n'avait que sept ans en 1945. La vie sans « art », voire les privations des enfants de terrain vague des cités italiennes de l'après-guerre, il a bien connu tout cela. C'est ainsi qu'à l'âge où d'autres apprennent difficilement les techniques du faire lui, invente ses moyens et peint cette série de tableaux noirs et énigmatiques sur l'homme, l'homme quelconque, présent à travers un langage symbolique, dont il a d'emblée mené la découverte et l'accomplissement. Peinture parfois — mais pas toujours, — à tension élevée, chargée de colère latente et aussi œuvre qui, ayant été bien portée, semble se faire toute seule, avec une grâce paradoxale, si l'on peut dire.

Ici, le renouvellement était un retour à une attitude primitive. Tel l'homme des cavernes, Recalcati a fait ces tableaux à la suite d'un corps-à-corps avec sa toile, où la peinture est littéralement « empreinte » de ses mains et de ses vêtements pour lui faire dire ce qu'il avait d'indicible à dire. Acte

Depuis, Recalcati n'a, on peut le dire, rien peint d'aussi fort. Lorsqu'il a glissé du côté des tableaux collectifs, manifestes plus illustratifs que bouleversants, la tension de son discours a changé, et sa tension interne avec l'indéfini porté par certains artistes sur le cas Francis Bacon, peintre de sa propre aliénation, indique la nature du nouveau regard que portent certains artistes sur eux-mêmes. Ce dont témoigne la « réinvention » de ces tableaux de Recalcati, qui n'avaient jamais été montrés à Paris.

JACQUES MICHEL.

* Au CNAC jusqu'au 10 mai.

■ Les Empreintes de Recalcati, 1960-1962 par Alain Joutroy. Album illustré en noir. Edité chez Christian Bourgois.

■ Une Foire de l'estampe contemporaine, organisée par Alpepro, Estampa 1976, aura lieu du 1^{er} au 5 octobre prochain à Grenoble. Elle sera ouverte aux éditeurs, musées, associations culturelles, diffusions, galeries, etc., ainsi qu'au public, qui pourra voir les tireurs d'estampes au travail.

SALLE GAYEAU - Mardi 27 avril à 20 h 30
WILFRID MAGGIAR
SCHUMANN - CHOPIN - MOUSSORSSKY - LISZT

MUSEE GUIMET - vendredi 23 avril - 20 h 30
NUIT DE LA QUATRA
Récital de chant
SONA GHAZARIAN
de l'Opéra de Vienne
Scriabin - Mozart - Schubert - Brahms - Komitas

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES - 11 et 12 mai, à 20 h 30
LONDON SYMPHONY ORCHESTRA
Dir. A. PREVIN Sol. V. ASHKENAZY
11 mai : BEETHOVEN - PROKOFIEV 12 mai : BACHMANINOV - BEETHOVEN

UNE DATE A RETENIR : JEUDI 20 MAI à 21 h.
Concert exceptionnel au profit des « CHANTIERS DU CARDINAL »
REQUIEM DE BRAHMS
dans NOTRE-DAME illuminée
Location ouverte le 20 avril : Durand et Parvis (WERNER)

ELYSEES LINCOLN - QUARTIER LATIN
ST-LAZARE PASQUIER - GAUMONT CONVENTION
TRICYCLE ASNIERES

Les Fleurs du Miel
Brigitte Fossey
Gilles Segal
un Film de Claude Faraldo

demain
COLISEE · FRANCAIS · HAUTEFEUILLE · DRAGON · GAUMONT-CONVENTION
MONT-PARNASSE-PATHE-CARAVELLE-GAUMONT-GAMBETTA
VELIZY 2 Velizy TRICYCLE Asnières MULTICINE Champigny
BELLE EPINE Thiais FRANCAIS Epignen PARLY 2 · GAUMONT Evry

COLUMBIA FILMS présente
UN FILM DE
MARCO FERRERI
GÉRARD DEPARDIEU
ORNELLA MUTI

La dernière Femme
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

UGC MARBEUF - ACTION CHRISTINE
ACTION REPUBLIQUE - OLYMPIC ENTREPOT
Et à partir de demain le **HOLLYWOOD BOULEVARD**

TOUT, TOUT de suite
the harder they come
avec **Jimmy Cliff**
un film de Perry Henzell

مركز الفنون
في القاهرة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	85,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	28,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

WATERMAN
crée le poste de

responsable recherche développement

Il est responsable d'une équipe de 15 personnes ayant pour mission :

- améliorer des produits existants (instruments à écrire)
- rechercher et développer de nouveaux produits.

Durant toute la vie du produit, il exerce sur celui-ci une responsabilité technique. Ingénieur de 30 ans minimum, il justifie d'une solide expérience dans les domaines suivants : plan de développement produit, programme d'essai, coordination de recherches, avant-projet, projet, réalisation de prototypes, analyse de valeur. Les techniques concernées : petite mécanique, électromécanique, électronique.

Lieu de travail : NANTES

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence 423 AK.

egor 5, rue Meyerbeer 75005 Paris

GRUPE INDUSTRIEL
(1 MILLIARD DE C.A. - 2.000 PERSONNES)

PROJETEUR-CALCULATEUR B.A. CHEF DE GROUPE POSITION CADRE

pour son Département Bâtiments Industriels et civils en milieu rural.

Rattaché au chef de service études et devis, il supervise une équipe d'une dizaine de techniciens T.C.E. et dessinateurs et sera responsable des solutions techniques et de la tenue des délais pour les études de projet et de réalisation.

Ce poste exige une bonne connaissance des études de génie civil, des techniques de calcul par ordinateur de 3 à 10 ans d'expérience, la connaissance des autres C.B. et de l'anglais technique (lecture) sera appréciée.

Lieu de travail : grande ville du Nord.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et références à n° 1838, PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

CHEF COMPTABLE

LOIRE F 70 000

Société industrielle à activités multiples dépendant d'un puissant groupe américain, recherche un Chef Comptable.

La fonction consiste à :

- Contrôler les éléments comptables émanant des unités et établir les C.E. par unité et par département.
- Fournir les états nécessaires à la maison mère.
- Superviser la comptabilité fournisseurs.
- Assurer les déclarations fiscales et sociales.

Ce poste d'avenir conviendrait à un très bon comptable ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience au sein de sociétés utilisant des méthodes anglo-saxonnes à l'aide de moyens informatiques.

Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

La rémunération sera de l'ordre de F 70 000 annuelle s'ajoutant des avantages sociaux intéressants.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et références sous réf. 22.215 M à C.E.S.F., 3, av. Perceval, 75008 Paris — Réponse et discrétion assurées.



P.M.E. CONSTRUCTEUR
DE BIENS D'EQUIPEMENT
(constructions soudées, mécanique, automatisée)

région CHARTRES

chef des ventes E.S.C.

ou équival., qui, en rapport avec la Direction, assurera la réalisation des objectifs. Disposant de responsabilités variées et très larges, il aura :

- 5 personnes sous ses ordres, dont deux cadres.
- Expérience de la vente de plusieurs années indispensable.
- Déplacements courts durée France et étranger.

Première lettre avec seulement l'adresse sous référence 13.

Nous retournerons notes d'informations sur le poste.

ATELIERS DU LOIR
B.P. 6 - ILLIERS COMBRAY 28122

Importante Société de Bonneterie, située à LILLE, possédant une excellente image de marque par la qualité de ses produits, recherche

cadre commercial

chargé du développement des ventes à l'étranger

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il lui sera confié dans un premier temps les responsabilités de l'information des différents agents ou représentants, du contrôle et du développement de l'A. export, dans le cadre des marchés Allemands et Anglais.

Après un minimum de 32 ans, possédant une solide formation (E.S.C. par exemple) et/ou ayant acquis une expérience de la vente d'articles manufacturés textiles ou de marchandises, le candidat devra posséder les qualités de dynamisme et de rigueur nécessaires au bon accomplissement des missions qui lui seront confiées. La maîtrise courante de l'anglais et de l'allemand est indispensable à la fonction. Le candidat devra se situer dans la métropole NORD.

Env. C.V. photo et références s/réf. 241 M

Cabinet Jean Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre 75017 PARIS

Important BUREAU d'ETUDES
Est LYON recherche

ingénieur paysagiste

POUR : • élaboration études de paysages au sein d'une équipe chargée d'études d'urbanisme.

Expérience professionnelle souhaitée.

technicien supérieur

POUR : • assistance Ingénieur trafic routier • gestion système de racemement de la circulation.

Adresser C.V. et photo au Département des Etudes Urbaines, 109, Av. Salvador Allende 69672 BRON.

c.e.t.e.
lyon

Pour importante menuiserie industrielle - bâtiment

sise à SAINT-ETIENNE (LOIRE)

recherchons :

INGÉNIEUR CHEF D'ATELIER DE FABRICATION

ou Technicien haut niveau correspondant

ayant au minimum 5 années d'expérience et capable de secourir le Directeur dans le domaine technique et organisation.

Revue à : n° 33.315 - CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (17^e), qui transmettra.

Le Groupe bancaire

crédit universel

propose des postes de

adjoints aux directeurs

de ses agences de CHOLET ET MULHOUSE

Les candidats intéressés par d'autres régions peuvent également postuler.

Ces opportunités ne peuvent être offertes qu'à des candidats de formation supérieure possédant une première expérience commerciale en Crédit et/ou en Banque.

Ecrire avec C.V., photo et lettre manuscrite à Groupe du Crédit Universel - Direction de l'Exploitation, 51, bd des Dames 13242 MARSEILLE cedex 1.

Tél. 91.90.88 poste 255

Discrétion absolue et réponse assurée

CHEF DE SERVICE COMPTABILITE APPROVISIONNEMENT

Fabricant des instruments de navigation aérienne, la Société (2500 p. - 300 M de C.A.) recherche pour son établissement de CHATELERAULT un Chef de Service assumant simultanément la fonction comptable (comptabilité générale et analytique) et la fonction achat - approvisionnement. Le poste conviendrait à un homme de plus de 30 ans, possédant ces deux expériences.

28 rue Marbut 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 802 M.

ORGANISME NATIONAL
recherche

pour son centre pilote de Rouen

INGENIEUR INFORMATICIEN

expérimenté, qui se verra confier, au sein de la section études, la responsabilité d'application de gestion et de recherches de nouveaux marchés.

Connaissance COBOL ANS indispensable.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire avec C.V. détaillé s/réf. TC48

au C.E.T.E. de Rouen - Service de recrutement B.P. 247 - 76120 Grand Quevilly.

IMPORTANTE ENTREPRISE

recherche

PROGRAMMEUR confirmé - COBOL

Expérience de 3 à 5 ans. Connaissance du matériel IBM et Système OS.

Discrétion assurée.

Adresser curr. vitae détaillé, photo, références à : KAYAS, n° 11.837, B.P. 52, 4400 SAINT-NAZAIRE.

SOCIETE DE TRANSPORTS
ET DE MAGASINAGE

solidement implantée à l'échelon national

recherche

UN DIRECTEUR REGIONAL

(NORD - NORMANDIE - CHAMPAGNE)

Basé à Lille, il aura la responsabilité d'un secteur géographique (4 dépôts, 1 agence).

Le poste demande une sérieuse expérience professionnelle en transports, en gestion du personnel et en relations publiques et commerciales.

Ecrire avec C.V. sous référence No 52566, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INGENIEURS CADRES TECHNICIENS

Demandeurs d'emploi motivés pour poste plan international dans toutes branches industrielles vous proposons opportunités hors-pair

STAGE TROIS MOIS

A l'Institut de Formation au Commerce Extérieur

— Connaissance des marchés internationaux ;

— Transmission de votre « savoir-faire » à l'étranger ;

— Séjours perfectionnement en langue ;

— Préparation intensive au départ ;

— Conditions de vie des expatriés.

Nombreux contacts avec industriels pour favoriser débouchés.

Envoyer candidature et C.V. à I.F.C.E./S.I.F.O.P. B.P. 70 59400 DUNKERQUE

Une société spécialisée dans les

articles d'écriture, bien connue

dans sa profession, cherche un

ATTACHE COMMERCIAL

Région parisienne + qq. tournées extérieures.

40 à 50.000 F/an + frais réels

• Il visite les grossistes et détaillants en papeterie (dispose d'un fichier).

• Une première expérience de vente est nécessaire.

• Il est souhaitable d'habiter PARIS et d'avoir véhicule et téléphone.

Env. CV + app. actuels (réf. 17) à

SCHNEIDER RECRUTEMENT

52, rue Molière - 69006 LYON

Important Groupe Stés de Transport

du Nord de la France

recherche

INGENIEUR formation IBM ou equiv.

ayant quelques années d'expérience dans l'Industrie. Dynamique, doit avoir le goût des contacts humains et commerciaux. Appelé après une période de formation à occuper le poste de Directeur de l'une de nos Sociétés, il devra pouvoir lui succéder dans les deux années environ. Véhicule et logement assurés.

Ecr. avec C.V. et prêt., se le n° 8.839 à « le Monde » Publicité, 4, rue des Italiens, 75421 PARIS (9^e).

SOCIÉTÉ DE VENTE AU DÉTAIL

RECHERCHE

POUR RÉGION NORMANDE

DIRECTEUR DE MAGASIN DE PRÊT-A-PORTER

Rémunération : 200.000 francs

Une solide expérience du style jeune de la profession est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec photo et C.V. sous le n° 6218 à « le Monde » Publicité, 4, rue des Italiens, 75421 PARIS (9^e).

Discrétion assurée.

GRUPE BANCAIRE PRIVE

recherche pour sa Direction Régionale de

TOULOUSE

technico-commercial

CLASSE IV ou V

possédant une bonne formation bancaire et une expérience confirmée des crédits à l'entreprise. Le candidat devra associer à des qualités de dynamisme commercial le sens du risque et une aptitude aux relations humaines.

Ecrire avec C.V., photo et références sous référence 10.451 M

plein emploi 10 rue du mal paris 2

RECHERCHE

DIRECTEUR

ENSEMBLE SOCIAL

M. Ent. (sarc. 10-15 ans) et F.I.T. Dipl. Educ. Sup. - Esp. gest. Env. lettre manuscrite et C.V. à Caisse Allocation Fam., B.P. 672, 1104 Carcassonne Cedex.

Société de service et Conseil aux artisans et P.M.E. s'implantent progressivement sur le territoire national.

recherche

DIRECTEURS

DÉPARTEMENTAUX

pour département

13, 33, 35, 38, 44, 54, 66, 69, 70, 77, 84, 87, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99.

Licence en droit ou équivalente. Bonnes connaissances fiscales et gestion. Travail indépendant. Caution exigée. Envoyer C.V. + photo, à Cabinet-Corail, Gilbert, 21, av. de la République, 93000 AUBERVILLIERS.

Organisme de formation permanente recherche : INGENIEUR expérience transformation aux métiers de la viande. Sans des contacts et des relations publiques. Sans de l'organisation et travail en équipe. Envoyer C.V. photo et références AS. PO B.P. 251 SAINT-SRIEUC 22004.

Organisme Conseil Prévention des accidents recherche :

PSYCHOLOGUES

Maîtrise indispensable, orientation industrielle si possible, pour missions psychotechniques en entreprises sur régions NANCY - BESANCON - CAEN - BORDEAUX - TOULOUSE.

Ecrire avec C.V. et références à : A.I.N.F., B.P. 139 97112 SECLIN.

offres d'emploi

SOCIETE DES CEMENTS FRANÇAIS

22 usines - 4500 personnes

1,4 milliard de C.A. - recherche pour la région parisienne et la province

2 jeunes ingénieurs

(X, Centrale, A.M. ou Ecole d'Ingénieurs)

pour prendre en charge sur le terrain des responsabilités de production :

ils assurent le fonctionnement et le suivi des installations existantes.

ils participent à l'amélioration des unités de fabrication et aux études des nouveaux investissements.

Leurs qualités d'homme, leur volonté d'aboutir et le goût du travail en équipe comptent autant que leur formation d'ingénieurs.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Avantages sociaux - Logement assuré.

Env. lettre manus. CV et photo s/réf. 7438

PL Pierre Lichon 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Pour renforcer

SON SERVICE EXPORTATION

864 français spécialisés dans la fabrication de

ROTATIVES OFFSET

recherche :

INGENIEUR COMMERCIAL

Ayant une parfaite expérience dans la vente de ce type de matériel, il sera chargé de visiter régulièrement la clientèle étrangère avec l'appui d'un réseau d'agents locaux et doit être capable de négocier au plus haut niveau. Ses déplacements pourront être de l'ordre de 30 % de son temps.

Connaissance de l'anglais indispensable, Allemand ou autre langue appréciée.

Ecrire avec C.V. et références à n° 52.851, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-17^e, q. et.

offres d'emploi

CENTI

recherche pour grands projets

AÉROSPATIAUX EN EUROPE

- **INGÉNIEURS**
- **ANALYSTES**
- **PROGRAMMEURS**

ayant une expérience pratique des techniques aéronautiques, de l'analyse numérique et de l'automatique électronique en FORTRAN ou en ASSEMBLEUR sur mini-ordinateurs, notamment.

- **UN INGÉNIEUR HAUT NIVEAU**

Expérience de la conception d'outils de mise au point de systèmes en temps réel. Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

- **UN INGÉNIEUR**

Connaissances théoriques de la commande, expérience simulation analogique et hybride.

- **DEUX ANALYSTES**

Connaissances des problèmes thermiques et thermodynamiques en connaissance en aérodynamique.

- **UN ANALYSTE SYSTÈME**

Expérience des calculateurs hybrides. 2 ans de pratique des logiciels temps réel.

- **TROIS ANALYSTES - PROGRAMMEURS**

2 ans de pratique de l'analyse numérique. Connaissances en électronique et si possible télécom ou expérience des processus aléatoires et possible dans les études de fiabilité ou expérience des problèmes graphiques.

- **UN PROGRAMMEUR**

Pratique de FORTRAN, bonne connaissance des problèmes d'exploitation et de mise à jour des bibliothèques de programme.

La plupart des postes sont à pourvoir hors de France.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à CENTI, 128, r. de Rennes, 75006 PARIS. Discretion assurée. Il ne sera répondu qu'aux candidatures correspondant aux profils décrits.

GRACE

Filiale du Groupe Multinational WR GRACE

proximité Rambouillet

recherche pour son Centre Européen de Traitement de l'Information, équipé d'un IBM 370/135 et de terminaux joints, effectif + de 40 personnes

ANALYSTE de haut niveau

Formation supérieure : grande Ecole d'ingénieurs, de Commerce ou maîtrise universitaire.

Capable par sa personnalité, ses qualités d'organisateur et d'animateur, d'assurer à court terme la responsabilité d'une équipe de concepteurs hautement qualifiés.

Une solide expérience dans la conception de systèmes de gestion, de préférence dans une société internationale, est indispensable.

La connaissance parfaite de l'anglais, lu, écrit, parlé est impérative (interview en anglais).

Adresser lettre de candidature en anglais, CV et prétentions à Francis RAMON, Division des Relations Humaines GRACE, BP 10 - 28230 EPERNON

Le Centre de Recherche d'un grand Laboratoire Pharmaceutique recrute un

CHIMISTE ORGANICIEN

spécialisé en PHYSICO-CHIMIE ANALYTIQUE pour lui confier la responsabilité d'une unité de

CHROMATOGRAPHIE (phase gazeuse et liquide)

Il aura donc en charge l'animation et le fonctionnement de cette unité (5 techniciens) et s'attachera aussi à la mise au point de nouvelles méthodes en chromatographie.

Le candidat doit :

- être titulaire d'une maîtrise Es. Sciences
- avoir au moins 2 ans d'expérience en chromatographie
- lire l'anglais.

Adresser CV + lettre manuscrite sous référence L.238 à

an.p.m. 488, rue de la Santé 75012 PARIS

offres d'emploi

MATRA

développe ses Activités Industrielles et recherches

● pour son projet SPACELAB

INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN

Grande Ecole : ESE - INPG - ENSÉEIH

- Il participe à la définition des essais du système de contrôle temps réel et aux essais en laboratoire d'intégration.
- Il travaille en étroite collaboration avec le groupe projet et est amené à avoir des contacts extérieurs.
- Le profil recherché concerne un ingénieur débutant à 2 ans d'expérience ayant déjà des connaissances en calculateur temps réel.
- La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Réf. NK 141

● pour ses activités AUTOMATISMES

INGÉNIEUR

Formation Aet M - CESTI

- Il est responsable de l'installation, de la mise en route et de l'assistance technique sur le site de machines automatiques pilotées par calculateur.
- Il assure l'encadrement et la coordination d'une équipe de techniciens.
- Il convient pour ce poste d'avoir une expérience d'environ 3 ans de la mise en route sur le site et une certaine polyvalence technique (mécanique, contrôle optique, électronique).
- Le poste est à pourvoir pour septembre 1976 et implique un détachement d'environ 2 ans dans la région de Montpellier.

Réf. NK 142

● pour son département MAINTENANCE dans le cadre du développement des activités systèmes temps réel.

INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN ISEN - ISEP...

- Il a de bonnes connaissances des mini calculateurs acquises si possible chez un constructeur.
- Il participe à la définition des systèmes sous l'angle de la "maintenabilité".
- Il définit les méthodes et les moyens pour assurer la maintenance.
- En relation étroite avec les clients, il participe à la gestion technique du matériel.
- Le poste peut évoluer vers une fonction d'ingénieur d'affaire ou un poste avec des responsabilités d'encadrement de techniciens.

Réf. NK 143

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

- Il assure la maintenance en clientèle de systèmes équipés de calculateurs industriels.
- Pour ce poste, il convient d'avoir une expérience de plusieurs années de ce type de matériel.

Réf. NK 144

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES DEBUTANTS

BTS ou DUT Automatisme

- Ils reçoivent une formation d'environ 3 mois sur les systèmes faisant appel à des techniques récentes (mini calculateurs - micro-processeurs).
- Après formation, ils seront orientés sur des postes de maintenance ou d'assistance technique des systèmes installés en France et à l'étranger.
- Les postes sont à pourvoir pour septembre 1976 et concernent les candidats libérés des obligations militaires et titulaires du permis VL.

Pour tous ces postes, il convient d'avoir une bonne maîtrise de l'anglais (sur tout poste Ingénieur Electronicien)

Réf. NK 145

Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence du poste.

MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VÉLIZY

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., filiale d'une des plus importantes sociétés chimiques au monde, crée au siège, à Paris, le poste d'

auditeur interne

La vérification des comptes de la Société, effectuée au contrôle interne, le respect et la régularité des procédures comptables et financières en vigueur seront partie de sa mission traditionnelle.

Après une période d'adaptation, il sera également chargé de l'audit interne d'une filiale en Espagne.

La fonction en elle-même et l'appartenance à un groupe multinational nous obligent à être sélectionnés sur le plan de la formation (D.E.C.S. ou niveau équivalent) que de l'expérience (5 ans minimum dans un cabinet d'audit international ou à un poste similaire), ou simplement des qualités comme le tact ou la diplomatie.

L'anglais doit être pratiqué comme une seconde langue maternelle et l'espagnol peut l'être.

Adresser CV et prétentions sous réf. 304 à DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. - Département du Personnel 8, rue de Vienne, 75006 PARIS.

IMMOBILIER

Cabinet de conseil et de collaboration

avant expérience en conseils, approfondies : juridiques, économiques, fiscales.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, Service Recrutement LA PROVIDENCE 54, rue de la Victoire, Paris-9.

INGÉNIEURS AFFAIRES

pour suivi et contrôle de chantiers industriels :

- CHIMIE
- PAPIERIE
- SIDÉRIE

ANGLAIS SOUHAITE

Postes à pourvoir à PARIS

Envoyer C.V. et photo, 118/AL à A.M.P., 20, rue Olivier-Servais, 75015 PARIS, qui transmettra.

TRONDEL

44, rue de la Boissière, Paris (89)

SERVICES MARCHÉS ET EXPORTATIONS

collaborateur éventuellement débutant pour suivi administratif et financier de contrat

Postes à pourvoir

Tél. M. Keller : 522-19-09 ou adresser curriculum vitae.

AGENTS DE MANDATEMENT

pour gestion central - suivi du contrat - Juridiction - facturation

Service de personnel, O.T.P., 5, r. Chate-Coe, 92001 Puteaux.

olivetti

Pour que l'Informatique entre dans l'Entreprise... simplement

Le traitement de l'information dans tous les secteurs et à tous les niveaux, par nos systèmes de gestion, est notre finalité.

Notre intervention dans les Entreprises débute par une phase de compréhension en profondeur de l'activité de l'utilisateur. Puis, nous proposons à notre interlocuteur sa solution.

Les ingénieurs commerciaux sont considérés, en fonction de cette démarche de vente, comme un facteur essentiel de notre développement : nous les choisissons parmi de jeunes diplômés de formation supérieure commerciale, ayant de préférence une première expérience professionnelle.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, Nantes, Reims et Nèvers.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. I.29 à Monsieur BASSAN, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

offres d'emploi

GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL

proche banlieue SUD-OUEST DE PARIS

recherche pour l'une de ses DIVISIONS COMMERCIALES spécialisée dans les ventes à l'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Il sera chargé des secteurs SCANDINAVIE et PAYS DE L'EST où il devra assurer de fréquents déplacements.

Il lui est demandé :

- d'être DIPLÔMÉ d'une école de CHIMIE ou d'une école d'INDUSTRIE ALIMENTAIRE
- de connaître l'ALLEMAND
- d'avoir quelques années d'EXPERIENCE COMMERCIALE

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée N° 52.174 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T. RECRUTE SUR-TITRES

6 DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(Polytechnique, Normale Supérieure, Centrale, ENSAE, HEC, ESSEC, INSEAD; Doctorat Eco - gestion - maths appliquées - Droit - 4^{ème} année DEUG mention sciences - Maîtrise de maths - Licence en droit ou sciences éco.)

AGE MAXIMUM 30 ANS

A la sortie de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications, vous exercerez en qualité d'ADMINISTRATEUR vos activités dans des secteurs très variés :

- programmation et études économiques
- organisation de la production
- fonctions financières et comptables
- politique et gestion du personnel
- études commerciales
- Informatique

CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 14 MAI 1976

Pour tous renseignements complémentaires et inscriptions s'adresser : Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications Direction du Personnel et des Affaires Sociales Bureau 82 20, avenue de Ségur 75700 PARIS

Tél. 566.31.37 - 566.23.31 - 566.27.59

INGÉNIEUR DÉBUTANT diplômé E.C.P. - E.S.E. I.N.A. - MINES - I.N.P.G.

Capable de s'adapter à la dure discipline d'un métier formateur mais comportant de nombreuses contraintes.

Ayant un tempérament dynamique et résilient, peut s'intégrer à l'équipe d'un

CABINET D'ORGANISATION ET DE CONSEIL D'ENTREPRISE EN FORTE EXPANSION

Si vous êtes Ingénieur diplômé Grande Ecole et si vous désirez en savoir davantage AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 306 à P. DOROL DELTA CONSEIL, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

attaché technico-commercial PARIS

Notre département situé au sein d'un groupe réputé en équipements industriels (C.A. 700 millions) recherche un

ATTACHÉ TECHNIQUE-COMMERCIAL RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES VENTES DE CANALISATIONS DE HAUTES PERFORMANCES, destinées à divers marchés français : Industrie, Marine, G.E.A., aéronautique.

C'est un technicien de formation ETACA ou IUT mécanique ou hydraulique, possédant l'anglais courant, doué d'un bon contact et de qualités de négociateur auprès d'une clientèle technique.

Une expérience commerciale est souhaitable.

Il faut prévoir 20 % de déplacements.

La fonction comporte des possibilités d'évolution.

Adresser lettre de candidature avec rémunération souhaitée au Service 10472 M

plein emploi

156, boulevard Haussmann 75008 PARIS

العمل في المجال

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

technico-commercial export

Importante société de biens d'équipement industriel (C.A. 100 millions) BANLIEUE OUEST PARIS, recherche

ENI ou BTS électromécanique.

Ce jeune collaborateur, 27 ans minimum, aura la responsabilité de l'animation commerciale de nos filiales et nos agences à l'étranger et leur apportera l'assistance technique qui leur est nécessaire.

Déplacement de courte durée : 25 % du temps. TRILINGUE ANGLAIS, ALLEMAND nécessaire.

Salaire de départ : 75/80.000 F selon expér.

Ecrire avec CV détaillé sous réf. 10.478 M plein emploi 10, rue du mail PARIS 2ème

SERVICE DE MAINTENANCE

recherche

TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ

Domaine d'Application : Matériels de régulation de Trafic (T.V., Télétrans, Automatismes).

Zone d'Action : Département de la Seine-Saint-Denis.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à la Division de l'Exploitation de la Sécurité Routière et des Études Techniques BUREAU DU PERSONNEL 68, rue de Vincennes 94700 MAISONS-ALFORT

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Grande banlieue Nord recherche

JEUNE JURISTE

Licence en droit

Expérience : Procédure des problèmes juridiques appréciables ; Anglais courant.

ATTACHE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ENTREPRISE

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 6061

17, rue de Valenciennes 75001 PARIS, qui transmettra

CHEF DE PRODUIT

70.000 F/an +

Groupe international fabricant et commercialisant des cigarettes de renommée mondiale, recherche un Chef de produit en vue de renforcer son Département Marketing en France. De formation commerciale supérieure ayant une bonne connaissance de l'Anglais, le candidat doit avoir au moins 3 ans d'expérience de la fonction chez un fabricant de cigarettes ou dans une agence de publicité.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2455/M à BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 PARIS cedex 05

CADRE ADMINISTRATIF

pour gestion Service Commercial

rapports Clients - Pourcentages de rendement - suivi commandes et règlements - connaissance scientifique de base comptable. Connaissance parfaite anglais ou allemand obligatoire.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. P. 12 à : M. B. CORNILLE - 104 Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

Très Important Groupe recherche pour siège Paris

JEUNE ECONOMISTE

chargé d'études clientèle / produit. Biais de consommation durable.

Etudes menées à partir d'enquêtes. Suivi et organisation de ces enquêtes. Exploitation, interprétation des résultats. Rapports de synthèse.

Formation supérieure exigée de haut niveau : économique et statistique - Doct. Sc. Ec. ENSAE - HEC - ISUP - expérience similaire, 3 à 4 ans, impérative.

Large possibilité de carrière.

Ecrire C.V. et prétentions sous réf. 4282 à PARFANCE P.A. 4, rue Robert Esnault 75008 Paris qui transmettra

Importante Société de prêt-à-porter féminin de luxe recherche pour Paris

agent commercial

Homme de 28 ans minimum et d'excellente présentation, il parle couramment l'Anglais et possède une expérience professionnelle dans un domaine similaire.

Statut VRP - minimum 5000 F net.

Les candidats sont invités à adresser leurs curriculum vitae, photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET 2, rue Maréchal Paris 1er

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

CHEF DE SERVICE

connaissance indispensable de la réglementation des CRANES

Anglais souhaité

Ecrire sous la réf. 311 - Publi-Edit CHALMANDRIER, 76, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris, qui transmettra.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE (700 personnes)

Usine et Siège Région Parisienne recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Position assisté Cadres et Cadres après un an. Age : 25 ans minimum. Formation de Technicien en Mécanique Générale. Expérience de production et des relations avec la clientèle de produits industriels. Clientèle région NORD et EST. Résidences Région Parisienne. Rémunération forfaitaire, 12 mois, participation. Frais remboursés sur justificatif. Voiture de fonction.

Envoyez C.V. détaillé et photo et prétentions sous réf. 4113 B.A.F. Hall des Festes Annonces, 7 X - 44040 NANTES CEDEX.

Importante Société banlieue Ouest Paris, recherche pour son département INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEUR DE VENTE

• dynamique, • possédant sens de l'organisation et des contacts, • Formation Ingénieur électronique ou équivalent.

Expérience services relations clients appréciée, ou bonne connaissance marchés français informatiques et des automatismes en milieu industriel.

• Nombreux déplacements en France à prévoir.

Ecrire avec CV détaillé manuscrit, prétentions et références sous réf. 75-89 à emgey conseil 12, rue de Valenciennes 75001 PARIS

Importante Société de BIEN-ÊTRE recherche pour son Service Recrutement

PSYCHOLOGUE

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET AYANT UNE PREMIERE EXPERIENCE DANS LA FONCTION PERSONNELLE

Collaborateur direct du responsable du service il sera chargé du recrutement de collaborateurs, maîtres et cadres. A terme une évolution vers des responsabilités plus larges au sein de la société est possible.

Adresser un courrier convulsant en mentionnant prétentions de salaire sous la réf. 5.970 à : COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

CAISSE DE RETRAITE

et PREVOYANCE recherche

CHARGES DE MISSION

réunion : parisienne. Exécution : dynamisme, disponibilité, sens des contacts. Offres : fixe + commission + frais de déplacement. Evolution possible vers délégué régional.

Ecr. av. C.V. manuscrit, photo et réf. 75-89 à emgey conseil 12, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

KOROS

PAPIERS CARBONES, STENCILS RUBANS, ENCRE

recherche pour son Unité de Production à MEAUX - 77

ingénieur de fabrication

spécialisé dans l'induction du papier et des films.

Agé de 30 ans minimum, ayant une forte personnalité et une expérience industrielle et de commandement de plusieurs années, le candidat retenu aura la responsabilité de plusieurs ateliers d'induction et d'impression.

EMPLOI STABLE ET D'AVENIR LOGEMENT ASSURÉ.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prêt. à KOROS S.A. - Service de Personnel - 71, avenue de la Victoire 77109 MEAUX.

Importante Société Industrielle Région Paris-Nord recherche

CHEF COMPTABLE EXPERIMENTÉ

Téléphoner pour rendez-vous au 202-78-14, heures de bureau.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

Importante Société d'Instrumentation recherche

2 SECRÉTAIRES STÉNOGRAPHES

pour département commercial

Nombreux contacts téléphoniques avec la clientèle administration des ventes. Libres rapidement.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à n° 4.145, EMPLOIS D'ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS

Nous couvrons le recrutement de :

PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

Les Candidats devront nécessairement : • être bien connaître le DOS - VS et le PL/I ou RPO-2 ; • connaître si possible la programmation TC 500 ; • lire et parler l'Anglais.

Ces postes sont situés à PARIS

Env. lettre man. C.V. déta. photo et prêt. à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISE 8, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS, en rappelant la référence B.M. 3.782

Vous avez une bonne formation générale et - de préférence - l'expérience de la vente. Vous-avez-vous joindre à notre équipe

d'ATTACHÉS COMMERCIAUX

En 1976 : 80.000 à 90.000 F. En 1977 : 70.000 à 100.000 F (fixe + commission), et participer à l'expansion continue de notre activité de prestataires de services.

Prétentions et curriculum vitae à : ELIAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, n° 68.538.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

Importante Société de RESSOURCES HUMAINES recherche

SECRÉTAIRE ARCHIVISTE

immédiatement disponible, sachant taper, cultiver, apte synthétique, goût du classement, ordre, méthode, maîtrise informatique. Tél. 544-38-28, p. 07. Magazine américain recherche secrétaire/assistante bilingue français-anglais, steno pour service public, 225-12-48.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS

Nous couvrons le recrutement de :

PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

Les Candidats devront nécessairement : • être bien connaître le DOS - VS et le PL/I ou RPO-2 ; • connaître si possible la programmation TC 500 ; • lire et parler l'Anglais.

Ces postes sont situés à PARIS

Env. lettre man. C.V. déta. photo et prêt. à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISE 8, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS, en rappelant la référence B.M. 3.782

Nous sommes une société française de première importance

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables après un STAGE REMUNÉRÉ d'atteindre en quelques mois UN SALAIRE de 4.000 à 6.000 F net/mois.

Nous leur offrons : - une formation complète, - une activité stimulante, - un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire à PEAU NEUVE :

Tél. 248-31-35 pour rendez-vous

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

TRADUCTRICE TRILINGUE

Excellente connaissance du français et de l'espagnol. Dactylographe expérimentée.

Ecr. avec C.V. et prêt. à : EMPLOIS D'ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS

Nous couvrons le recrutement de :

PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

Les Candidats devront nécessairement : • être bien connaître le DOS - VS et le PL/I ou RPO-2 ; • connaître si possible la programmation TC 500 ; • lire et parler l'Anglais.

Ces postes sont situés à PARIS

Env. lettre man. C.V. déta. photo et prêt. à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISE 8, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS, en rappelant la référence B.M. 3.782

Très important groupe d'Assurances 1er arrêt recherche

SERVICE IMMOBILIER

30 ans minimum - de formation commerciale - ayant le goût de la décision rapide - travaillant sous la responsabilité directe du chef de service - des connaissances immobilières seraient très appréciées, - avantages sociaux, restaurant entreprise.

Envoyez C.V. manuscrit et photo n° 1861 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire-75.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

25 ans minimum. Habitudes aux contacts avec clientèle étrangère. Capable d'initiatives et d'assurances. Participera à la mise en place des différents services Sténodactylo française indésirable.

Tél. 790-42-10 pour rendez-vous ou 54 prêt. 3. F. de Normandie, 92000 ASNIÈRES.

Importante Société Electronique PARIS recherche

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

Formation supérieure. Expérimentés. Anglais indispensable.

Adr. C.V., prétentions et photo à : EMPLOIS D'ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS, qui tr.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

IMPORTATEUR

recherche pour son

STÉNOGRAPHES BILINGUES ANGLAIS

SECRÉTAIRE BILINGUE DÉBUTANTE

Bonne présentation pour Direction Générale. Avantages sociaux.

Tél. 790-42-10 pour rendez-vous ou 54 prêt. 3. F. de Normandie, 92000 ASNIÈRES.

UN HOMME

30 ans minimum - de formation commerciale - ayant le goût de la décision rapide - travaillant sous la responsabilité directe du chef de service - des connaissances immobilières seraient très appréciées, - avantages sociaux, restaurant entreprise.

Envoyez C.V. manuscrit et photo n° 1861 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire-75.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

DES CONTRÔLEURS DE DONNÉES

H. (départ. C.A.) ou F.

POSTES EXIGENT : - des connaissances réelles en matière de gestion, d'entre-prise et de comptabilité ; - un esprit ouvert à l'information ; - du sens commercial ; - un fort esprit d'initiative.

Formation permanente assurée par la Société Restaurant d'entreprise

Env. C.V. manuscrit, photo (ref.) et prêt. sous n° 1.104 à : 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

IMPORTATEUR

recherche pour son

STÉNOGRAPHES BILINGUES ANGLAIS

SECRÉTAIRE BILINGUE DÉBUTANTE

Bonne présentation pour Direction Générale. Avantages sociaux.

Tél. 790-42-10 pour rendez-vous ou 54 prêt. 3. F. de Normandie, 92000 ASNIÈRES.

Psychologue

fonction recrutement

Psychologue expérimenté pour le recrutement de personnel technique et administratif.

Tâches principales : Recherche de personnel pour les postes de techniciens, ingénieurs, etc. ; Analyse des besoins de l'entreprise ; Préparation des entretiens de recrutement ; Rédaction des fiches de poste ; Suivi des candidats ; etc.

Env. C.V. et photo et prêt. à M. J. LEBLANC, 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS.

IMPORTATEUR

recherche pour son

STÉNOGRAPHES BILINGUES ANGLAIS

SECRÉTAIRE BILINGUE DÉBUTANTE

Bonne présentation pour Direction Générale. Avantages sociaux.

Tél. 790-42-10 pour rendez-vous ou 54 prêt. 3. F. de Normandie, 92000 ASNIÈRES.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Les excédents de poudre de lait TROIS SCANDALES

Il y a quelques semaines les excédents de poudre de lait — plus de 1,5 million de tonnes, sans doute 1,6 million de tonnes avant la fin de l'année — se présentaient seulement comme la caricature de mécanismes confinant à l'absurde, ils sont désormais l'objet d'un triple scandale.

Scandale pour ceux qui ne mangent pas à leur faim. 400 000 tonnes de poudre vont être incorporées dans les aliments pour le bétail : 200 000 t. distribuées au tiers-monde au titre de l'aide alimentaire. « La part de la France dans les 400 000 t. de poudre de lait excédentaires en Europe doit diminuer du fait de l'incorporation de poudre, les Neut avait pensé accorder une aide au stockage privé de 250 000 tonnes de fève importée ; coût estimé de l'opération : 35 millions de francs. Le Parlement européen s'y est opposé. Les Neut doivent trouver une autre solution. Mais les États-Unis n'ont pas d'autre choix que de perdre leurs dérapages. Le secrétaire à l'Agriculture, M. Butz, et le représentant des États-Unis pour les négociations commerciales internationales, M. Venturi, ont menacé de déposer une plainte auprès du GATT pour pouvoir prendre des mesures de rétorsion, laissant quelques jours de réflexion aux Neut pour revenir sur leurs décisions.

Dans cette affaire, l'intervention des États-Unis est choquante. Au nom de quoi le C.E.E. devrait-elle acheter du soja américain ? L'Onco Sam a la mémoire courte : les exportations de fèves américaines ont été stoppées durant l'été 1972 sous prétexte que les États-Unis n'étaient pas un fournisseur interne suffisant, sans que l'on se préoccupe outre-Atlantique des conséquences sur l'équilibre européen. La Communauté se prive-t-elle l'occasion de rappeler aux États-Unis que la liberté du commerce mondial doit être le principe des échanges ?

La stricte vérité, réplique le Syndicat des Industriels de l'Alimentation (SINA),

DROIT SOCIAL

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. CONDAMNENT AVEC VIGUEUR L'AVANT-PROJET DE LOI SUR LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Dans un communiqué commun, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont rejeté l'avant-projet de loi sur les conseils de prud'hommes qu'a préparé le ministère du Travail. Selon les deux organisations, il s'agit d'une réforme « dangereuse, illusoires et inefficaces pour les travailleurs ».

Comme le signale la C.G.T. et la C.F.D.T., cet avant-projet de loi est « le septième depuis 1958 ». Les principales modifications que prévoit actuellement le ministère pour améliorer une institution qui est saisie des conflits individuels de travail sont les suivantes : généralisation territoriale des conseils, leur ressort étant départemental et non plus communal ; extension des possibilités de recours à tous les salariés, constitution d'un collège « cadres », financement des conseils par les départements et non plus les communes et coupé formation des conseils prud'hommes.

La C.G.T. et la C.F.D.T. estiment que « la parité salariés-employés » dans les conseils a été remise en cause par la création d'un collège spécial pour les cadres », elles constatent que « les engagements pris en divers circonstances par les ministères concernés ne sont pas tenus : pas d'amélioration des élections, qui conservent leur caractère compliqué, surmené et antidémocratique, absence de financement des frais électoraux, etc. ».

Pour obtenir le grand marché français du téléphone « spatial »

I.T.T. doit « franciser » l'une de ses filiales : L.M.T. ou C.G.C.T.

Avril 1926 : Thomson abandonne le marché français du téléphone ; il vend la Compagnie générale des constructions téléphoniques (C.G.C.T.) à une société américaine encore peu connue : International Telegraph and Telephone.

Avril 1976 : Thomson prépare son retour en force sur ce marché. I.T.T. organise sa retraite de France... Stratégique comme il se doit !

Ce qui n'est pas encore officiel, mais se confirme, c'est la direction de la société La Matériel téléphonique (titille à 66 % d'I.T.T.) a informé son personnel que son futur avait engagé des négociations pour la vente d'une de ses deux filiales : L.M.T. ou la C.G.C.T.

« Je suis un pragmatique. Lorsque la question d'une francisation se présente, je l'examine sous tous les angles du groupe », affirmait, en mai 1975, à quelques journalistes français, M. Harold Geneen, le « général comptable » qui préside aux destinées du conglomérat depuis 1953. De théorique, cette question devient très vite d'actualité. En juin dernier, les P.T.T. lancent un appel d'offres pour la fourniture de centraux téléphoniques électroniques de type « spatial ». L.M.T. et la C.G.C.T. présentent chacune leur version du système Matériel téléphonique. Un matériel conçu et réalisé pour l'essentiel en France, mais dont une bonne partie des brevets restent la propriété d'I.T.T. On sait être prudent dans les multinationales.

Le Matériel franchit en décembre les éliminatoires et se retrouve en finale aux côtés de l'AXE de la suédoise Ericsson et du japonais Matsushita. Mais pour être définitivement choisi, il faut qu'I.T.T. remplisse au moins une condition : la « francisation » d'une de ses deux filiales françaises. Les antagonismes, jusqu'alors feutrés au sein du groupe, éclatent au grand jour. « Il faut accorder aux vœux de l'administration », expliquent les uns. « C'est du bluff », affirment d'autres. « De toute façon, la France ne peut se passer du Matériel ». Une opinion qui trouve un écho favorable au sein d'I.T.T.-Europe, à Bruxelles, et de certaines filiales européennes, qui font peut-être preuve en l'occurrence de machiavélisme. Une attitude décevante d'I.T.T. pousserait Paris à choisir les autres systèmes. Du coup,

est faible. Il y a quelques temps, on pensait, avenue de Ségur, pour la francisation de la C.G.C.T. Son Matériel à minuscule — plus petit et un peu moins cher que celui à « relais rest » de L.M.T. — était, Or, depuis quelques jours, la cote de L.M.T. remonte. Cette société fabrique les calculateurs du système Matériel. Elle détient, en outre, 40 % du capital des Lignes téléphoniques et télégraphiques (L.T.T.), et exerce des activités dans les simulateurs de vol, les radars, toutes choses fort intéressantes à reprendre.

Thomson ne cache pas sa préférence pour la C.G.C.T. Les deux équipes s'entendent bien. Son rachat coûterait moins cher que celui de L.M.T. que l'on juge boulevard Haussmann, quelque peu surcotée en Bourse. De plus, l'administration souhaiterait que le groupe français maintienne également l'accord récent passé avec Ericsson. Cela ferait de Thomson le champion du téléphone spatial en France, puisqu'il régnerait sur les fabrications du Matériel et de l'AXE. Cette opération aboutirait à lui donner d'un coup 30 % du marché du téléphone. Elle nécessiterait d'importants investissements. Il n'y a donc rien d'étonnant, dans ces conditions, connaissant la prudence avérée de M. Paul Richard, qu'il cherche à reprendre la main chez les filiales d'I.T.T., et demande pour ce faire un soutien de l'Etat.

I.T.T., pour sa part, prétendrait vendre L.M.T. La firme américaine veut obtenir en contrepartie des garanties pour la filiale qui resterait dans son giron : une part du marché français pendant un certain nombre d'années, par exemple. Etant entendu qu'elle fabriquerait le système Matériel tel que par les P.T.T. M. Ségard souhaite en tout cas que l'on débouche rapidement. Au plus tard dans la première quinzaine de mai. La francisation d'une de ces filiales entraînerait vraisemblablement un certain redéploiement des activités d'I.T.T. de France vers d'autres États européens. A la veille du départ en retraite de M. Geneen, la politique du groupe est plus que jamais délicate à définir.

Visé, plus que d'autres, par les attaques contre les multinationales, obligée par les lois américaines de remettre en cause sa diversification en revendant certaines filiales spécialisées, I.T.T. voit aujourd'hui son secteur d'élection, — les télécommunications — lui poser des problèmes. Elle doit faire face tout à la fois à une concurrence accrue de nouveaux venus (I.B.M., General Telephone and Electronics, les Japonais, sans parler de Western Electric) et à des offensives nationales qui tendent à lui rogner des parts de marché. La tâche qui attend le successeur de M. Geneen, quel qu'il soit, ne sera pas facile.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

A L'ÉTRANGER

Grâce à une forte progression de ses exportations

LE JAPON A RÉDUIT DE MOITIÉ LE DÉFICIT DE SA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance commerciale du Japon a été excédentaire de 1,3 milliard de dollars en mars. Les exportations ont augmenté de 18 % en valeur par rapport à mars 1975, pour atteindre 5 600 millions de dollars tandis que les importations s'accroissent de 6 % en un an et atteignent 4 500 millions de dollars.

Le bilan des paiements a été excédentaire de 600 millions de dollars en mars. Pour l'ensemble de l'année fiscale 1975 — terminée le 31 mars 1976 — la balance des paiements du Japon a été déficitaire de 1,7 milliard de dollars, contre des déficits de 3,4 milliards de dollars pour l'année fiscale 1974 et de 13,4 milliards en 1973.

Le président de la République indonésienne, M. Suharto, vient d'annoncer sa décision de vendre les avoirs de la société pétrolière nationale Pertamina dont celle-ci n'a pas besoin pour remplir sa mission. M. Suharto a fait cette déclaration lors de la cérémonie de prestation de serment du nouveau directeur de Pertamina, le général Piet Hartono, qui remplace le général Ibnu Sutowo.

Le président Suharto n'a pas précisé ce qu'étaient les avoirs en question, mais on croit savoir qu'il s'agit principalement des hôtels, des terrains de golf et des avions de la compagnie aérienne Pelita, qui dépend de Pertamina.

Le président Suharto a, d'autre part, démenti les rumeurs selon lesquelles les dettes de Pertamina (estimées jusqu'à présent à 3 milliards de dollars, mais qui pourraient être trois fois plus élevées) contraindraient le gouvernement indonésien à dévaluer sa monnaie. Il a enfin admis que la participation de Pertamina à des projets non économiques avait été l'une des principales causes de ses récentes difficultés financières. Celles-ci auraient abouti à une banqueroute si des mesures immédiates n'avaient pas été prises, a reconnu M. Suharto.

Pour payer des dettes écrasantes

LA SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE INDONÉSIENNE PERTAMINA VENDRAIT SES AVIONS SES GOLFES ET SES HOTELS

Le président de la République indonésienne, M. Suharto, vient d'annoncer sa décision de vendre les avoirs de la société pétrolière nationale Pertamina dont celle-ci n'a pas besoin pour remplir sa mission. M. Suharto a fait cette déclaration lors de la cérémonie de prestation de serment du nouveau directeur de Pertamina, le général Piet Hartono, qui remplace le général Ibnu Sutowo.

le leadership technologique au sein de la multinationale échapperait vraisemblablement aux Français... pour le plus grand profit des sociétés belges, anglaises ou autres.

Pendant plusieurs semaines, l'information ne remonte pas jusqu'à la tour d'Ivoire new-yorkaise de M. Harold Geneen. Fin février, on s'aperçoit à Bruxelles que Paris « ne plaisait pas ». D'autant que Thomson (qui a signé un accord préliminaire avec Ericsson) et la C.G.E. (qui pousse les Japonais) mettent les bouchées doubles. Tout se passe comme si l'élimination de Matériel était sérieusement envisagée, les deux groupes français étant prêts à s'entendre sur le dos d'I.T.T.

Colère de M. Harold Geneen, qui mène son enquête personnelle. Il doit, lui aussi, se rendre à l'évidence : la francisation n'est pas une idée saugrenue née dans le cerveau de quelques technocrates ; la volonté politique de la mener à bien existe à Paris. Quelle opération, en effet, pour le pouvoir ? « La France » contre I.T.T. De quel faire oublier l'accord avec Honeywell sur l'informatique... Le 6 avril, le jeune directeur général d'I.T.T.-Europe, M. Maurice Valente, accepte devant M. Ségard le principe de la francisation totale d'une filiale. Reste à savoir laquelle. L.M.T. ou C.G.C.T. ?

Chacune espère être l'élu... Des années dans le giron d'une multinationale n'ont pas étouffé tout sentiment national (à moins qu'il ne l'ait développé). Le choix, en tout cas, ne dépend pas d'elle. Il est entre les mains des P.T.T., de Thomson et d'I.T.T.

A chacun ses préférences

Au secrétariat d'Etat aux P.T.T., on se prépare pour l'ultime négociation. Certes, on garde un moyen de pression sur I.T.T., en poursuivant les conversations sur tous les fronts, avec les Japonais, en l'occurrence. Mais, à moins d'un coup de théâtre, les chances de ces derniers paraissent faibles.

UNE CIMENTERIE FRANÇAISE POUR LA LIBYE — Le groupe Béchecq-Fives vient de signer à Tripoli (Libye) un contrat d'une valeur de 700 millions de francs pour la fourniture, clés en main, d'une cimenterie dont la mise en service est prévue pour 1979. Il s'agit d'une unité de production utilisant le procédé de la voie sèche, d'une capacité de 1 million de tonnes de clinker par an.

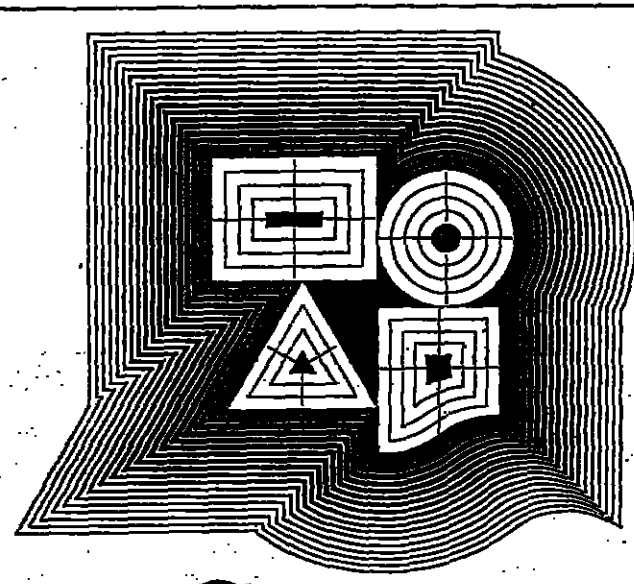
DÉMOGRAPHIE

M. FONTANET CRITIQUE LA POLITIQUE FAMILIALE DU GOUVERNEMENT

M. Joseph Fontanet, qui fut ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population dans le gouvernement de M. Jacques Chaban-Delmas, et qui se tient volontairement à l'écart du regroupement centriste initié par la fusion du Centre démocrate et du C.D.P., publie une « tribune libre » dans la Lettre de Michel Jobert du mois d'avril. L'ancien vice-président du C.D.P. évoque l'article de M. Jobert publié dans le Monde du 26 mars, dans lequel le fondateur du Mouvement des démocrates mettait en garde contre la chute des naissances.

M. Fontanet note : « Les plus hautes autorités politiques ont, pendant des mois, affirmé, comme des litres de pluie et les rigoles d'une ère nouvelle, les mesures du début du septennat concernant les mœurs et la famille. Certaines de ces décisions étaient peut-être devenues inévitables, mais la présentation qui en a été faite leur a conféré une signification normative : les droits des individus ont été privilégiés aux dépens de ceux de la communauté nationale. »

« Les résultats de l'action menée par le gouvernement Chaban-Delmas le prouvent : en 1970 et à la même époque une légère remontée en 1971, alors qu'on avait des années à s'effondrer dans de nombreuses nations occidentales, notamment en Allemagne. (...) Il a suffi de deux ans de politique inverse pour que la France, hélas ! cesse de se distinguer des autres pays industriels d'Europe occidentale. Or, vraiment, la comme ailleurs, il est trop facile d'invoquer la fatalité. »



Contre l'informatique au jugé...

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matérielle et logicielle. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez à LOGABAX Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pershing 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Logabax informatique

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

Organisation Générale pour l'Approvisionnement
en Eau de l'Agglomération du CAIRE
42 rue Ramsès - Le Caire

USINE DE TRAITEMENT DES EAUX DE FOSTAT

Une adjudication publique et internationale est annoncée pour la fourniture et l'installation de l'équipement mécanique et électrique pour la nouvelle usine hydraulique de Fostat, au sud du Caire, d'une capacité de 600 000 mètres cubes par jour.

Cette adjudication porte sur les points suivants :

Partie A : fourniture et installation du matériel mécanique et électrique de l'usine de filtrage ;

Partie B : fourniture et installation du matériel mécanique et électrique pour l'eau traitée, l'eau non traitée et les stations de pompage d'eau des jardins, pour l'installation de distribution, les transformateurs et l'éclairage ;

Partie C : fourniture et installation de l'équipement mécanique et électrique de la station génératrice ;

Partie D : fourniture de l'équipement de laboratoire.

Les soumissions doivent présenter des offres pour une ou plusieurs de ces parties.

Les soumissions devront se conformer aux règles suivantes :

1) elles doivent être présentées par l'intermédiaire d'une société du secteur public ou d'un agent commercial égyptien inscrit au registre des agents commerciaux ;

2) elles doivent être accompagnées d'une garantie provisoire d'un montant égal à 2 % de la valeur de l'offre. Cette garantie doit être soumise pour les fournitures étrangères, même si les offres sont présentées par l'intermédiaire d'une société du secteur public.

La date fixée pour l'ouverture des offres est le lundi 13 septembre 1976, à 12 heures (midi).

Les documents relatifs à cette adjudication peuvent être achetés auprès du Département des Magasins (3^e étage), au prix de 200 livres égyptiennes par ensemble de deux exemplaires.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les trois horizons

(Suite de la première page.)

Le Plan devrait nous le dire. On connaît bien son contenu exact, mais il est probable qu'une réponse assez diffuse sera donnée, même si l'on promet de « coupler croissance et qualité de la vie » comme il est écrit dans l'introduction du VII^e Plan, même si des « programmes d'action prioritaires » insistent notamment la défense du « patrimoine naturel » ou l'« habitat ». C'est que l'obsession de la lutte contre le chômage a gagné aussi — on les comprend — les auteurs du Plan et que l'horizon 1980 (fin du VII^e Plan), comme celui de 1978 (élections législatives), est coloré surtout par cet objectif, et par la manière de le concilier avec la compression de l'inflation (jusqu'à un taux de type allemand, décidément le « modèle ») et l'équilibre des échanges extérieurs.

Il semble que « tout le reste sera donné par surcroît » si l'on arrive à faire descendre à 600 000 en 1980 le nombre des chômeurs et la hausse des prix aux environs de 6 %. L'essentiel des efforts de réorientation de la croissance, — ce qui pourra représenter le volet « qualité de la vie » du Plan — ira surtout dans le sens d'un meilleur ajustement de l'offre et de la demande de

travail, même si ce n'est pas présenté ainsi. La réduction de la durée du travail, l'amélioration des bas salaires, des conditions plus favorables pour le départ à la retraite sont autant de dispositions qui amélioreront le conditionnement de nombreux Français et qui, à ce titre, figureront dans le VII^e Plan. Il se trouve qu'elles avantagent aussi l'emploi, et cette concordance ne pourrait laisser indifférentes les fabricants du Plan.

La mise en place de ces mécanismes — dont la cohérence devrait être la vertu première, puisqu'on parle de Plan — est indispensable. Doit-on se borner à cela ? Il ne faut pas monter si haut aujourd'hui pour voir, au-delà des horizons 1978 et 1980, celui de l'an 2000. Peut-on concilier avec diligence les études du long terme, sous prétexte qu'il faut passer au plus pressé ? Et si, précisément, c'était en regardant le plus loin possible qu'on préparait les vrais remèdes aux maux actuels, parce qu'on s'attaquerait ainsi aux causes ?

Le malade des planificateurs, comme celui de M. Giscard d'Estaing aujourd'hui, tient en cet : il faut à la fois conduire la croissance « à pied au plancher » et à améliorer la qualité de la vie. Comment concilier ces impératifs ? Si le président de la République veut opposer au programme commun un projet de société, comme il est dans ses intentions, c'est à cette question qu'il devra d'abord répondre.

De la gauche, on attend surtout des explications sur la manière dont elle gèrera les affaires de la France, c'est-à-dire sur la façon dont elle préservera les équilibres si elle arrive au pouvoir (car elle a déjà beaucoup parlé des lendemains plus lointains). De la majorité, dont on connaît le style de direction du pays, on demande surtout où elle veut le mener, quelle est sa philosophie, son ambition, ce qu'elle entend par « nouvelle croissance », ou bien s'il ne s'agit là que d'un chiffon de couleur agité devant les citoyens pour les distraire ?

Les recherches faites tant au ministère de la Qualité de la vie (1) qu'au Commissariat général du Plan (2) montrent déjà des pistes intéressantes. Tout d'abord, il faut bien se garder de juxtaposer ancienne et nouvelle croissance, et rajouter à l'appareil productif des coûts représentant les tendances à l'amélioration du cadre de vie. En fait, les nouveaux objectifs doivent être communs à la croissance, aux progrès qualitatifs et à la réduction des inégalités.

Parmi toutes les raisons de ne pas laisser faiblir la croissance, il en est une à laquelle on ne pense guère souvent, c'est celle de la lutte contre les inégalités inter-régionales. Dans un rapport pour le Commissariat au Plan, Raymond Courbis utilisant un modèle de simulation de développement (baptisé modèle Régina) a mis en lumière ce phénomène : la région parisienne ne subit que modérément le ralentissement de la

croissance, alors que pour des régions comme le Nord et l'Est d'une part, l'Ouest et le Sud-Ouest d'autre part, le ralentissement est très du double du ralentissement moyen national.

Envisageant les déséquilibres régionaux et la localisation des hommes et des activités ont une incidence forte au niveau national. Par exemple, il est certain qu'on a avantage à localiser en province les créations d'emplois. En effet, le marché du travail parisien joue un rôle de leader : une hausse de salaires dans la région parisienne, résultant par exemple d'une tension plus forte du marché du travail, conduit en

province à une hausse des salaires d'une amplitude comparable, alors que la rétrograde n'est pas vraie. Ou, si l'on veut, les effets inflationnistes de créations d'industries sont moindres à la périphérie qu'au centre. Sans compter que l'urbanisation trop rapide et l'exode rural trop important entraînent les dépenses accrues de logement et d'équipement collectif, également facteurs d'inflation et de détérioration de la compétitivité nationale.

Ces exemples montrent combien la recherche d'une meilleure qualité de la vie peut aller dans le sens d'une croissance forte et saine.

Les niveaux de réforme

Pour prolonger les recherches de ce type, on pourrait classer les réformes en trois rubriques : celles qui ne coûtent rien ; celles qui ont un prix, mais dont le choix ne serait pas tel qu'il puisse compromettre nos échanges extérieurs ; toutes celles qui non seulement présentent un surcroît de charges pour les entreprises et pèsent sur les consommateurs, mais qui commandent une modification du comportement des agents économiques.

Dans la première catégorie, devrait figurer tout ce qui tend à développer la vie associative, la décentralisation, la meilleure répartition des responsabilités dans la cité ou dans l'entreprise. Ainsi, un certain nombre de suggestions de la commission « vie sociale » (3) et notamment celles qui portent sur l'aménagement de l'espace et du temps, trouveraient là normalement leur place.

La seconde rubrique intéresse l'amélioration de l'habitat, le

développement des transports en commun, la préservation de l'environnement, la transformation des conditions de travail, aussi bien que les mesures en faveur des familles, des retraités, des immigrés.

Quant au troisième volet, il ne comporterait pas des orientations différentes du deuxième, mais il s'agirait de mener de front ces actions et de leur donner une ampleur telle qu'elle ne peut être concevable sans que l'État stimule vigoureusement la véritable épargne et aide à modifier les modes de vie. Par exemple, le maintien de la fiscalité indirecte pourrait détourner de certains produits manufacturés et pousser vers les consommations collectives. Sans doute apparaît-il très délicat d'encourager les exportations de produits dont on cherche simultanément à limiter la consommation intérieure. La Suède prouve que cette contradiction peut être surmontée.

Où s'arrête le « droit à la différence » ?

Selon les possibilités conjoncturelles ou le courage politique du gouvernement, on verra très vite jusqu'à quel degré l'on poussera la « nouvelle croissance ». M. Giscard d'Estaing n'a guère été explicite jusqu'ici sur ce thème. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas réfléchi. Au colloque de l'UNESCO qu'il organisait en juin 1973 sur le thème : « Économie et société humaine », son exposé, intitulé « Progrès économique et justice sociale », fut très remarqué, et il serait étonnant qu'il ne s'inspire pas d'une partie de ces idées pour ce « projet de société » autour duquel il veut rallier la majorité.

Le schéma général, rappelons-le, était le suivant : il y a dans la vie des disparités inévitables entre les individus. À partir d'un certain moment elles deviennent injustes et, du même coup, s'arrête le « droit à la différence ». Ce qui paraissait le moins défendable à M. Giscard d'Estaing était l'existence de deux catégories de citoyens : ceux qui appartiennent à des « groupes de séjour », c'est-à-

dire à des groupes où l'on ne peut sortir de sa condition, du premier âge de la vie professionnelle jusqu'à la retraite (par exemple les O.S.), et ceux qui vivent dans les « groupes de transition », comme ceux des cadres, où existent de multiples échelons de promotion. « L'objectif prioritaire », disait-il, « est de faire bénéficier de la forte croissance les « groupes de séjour ».

Pour lui, il ne faisait évidemment pas de doute que l'économie de marché était capable de « digérer » les progrès sociaux les plus avancés. Il faudra, cette fois, aller un peu plus loin et expliquer comment tenir compte des trois horizons 1978, 1980 et 2000 sur lesquels les regards sont fixés. Classique affrontement du court, du moyen et du long terme, certes, mais qui se complique singulièrement par le fait que la France est divisée en deux. À droite ou à gauche, l'indispensable débouchage de clientèle nécessaire pour gouverner conduira à une... débâche de promesses alors que la seule vraie honnêteté serait celle d'un sérieux effort collectif à accomplir si l'on ne veut pas que la société française se désagrége, comme elle a commencé de le faire.

PIERRE DROUIN.

GROUPE INTERNATIONAL INDUSTRIEL ET FINANCIER

désire s'implanter dans la région
RHONE-ALPES

Il souhaite entrer en contact avec toute société régionale ou nationale dont le développement pose des problèmes de FINANCEMENT et susceptible d'investir dans la région Rhône-Alpes. Il est disposé, sous certaines conditions et pour des raisons qui seront précisées lors d'un premier contact, à proposer diverses formules de coopération :

- Création d'une nouvelle société
- Rachat pur et simple d'une société existante
- Prise de participation majoritaire ou minoritaire
- Constitution d'ateliers de sous-traitance
- Création d'une filiale de production ou de distribution
- Mise à disposition de terrains ou de locaux industriels
- Location - Vente d'usines complètes

Il est même prêt à s'intéresser au lancement d'une société innovatrice.

Ecrire à son conseil en France :

M. PH. KATZ - ALGOE - (Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils)
route de Champagne 69130 ECULLY

Les contacts seront pris très confidentiellement et uniquement avec le signataire de la demande.

(Publicité)

INTERNAT-CESA

PROGRAMME DOCTORAL DE GESTION

Année 1976-77

- Dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe déjà l'École des Hautes Études commerciales (H.E.C.), l'Institut Supérieur des Affaires (I.S.A.) et le Centre de Formation continue (C.F.C.).
- L'Internat-Cesa est un programme de niveau doctoral ayant pour objet de former des enseignants, des chercheurs et des consultants dans le domaine de la gestion.
- Au terme de leurs études, dont la durée peut varier de 2 à 3 ans, les étudiants reçoivent le titre d'« ancien interne du CESA ».
- Parallèlement à leurs études au CESA, les internes peuvent préparer, dans une université, un doctorat de 3^e cycle ou d'État.
- L'Internat est reconnu et soutenu par la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.).
- Les internes du CESA peuvent bénéficier, pendant la durée de leurs études, de bourses ou d'aides financières leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.
- Caractéristiques principales du programme :
 - Nombre limité d'étudiants (huit prévus pour l'année 1976-77) ;
 - Corps enseignant de haut niveau, choisi parmi les 100 enseignants permanents du CESA ;
 - Accent particulier mis sur la pratique de la recherche et la formation pédagogique ;
 - Curriculum individualisé adapté à chaque étudiant en fonction de sa formation préalable et de ses champs d'intérêts.
- Peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplômes équivalents) venant d'achever leurs études ou ayant déjà acquis quelques années d'expérience dans l'entreprise.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, s'adresser à : D. LINDON,
Directeur de l'INTERNAT-CESA, 1, rue de la Libération,
78350 Jouy-en-Josas. Tél. 956-80-00.

CREATION D'ENTREPRISE. DE LA FICTION A LA REALITE.

• Créer des entreprises nouvelles pour rénover le tissu industriel ? Certes. Mais beaucoup plus pour éviter la sclérose que pour avoir de plus nombreuses entreprises.

• Seule une vue « fonctionnariste » peut s'accommoder d'un système figé et fermé.

• Une civilisation de grandes entreprises est bien proche de l'univers concentrationnaire.

• Dans une affaire nouvelle, les hommes participent à une commune aventure. Le créateur n'est pas le seul qui fasse preuve de dynamisme et de l'énergie, du goût du risque sans lequel une société a de fortes chances d'être contestée dans ses fondements.

Ces quatre citations sont extraites du rapport de la Commission Mialaret, réunie en 1972 à la demande du Ministère du Développement Industriel et Scientifique, intitulé : Pour Entreprendre. Depuis, le GID (Centre des Jeunes Dirigeants) dont 1/3 des membres dirigent l'entreprise qu'ils ont créée, réclame en vain que les recommandations de ce rapport soient appliquées.

Si vous avez créé votre entreprise, ou si vous désirez le faire, adhérez au GID. Dans 90 villes, nous œuvrons pour passer de l'intention à l'action.

SI VOUS CROYEZ A L'ENTREPRISE VENEZ NOUS REJOINDRE.



JEUNES PATRONS.
19 AVENUE GEORGE-Y, 75008 PARIS. TEL. 225.91.71

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FISCALITÉ

Libres opinions

L'IMPOSITION DES PLUS-VALUES

Une réforme mal conçue

par JEAN RIVOIRE (*)

QUE le projet de taxation des plus-values soit mal compris du public, c'est une évidence sur laquelle il serait superflu d'insister. Ce qui est plus grave, c'est que le projet a été mal conçu par ceux-là mêmes qui étaient chargés de lui donner corps.

Une question fondamentale aurait dû être posée à l'origine : quel genre de plus-values voulons-nous imposer ? S'agit-il seulement des plus-values à court terme, celles que l'on réalise en revendant un bien moins d'un an ou deux après l'avoir acquis ? En ce cas, point n'est besoin de recourir à un appareil législatif complexe. On pourrait se contenter, par exemple, de développer quelque peu l'article 22 du code général des impôts, qui, dans sa forme actuelle, ne concerne que les plus-values boursières à caractère répété.

Vaut-on imposer l'ensemble des plus-values, à court ou à long terme, en considérant que les unes et les autres procurent parallèlement des ressources et doivent donc, en bonne justice, être traitées fiscalement comme des revenus ? En ce cas, la durée de détention des biens ne doit pas être prise en considération, sauf pour corriger les effets de l'érosion monétaire. Si un contribuable possède un bien depuis très longtemps, s'il l'a hérité de ses parents, s'il l'a déduit sans l'avoir revendu, ce n'est pas une raison pour que la plus-value soit « oubliée » par le fisc le jour où elle aura été réalisée.

Entre ces deux conceptions différentes, les auteurs du projet de loi n'ont pas plus que les législateurs étrangers, eu ou voulu choisir. Cela conduit à un système bédard dans lequel l'imposition joue à plein sur les plus-values réalisées après une courte détention, s'atténue ensuite, et disparaît totalement en cas de détention très prolongée ou de décès du propriétaire. Un tel système incite évidemment à la rétention prolongée des biens, ce qui est à la fois anti-économique et injuste. Anti-économique, en ce sens que les patrimoines s'adaptent mal aux besoins des individus et aux possibilités de l'économie. Injuste, en ce sens qu'un impôt ainsi conçu épargne les contribuables les plus favorisés : ceux qui disposent de revenus suffisants pour ne pas avoir besoin de « réaliser » quoi que ce soit de leur vivant ; ceux aussi qui jouissent d'un patrimoine assez diversifié pour ne pas avoir besoin de procéder à des arbitrages. Afin d'échapper tant bien que mal aux incidences anti-économiques et injustes, on multiplie les dérogations. En définitive, il ne reste presque rien du projet initial : rien que des complications inextricables.

Si l'on désirait vraiment imposer l'ensemble des plus-values sans fausser les mécanismes économiques et sans créer d'injustice, il faudrait s'en tenir à la règle suivante : toute plus-value, à court ou à long terme, doit être ajoutée aux revenus imposables, soit à mesure qu'elle se forme (plus-value latente), soit quand elle est réalisée, soit quand le bien en question est transmis aux héritiers.

L'imposition des plus-values latentes ne se conçoit que pour les valeurs mobilières cotées en Bourse. C'est en effet le seul élément de patrimoine dont la valeur en début et en fin d'année soit connue sans contestation possible. En l'occurrence, la plus-value latente est facile à calculer chaque année, alors que la détermination des plus-values réalisées donnerait lieu à des recherches effrayantes complexes (il faudrait, titre par titre, remonter à l'année d'achat et tenir compte de tous les détachements de droits, échanges d'actions et d'autres opérations intervenues depuis lors). On pourrait donc admettre, pour ce qui concerne les valeurs mobilières cotées, que les plus-values ou moins-values soient, chaque année, ajoutées au revenu imposable ou déduites de ce revenu.

Pour les autres éléments du patrimoine, les plus-values ne seraient imposées qu'au moment de leur réalisation ou de leur transmission par héritage. Elles seraient alors traitées comme des revenus exceptionnels, donc avec certaines possibilités d'atténuation ; mais la déduction des moins-values ne serait pas nécessairement admise. Dans certains cas (échange d'habitation principale, expropriation suivie de remploi...), on pourrait admettre la « transparence » fiscale entre le bien initial et le bien obtenu en échange, ce qui dispenserait le contribuable de payer l'impôt immédiatement ; mais tout serait pris en compte lors de la vente du bien final ou lors de la succession.

Voilà ce que pourrait être l'imposition des plus-values et l'on voulait en faire une grande réforme... et non pas simplement un casse-tête.

(*) Professeur au Centre d'études supérieures de banque.

LOGEMENT

LA LIBÉRATION DES LOYERS DES II A

L'abandon douloureux d'un privilège

Un locataire n'envisage jamais de galeté de cœur, une hausse de loyer. A fortiori, quand ce loyer, réglementé depuis bientôt trente ans, devient libre, laissant tout loisir au propriétaire, qui rangeait son train depuis des décennies, de regagner rapidement le terrain perdu à son corps défendant.

Nombreux sont les occupants d'appartements parisiens de la « sous-catégorie II A » qui recoivent actuellement congé de leur propriétaire, congé assorti la plupart du temps d'une proposition de nouveau loyer, en hausse de 30 %, 40 %, voire 100 %. Les loyers de cette catégorie (immeubles d'une très bonne qualité de construction, avec ascenseur, escalier de service, pièces de réception, etc.) seront en effet libérés dans la région parisienne le 1^{er} juillet ; ils l'étaient en province depuis le 1^{er} janvier.

Resteront soumis au régime de la réglementation, à titre personnel, les loyers des locataires âgés de plus de soixante-cinq ans (plus de soixante ans s'ils sont handicapés), dont le revenu annuel imposable ne dépasse pas 39 000 F, qui occupent suffisamment leur appartement (trois pièces habitables pour une personne seule) et qui n'ont pas de sous-locataire. Cette disposition se justifie, humainement, par les conséquences inévitables sur les personnes âgées de l'abandon du lieu où elles ont vécu une grande partie de leur existence : vivre sa vieillesse au milieu de ses souvenirs est un souhait légitime qui doit pouvoir être satisfait.

Il y a en France vingt-six mille appartements II A au total, dont 70 %, soit environ dix-huit mille, dans la région parisienne. Selon M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, libération de ces loyers en province, depuis le début de l'année « n'a pas soulevé de difficulté particulière ». Cette catégorie représentant 0,4 % seulement du parc locatif national, il y avait en 1968 cinquante mille appartements de ce type, dont trente-cinq mille en région parisienne ; mais, au fil des ans, leur nombre s'est abîmé à mesure que des appartements devenaient libres et que les propriétaires les relouaient avec un loyer libre, en accordant un bail de six ans.

Les locataires touchés par cette libération, qui sont-ils ? Selon le secrétariat d'État au logement, 57 % d'entre eux sont des chefs d'entreprises industrielles et commerciales, des membres de professions libérales, des cadres supérieurs ; 8 % sont des cadres moyens ; le reste est classé, suivant les nomenclatures habituelles, dans la catégorie très vague des « divers et retraités ».

En 1970, 30 % d'entre eux disposaient de moins de 45 000 F par an, 35 % gagnaient de 45 000 à 60 000 F, le reste... avait refusé de répondre à l'enquête. Enfin, détail intéressant, la moitié des locataires de II A ont une résidence secondaire, la moyenne nationale, en la matière, étant de 9 % ; seulement, il ne s'agit donc pas, dans l'ensemble, d'une catégorie de locataires à ressources modestes ou même moyennes. Ce qui n'a pas empêché l'humanité d'émettre — sans prendre nettement position contre la libération de ces loyers — plus que des réserves : « Société libérale », « loyers libres », « libérer le logement », « marché libre », etc. — évidemment, les accommodements gardiens du mot liberté lui donnaient un goût amer pour des milliers de familles.

Pour justifier qu'elle soit certains jeunes ménages doivent consacrer le tiers de leurs revenus à leur logement, tandis que ce taux d'effort n'est que de 2 % ou 3 % pour certains privilégiés, la suppression de la rente de situation que représentait le loyer réglementé, suscite — c'est bien humain — des vagues de protestations. Certaines sont fondées : lorsque, par exemple, l'appartement visé a été, à l'origine, « surclassé » (insalubre, vétuste, installations n'est pas une cause de déclassement) ; il est alors possible de remettre en cause ce classement jugé abusif, en faisant appel au juge de paix, après constat de l'état des lieux. Le problème du classement « intermédiaire » (dit II A/II B), qui n'a pas d'existence légale mais résulte d'un accord entre les parties, fait également difficulté : la remise en cause de ce classement peut, à défaut d'accord, être soumise à la justice.

Les organisations de propriétaires d'administrateurs de biens ont recommandé aux propriétaires de pratiquer des hausses modérées, étalées dans le temps. Avant l'annonce de la libération, souhaitable pour l'abandon d'un privilège, considéré à tort comme un dû, demeure toujours une opération douloureuse.

JOSÉE DOYÈRE.

LE TELEX
c'est
INTER
387.97.00
c'est aussi :
une détermination de la trace écrite
19, rue Clapart - 75008 Paris
0000000000000000000000

Circulaires

VOS
CV, TARIFS, ETC., EN OFFSET
EN MOINS D'UNE HEURE
étrave
345.21.62
346.00.26
IMPRIMERIE MINUTE
38, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

AUCUN diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
cours numéro 605
ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs
75004 PARIS - CEDEX 10

une suggestion
pour vos repas d'affaires

le restaurant club

Un parfait équilibre obtenu par l'alliance d'une ambiance raffinée, celle d'un club confortable, et de la valeur gastronomique d'une très bonne table.

Au cœur du quartier Opéra, le Q B G est le rendez-vous de ceux qui cherchent à faire partager une certaine notion de confort et de qualité.

- le restaurant, le bar,
- salons pour réunions, cocktails ou banquets.

Monsieur GOUJAT, le Directeur, vous reçoit et vous conseille.

Le Q B G 3, rue Taftbourt - Paris 9^e - Tél. : TAL.82.78

(Publicité)

ANNOUNCEMENT OF COMPETITIVE BIDDING PETROLEO BRASILEIRO S.A. - PETROBRAS

of February, 1976, regarding the preliminary selection of companies wishing to enter into contracts for petroleum exploration and oilfield development services in Brazil, PETROBRAS announces hereby that those companies which have been selected, and which have received a written communication thereof, are requested to submit their bids to PETROLEO BRASILEIRO S.A. — PETROBRAS — Edifício Sede, Avenida Republica do Chile, 65 - 23^a andar, sala 2339, Rio de Janeiro, Estado do Rio de Janeiro, Brasil, until 5 p.m., the 15th of July, 1976.

1. As a continuation of the Announcement dated 16th referred to in this Announcement.
2. Only such bid which are received within the time limit specified above shall be examined by PETROBRAS. Bidders shall be thereafter informed of the subsequent proceeding to be observed.
3. The submittal of bids hereunder does not and shall not create any rights whatsoever in favour of the bidders, it being understood that PETROBRAS shall always be entirely free to, at its sole discretion, reject any or all bids received, or invite which ever other companies it may choose in order to contract with same for the execution of the services

CORRESPONDANCE

Quatre injustices

M. Henry Viallé, de Clermont-Ferrand, nous écrit :

J'entends dire et répéter que l'impôt sur les plus-values, tel qu'il existe depuis une douzaine d'années, frappe les seuls spéculateurs ; cette information est manifestement erronée, comme le montrent les faits suivants.

Je possède une petite vigne de 1,75 ha, qui me venait de mon père et par lui de mon arrière-grand-père. Je désire la conserver, mais j'ai été exproprié par la commune ; je considère donc que j'ai été plutôt victime d'une spoliation qu'auteur d'une spéculation.

Cependant, la différence entre l'indemnité d'expropriation et l'évaluation de cette vigne lors du

décès de mon père a été taxée au titre de l'impôt sur les plus-values, et cela quoique le terrain ait été exproprié en tant que vigne et payé un prix inférieur à celui fixé par le juge de l'expropriation. Première injustice.

Deuxième injustice : parmi les opérations qui permettent de déterminer la plus-value figure l'application d'un coefficient de réévaluation, qui est destiné à corriger la baisse du franc ; or, si on consulte le tableau des coefficients de réévaluation qui figure dans l'imprimé n° 2048 intitulé « Déclaration des plus-values réalisées en 1968 », on verra que le ministère des finances de l'époque considérait que, entre le 1^{er} janvier 1959 et le 31 décembre 1968, c'est-à-dire pendant dix ans, le franc était resté invariable.

Troisième injustice : entre la date où la commune s'est emparée de ma vigne et celle où j'ai perçu l'indemnité d'expropriation, il s'est écoulé un an et huit mois, période pendant laquelle je n'ai disposé ni de mon terrain ni de cette indemnité, sans que l'administration m'ait consenti le moindre dédommagement.

Quatrième injustice : les textes relatifs à cette imposition sont si ambigus que chaque inspecteur des impôts les interprète à sa fantaisie ; c'est ainsi que des contribuables se trouvant dans la même situation que moi n'ont pas été imposés, alors que j'ai dû payer au fisc environ 6 500 francs.

parlez

RUSSE ...

cours intensifs

LOGOS

centre privé de formation
4 Villa Ornano 75018
PARIS Tél. 255.09.05

TOURS Tél. 24.94.31
NANTES Tél. 41.70.00
ORLÉANS Tél. 83.34.50

hernie
SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS
SUR HERNIAIRE - BANDAGES SOULÈS
INSTITUT HERNIAIRE
PARIS - 1^{er} - 7bis, rue du Louvre Tél. 255.73.84
PARIS - 10^e - 130, rue Lafayette, Tél. 607.70.17
Sous-traitants : M. GUYOT, 38, rue de Valenciennes, 75019 Paris, Tél. 40.23.22
M. L. 112, cour, Lafayette, LYON - 6^e - Tél. 24.55.82

AU DEPART DE ROISSY →

ETATS-UNIS: 1750 F. CANADA: 1700 F. Des prix charter sur vols réguliers Air France.

Jusqu'à 50% d'économie.

Ce sont les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour sur vols réguliers 707 et 747. Voici quelques exemples de prix pour les Etats-Unis : Boston 1750 F, New York 1775 F, Washington 1955 F, Chicago 2050 F ; ou bien pour le Canada : Montréal 1700 F, supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols du week-end.

Les avantages.

Vous partez à la date de votre choix. Vous voyagez sur vols réguliers.

Vous bénéficiez ainsi du service complet Air France. Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet sur un tarif régulier, ce qui est impossible avec une compagnie charter.

Les conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours.

Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date du départ.

En cas d'annulation, il vous sera retenu environ 10 % (maximum) du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de voyages agréé ou à Air France (tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

Sentir le monde plus proche.

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale.

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

LES LIVRAISONS DE GAZ ALGÉRIEN

La polémique se poursuit entre Alger et Paris

La polémique à propos des livraisons de gaz algérien à la France se poursuit. Le 14 avril, dans une très longue dépêche, l'agence algérienne officielle (A.P.S.) accusait le gouvernement français d'avoir refusé un arrangement, entre Gaz de France et la Sonatrach, sur une révision des prix des anciens contrats (« Le Monde » du 15 avril).

Vendredi 16 avril, en fin d'après-midi, Gaz de France publiait une note au point dans laquelle il indiquait qu'il était de sa seule responsabilité de négocier ses contrats d'approvisionnement. Après avoir rappelé la teneur des contrats du 30 septembre 1968 et du 3 février 1971, Gaz de France précisait : « Un troisième contrat d'achat de gaz naturel liquéfié a été signé le 12 mars 1976. Il porte sur une quantité annuelle de 3,5 milliards de mètres cubes livrables en principe à partir de 1980, et pour une durée de vingt ans. L'accord, intervenu sur une base commerciale entre le Gaz

de France et la Sonatrach, ne concerne, par conséquent, que les livraisons de gaz algérien à la France, et ne concerne pas les livraisons de gaz algérien à d'autres pays. Ce texte, pour le moins sibyllin, apparaissait cependant comme un démenti aux propos algériens. Ce samedi matin, l'agence A.P.S. revenait à la charge : « Contrairement à ce qu'on a laissé entendre, le gouvernement français a bien fait signer le 12 mars 1976 son refus du schéma d'arrangement conçu par le Gaz de France et la Sonatrach. »

« Pourquoi, ce schéma était-on ne peut plus convaincant pour le consommateur français : d'une part, il faisait table rase du milliard de francs français déjà empochés comme prime par le Gaz de France. D'autre part, l'engagement sur le prix international ne devait se réaliser que progressivement dans le temps, ce qui signifiait que le consommateur français continuait à bénéficier, pendant une période supplémentaire, d'un prix moyen inférieur au prix du marché international. »

En rejetant un arrangement résultant d'une position extrêmement conciliante et constructive de la partie algérienne, les responsables français ont tenté d'insister de ce qu'ils ont tenté négocier à propos du pétrole algérien, ils poursuivront toujours l'idée de prendre le gaz algérien à un prix inférieur à celui du marché. »

« Cette polémique, il serait bon que les autorités françaises répondent avec précision à trois questions : 1. Le Gaz de France a-t-il ou non accepté et signé avec la Sonatrach un arrangement prévoyant la révision globale de tous les accords ? Au cas où un tel arrangement existerait, à-t-il été soumis au gouvernement français ? Dans l'affirmative, ce dernier l'a-t-il rejeté ?

LES EXPORTATIONS DE L'OPEP ONT DIMINUÉ DE 12,4 % EN 1975

Caracas (A.F.P.). — Les exportations mondiales de pétrole des pays membres de l'OPEP ont diminué en 1975 de 12,4 % selon le ministère vénézuélien des mines et hydrocarbures. Elles ont atteint, en moyenne, 29 235 000 barils par jour en 1975 (1 460 millions de tonnes par an) contre 33 960 000 en 1974 (1 685 millions de tonnes par an).

Les pays de l'OPEP ayant pratiqué en 1975 les plus importantes réductions dans leurs exportations sont : l'Arabie Saoudite, avec 1 581 000 barils par jour de moins qu'en 1974 (80 millions de tonnes par an) ; l'Iraq, avec 791 000 barils par jour (40 millions de tonnes par an) ; le Venezuela, 635 000 barils de moins qu'en 1975 ; le Nigeria, 490 000 ; le Koweït, 473 000 ; la Libye, 130 000.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **ENTREPRISES ET EAUX MINÉRALES.** — Les exploitants des trois grandes sources françaises d'eau minérale, le groupe Perrier-Vichy, la S.A. des eaux minérales d'Evian et la Société générale des eaux minérales de Vittel viennent de supprimer, à la suite de l'intervention de la commission du Marché commun, les interdictions d'exportation qu'ils imposaient à leurs grossistes français, indique un communiqué publié par les services de la commission de la C.E.E. Ces trois sociétés, qui détiennent environ 95 % du marché français (Perrier : 47 %, Evian : 28 %, Vittel : 25 %) ont ainsi mis fin à des pratiques que la commission européenne considérait comme des restrictions à la concurrence interdites par le traité de Rome.

Conflits

et revendications

● **A FAVERGES (Haut-Savoie).** — La société Dupont-Gillette, fabrique de briquets de luxe et de stylos, occupée depuis le 11 mars, a été évacuée, mardi 20 avril, à 5 heures du matin à la suite de l'intervention dans l'usine, d'un escadron de gendarmerie. La direction avait demandé à l'exécution de l'ordonnance du tribunal d'Annecy exigeant l'évacuation de l'entreprise. Seuls se trouvaient à l'intérieur une trentaine de syndicalistes C.F.D.T. La C.G.T. avait décidé de libérer l'usine, le 12 avril, ce syndicat ayant accepté l'aménagement de la grille nationale de classification de la sidérurgie proposée.

par la direction. Un vote interviendra le jeudi 21 avril pour les résultats suivants : 481 voix pour la reprise du travail, 5 contre. L'effectif total appelé à se prononcer était de 76 salariés. La C.F.D.T. avait demandé à ses membres et à ses sympathisants de s'abstenir. — (Corresp.)

● **LA GRÈVE DES EBOUEURS DE LA SOCIÉTÉ LILLOISE T.R.U.** (Traitement des résidus urbains) continue depuis sept jours. Quelques quatre-vingt-cinq communes de la métropole Nord sont touchées. Seuls quelques services d'urgence sont assurés pour les hôpitaux. Pour le reste, la collecte est totalement bloquée et les déchets s'amoncellent sur les trottoirs des villes. Les municipalités ont fait distribuer des sacs de paille.

Une réunion paritaire tenue à l'inspection du travail n'a abouti à aucun résultat. Ce mouvement est soutenu par la C.G.T. Forces ouvrières ne s'y étant pas associées. Les grévistes réclament un relèvement des salaires de 5 % et une cinquième semaine de congés payés. — (Corresp.)

Economies étrangères

● **FRAUDE FISCALE AU JAPON.** — Les membres de professions libérales, les agents immobiliers et autres non salariés ont en 1974 fraudé le fisc japonais pour un montant de 185 000 millions de yens, près de 617 millions de dollars, a annoncé l'Agence nationale des impôts du Japon. L'Agence a contrôlé 17 298 cas « suspects » sur un total de 7 800 000 contribuables non salariés. Les chefs de clinique viennent au premier rang des fraudeurs.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement, il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.32

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLANINTER SICAV INTERNATIONALE DU GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue sur première convocation au siège de la société, 14, rue du Colisée, Paris (2e), le 14 avril 1976, sous la présidence de M. Robert Myard, pour approuver les comptes de l'exercice 1975.

Au cours de l'exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 221,00 F à 228,25 F après détachement d'un coupon net de 15,40 F.

Sous l'effet de l'évolution favorable de la valeur boursière du portefeuille et des 123 638 actions nouvelles souscrites à partir de l'inversement de la distribution d'un dividende de 11 F, le montant de l'action net a augmenté de 41,13 millions de francs pour s'établir à 108,07 millions de francs au 31 décembre 1975.

La gestion s'est caractérisée par une activité financière particulièrement active, puisqu'il a été investi 53,8 millions de francs en valeurs mobilières et 4,49 millions de francs en valeurs immobilières.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distribuable de 4,8 millions de francs permettant de répartir un dividende net par action de 11 F, qui contient de surcroît d'un crédit d'impôt de 1,14 F faisant ressortir un revenu global par action de 12,14 F.

Le dividende est payable à compter du 23 avril 1976, à midi, contre remise des coupons n° 3 et 4, aux guichets des Banques populaires.

Le Calme centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris.

Toutes les Banques populaires (1700).

Les actionnaires de Planinter pourront, jusqu'au 23 octobre 1976, réinvestir leur dividende en actions de la société, sans qu'il ne soit perçu de droit d'entrée.

Au 31 mars 1976, l'action net s'élevait à 123 432 367,85 F se répartissant ainsi :

	F	%
Oblig. franc.	36 674 381	29,71
Oblig. étr.	4 338 874	3,53
Actions franc.	19 385 414	15,70
Actions étr.	57 487 798	46,57
Liquidités	1 547 133	1,25

Dans le même temps et sous l'effet du renforcement des investissements à l'étranger, notamment en valeurs américaines, allemandes, néerlandaises et japonaises, la valeur liquidative de l'action a enregistré une hausse de 7 %.

Depuis le début de l'exercice, il a été souscrit 39 395 actions nouvelles.

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 avril 1976 sous la présidence de M. Jean de Bally, a approuvé les comptes de l'exercice, le bénéfice distribuable s'élevait à 2 445 120,22 F contre 2 087 688,50 F pour l'exercice précédent.

Le dividende, d'un montant de 7,78 F est mis en paiement depuis le vendredi 8 avril 1976 contre remise des coupons n° 4, 5 et 6.

Le coupon n° 4 de 0,18 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 5 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F et le coupon n° 6 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F sont remboursés par le revenu ;

Le coupon n° 7 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 8 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 9 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 10 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 11 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 12 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 13 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 14 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 15 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 16 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 17 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 18 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 19 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 20 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 21 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 22 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 23 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 24 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 25 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 26 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 27 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 28 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 29 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 30 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 31 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 32 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 33 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 34 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 35 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 36 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 37 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 38 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 39 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 40 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 41 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 42 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 43 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 44 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 45 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 46 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 47 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 48 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 49 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 50 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 51 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 52 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 53 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 54 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 55 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 56 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 57 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 58 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 59 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 60 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 61 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 62 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 63 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 64 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 65 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 66 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 67 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 68 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 69 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 70 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 71 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 72 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 73 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 74 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 75 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 76 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 77 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 78 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 79 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 80 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 81 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 82 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 83 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 84 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 85 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 86 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 87 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 88 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 89 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 90 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 91 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 92 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 93 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 94 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 95 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 96 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 97 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 98 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 99 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 100 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

En dépit des conditions économiques générales défavorables, les résultats de l'exercice 1975 ont été satisfaisants.

Le chiffre d'affaires (C.A.) en progression de 50 % par rapport à l'an dernier s'est élevé à 677 millions de francs contre 452 millions de francs en 1974, dont 22 % à l'exportation, contre 22 % en 1974.

Après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice net ressort à 24,6 millions de francs contre 21 millions de francs pour l'exercice précédent.

Les filiales et participations françaises et étrangères ayant augmenté leur bénéfice net en 1975, le bilan consolidé du groupe s'en est vu enrichi, ce qui a permis de fixer le dividende à 13 F par action, correspondant à un revenu global de 16,20 F, soit un rendement de 13,2 %.

La demande de biens d'équipement s'est maintenue à un niveau élevé tout au long de l'année écoulée dans les pays producteurs de pétrole et les pays de la zone méditerranéenne, avec un carnet de commandes qui dépasse 1 milliard de francs.

Malgré la légère dégradation constatée pendant le premier trimestre, les résultats de l'exercice 1975 ont été satisfaisants.

CIE DES FORGES DE CHATILLON-COMMENTRY BLACHE

Dans sa séance du 13 avril 1976, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Les résultats de l'exercice ont été satisfaisants, le chiffre d'affaires s'étant élevé à 1 200 millions de francs contre 1 100 millions de francs en 1974.

Après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice net ressort à 120 millions de francs contre 110 millions de francs en 1974.

Le dividende est fixé à 10 F par action, correspondant à un revenu global de 12 F, soit un rendement de 12 %.

GESTION SÉLECTION (France) Société d'investissement à capital variable

Gestion Sélection (France) ouvre au public en mai 1976 sa deuxième année d'investissement orientée vers l'acquisition de titres français au comptant.

Depuis sa création, la valeur liquidative a progressé de 18 %, soit 180 millions de francs, ce qui représente une plus-value de 180 millions de francs par action.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 200 millions de francs contre 1 100 millions de francs en 1974.

Après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice net ressort à 120 millions de francs contre 110 millions de francs en 1974.

Le dividende est fixé à 10 F par action, correspondant à un revenu global de 12 F, soit un rendement de 12 %.

DUMEZ

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 avril 1976 sous la présidence de M. Jean de Bally, a approuvé les comptes de l'exercice, le bénéfice distribuable s'élevait à 2 445 120,22 F contre 2 087 688,50 F pour l'exercice précédent.

Le dividende, d'un montant de 7,78 F est mis en paiement depuis le vendredi 8 avril 1976 contre remise des coupons n° 4, 5 et 6.

Le coupon n° 4 de 0,18 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 5 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 6 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 7 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 8 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 9 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 10 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 11 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 12 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 13 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 14 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 15 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 16 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 17 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 18 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 19 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 20 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 21 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 22 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 23 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 24 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 25 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 26 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 27 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 28 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 29 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 30 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 31 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 32 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 33 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 34 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 35 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 36 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 37 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 38 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 39 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 40 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 41 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 42 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 43 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 44 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 45 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 46 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 47 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 48 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 49 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 50 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 51 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 52 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 53 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 54 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 55 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 56 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 57 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 58 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 59 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 60 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 61 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 62 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 63 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 64 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 65 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 66 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 67 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 68 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 69 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 70 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 71 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 72 de 0,2 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,13 F est remboursé par le revenu ;

Le coupon n° 73 de 0,2 F assorti d'un

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Effritement et désencouragement

Le lent redressement des cours observé pendant les deux précédentes séances ne s'est pas poursuivi ce jeudi. Les valeurs françaises affaiblissent sur un assés large front dans un marché fort peu animé à la veille d'un chômage de quatre jours. Une vingtaine de titres se sont même sensiblement repliés (-2 %), notamment U.C.B., B.C.T., Péroles B.P., J. Boré, Prolépis.

Quelques rares points de fermeté ont quand même été relevés (Poulain, Carrefour, C.C.F., Imetol, P.M. Labadie, M&T, Marianne des Châteaux). Mais ces quelques hausses n'ont pas suffi à relever la moyenne des cours, les différents indices ayant fléchi d'environ 0,4 %.

Le comportement du marché n'a pas à proprement parler surpris. La Bourse ne rouvrira en effet ses portes que mardi prochain, le jour même où M. Fournier présentera à l'opinion le projet gouvernemental sur les plus-values. En attendant, on a remarqué que même les organismes de placements collectifs s'étaient perdus d'intérêt pour le jeu.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont été diversément traitées, certaines gagnant du terrain, d'autres en perdant. Les américaines se sont à nouveau effritées et les allemandes ont été résistantes. Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 55 F à 19 660 F et le naposol a gagné 0,10 F à 1 000 F. Le volume de transactions a légèrement augmenté à 8,45 millions de francs contre 7,76 millions de francs.

A noter : lors d'un vote qui s'est déroulé mercredi après-midi, les employés de Bourse se sont prononcés, à une légère majorité, contre la poursuite des arrêts de travail déclenchés tout au long de la semaine.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 à 31 déc. 1973.)
14 avril 15 avril
Valeurs françaises 107,7 107,5
Valeurs étrangères 107,7 107,5
C. DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 à 29 déc. 1968)
Indice général 75,5 75,4

LONDRES

Le marché s'orientait à la hausse

L'ouverture mardi matin, les industries britanniques progressent de plusieurs points. Parmi les pétroles, l'irégularité des mines d'or. Les fonds d'Etat sont soutenus.

08 (ouverture) (dollar) : 128,5 contre 127,76

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DUMEX - Trois actions gratuites pour cinq anciennes actions. Les nouveaux titres bénéficieront du dividende global alloué aux titres de l'exercice 1975, soit 18,50 F par action (inchangé), ce qui correspond à une augmentation de 63 % de la distribution globale.

Bien que les comptes de l'exercice 1975 n'aient pas encore été publiés, les résultats nets consolidés sont estimés à 210 millions de francs contre 95 millions de francs de l'exercice 1974. La marge brute d'autofinancement est de 260 millions de francs contre 120 millions de francs de l'exercice 1974. Un dividende global de 3 F sera réparti entre les détenteurs de 10,55 F en 1974.

CHATELAIN - COMMUNY - SIA - L'exercice 1975 s'est soldé par un résultat net de 18,57 millions de francs en 1974. Un dividende global de 3 F sera réparti entre les détenteurs de 10,55 F en 1974.

CONCORDE DU NORD - Bénéfice net 1975 : 3,83 millions de francs contre 2,51 millions de francs de l'exercice 1974. Le dividende global est de 2,10 F contre 1,60 F en 1974.

S.A.P.T. - Bénéfice net 1975 : 15 millions de francs contre 13,16 millions de francs de l'exercice 1974. Le dividende global est de 9,50 F contre 9,75 F en 1974.

CENTRIQUE BOUVIERE SCHEER - Bénéfice net 1975 : 3,42 millions de francs contre 2,46 millions de francs de l'exercice 1974. Le dividende global est de 16,50 F contre 15 F en 1974.

NEW-YORK

Bien orienté

À l'issue d'une séance modérément active, l'indice Dow Jones des industries américaines a gagné 7,69 points (100 à 100,76). Les échanges ont porté sur 1,53 milliards de titres contre 1,51 milliards lundi.

L'optimisme a été alimenté par la publication de statistiques indiquant que le produit national brut avait augmenté de 0,8 % au premier trimestre (au taux annuel de 7,5 %). Parallèlement, le taux annuel de l'indice Dow Jones a atteint 10,1 %, le plus haut depuis le troisième trimestre 1973.

Enfin, nouveau réajustement de la valeur de la reprise économique, la production industrielle a augmenté de 0,2 % en mars.

Le nombre des valeurs en hausse a largement emporté sur les baisses à 1 022 contre 487 et 375 titres en baisse.

Les actions des industries de base (acier, pétrole, papier, caoutchouc, etc.) ont été les plus favorisées. Les compagnies aériennes, les ordinaires et les grandes sociétés ont été les plus délaissées.

Indice Dow Jones des transports, 100,5 (-1,25) ; des services publics, 87,07 (-0,10).

VALEURS

VALEURS	15/4	16/4
Alcoa	47 3/4	48 1/2
Amstar	25 1/2	26 1/4
Case Hamilton Bank	28 1/2	29 1/4
Eastman Kodak	114 1/8	115 1/4
Exxon	52 1/2	53 1/4
General Electric	52 1/2	53 1/4
General Motors	28 1/2	29 1/4
IBM	164 1/2	165 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	43 1/4
McDonald	34 1/2	35 1/4
Merck	57 1/2	58 1/4
Pharmacia	57 1/2	58 1/4
Schlumberger	74 1/2	75 1/4
Union Carbide	28 1/2	29 1/4
U.S. Steel	78 1/2	79 1/4
Xerox	52 1/2	53 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	184 1/4	184 1/4
-------------------	---------	---------

Taux du marché monétaire

Effets privés	7 1/8 %
---------------	---------

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
Alcoa	125	126	Duc-Lamotte	370	367	Renouveau S.A.	553	555	Alcoa	78	78
Amstar	125	126	E.L.M. Leblanc	420	425	Sucre Rénée	175	175	Dart Industries	105	105
Case Hamilton Bank	125	126	Franklin	120	120	Synthes	225	225	Fusuma	16	16
Eastman Kodak	125	126	Genetec	120	120	Telus et Multi	113	112	Gowat	142	142
Exxon	125	126	Harvest	120	120	U.S. Steel	120	120	Glaxo	35	35
General Electric	125	126	Industrie	120	120	Valinier-Rodière	120	120	Grace and Co.	125	125
General Motors	125	126	Labadie	120	120	Waters	120	120	Prater	125	125
IBM	125	126	Marcel	120	120	Waters	120	120	Procter	125	125
Johnson & Johnson	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	Cartier	125	125
McDonald	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	Estimote	125	125
Merck	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	Canadian Pacific	125	125
Pharmacia	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	Wagon-Lite	125	125
Schlumberger	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	Environnement	125	125
Union Carbide	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	British Am. Tobacco	125	125
U.S. Steel	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120	Sofel, Almatras	125	125
Xerox	125	126	Meda	120	120	Waters	120	120			

BOURSE DE PARIS - 15 AVRIL - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	107,7	107,5	France (A.B.R.)	228	230	Lyon-Almond	100	110	U.S. Steel	127	127
5 %	107,7	107,5	France (B.C.T.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Amstar	125	126
5 %	107,7	107,5	France (C.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Case Hamilton Bank	125	126
5 %	107,7	107,5	France (D.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Eastman Kodak	125	126
5 %	107,7	107,5	France (E.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Exxon	125	126
5 %	107,7	107,5	France (F.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Electric	125	126
5 %	107,7	107,5	France (G.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Motors	125	126
5 %	107,7	107,5	France (H.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	IBM	125	126
5 %	107,7	107,5	France (I.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Johnson & Johnson	125	126
5 %	107,7	107,5	France (J.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	McDonald	125	126
5 %	107,7	107,5	France (K.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Merck	125	126
5 %	107,7	107,5	France (L.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Pharmacia	125	126
5 %	107,7	107,5	France (M.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Schlumberger	125	126
5 %	107,7	107,5	France (N.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Union Carbide	125	126
5 %	107,7	107,5	France (O.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	U.S. Steel	125	126
5 %	107,7	107,5	France (P.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Xerox	125	126

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	107,7	107,5	France (A.B.R.)	228	230	Lyon-Almond	100	110	U.S. Steel	127	127
5 %	107,7	107,5	France (B.C.T.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Amstar	125	126
5 %	107,7	107,5	France (C.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Case Hamilton Bank	125	126
5 %	107,7	107,5	France (D.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Eastman Kodak	125	126
5 %	107,7	107,5	France (E.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Exxon	125	126
5 %	107,7	107,5	France (F.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Electric	125	126
5 %	107,7	107,5	France (G.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Motors	125	126
5 %	107,7	107,5	France (H.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	IBM	125	126
5 %	107,7	107,5	France (I.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Johnson & Johnson	125	126
5 %	107,7	107,5	France (J.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	McDonald	125	126
5 %	107,7	107,5	France (K.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Merck	125	126
5 %	107,7	107,5	France (L.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Pharmacia	125	126
5 %	107,7	107,5	France (M.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Schlumberger	125	126
5 %	107,7	107,5	France (N.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Union Carbide	125	126
5 %	107,7	107,5	France (O.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	U.S. Steel	125	126
5 %	107,7	107,5	France (P.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Xerox	125	126

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	107,7	107,5	France (A.B.R.)	228	230	Lyon-Almond	100	110	U.S. Steel	127	127
5 %	107,7	107,5	France (B.C.T.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Amstar	125	126
5 %	107,7	107,5	France (C.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Case Hamilton Bank	125	126
5 %	107,7	107,5	France (D.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Eastman Kodak	125	126
5 %	107,7	107,5	France (E.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Exxon	125	126
5 %	107,7	107,5	France (F.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Electric	125	126
5 %	107,7	107,5	France (G.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Motors	125	126
5 %	107,7	107,5	France (H.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	IBM	125	126
5 %	107,7	107,5	France (I.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Johnson & Johnson	125	126
5 %	107,7	107,5	France (J.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	McDonald	125	126
5 %	107,7	107,5	France (K.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Merck	125	126
5 %	107,7	107,5	France (L.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Pharmacia	125	126
5 %	107,7	107,5	France (M.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Schlumberger	125	126
5 %	107,7	107,5	France (N.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Union Carbide	125	126
5 %	107,7	107,5	France (O.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	U.S. Steel	125	126
5 %	107,7	107,5	France (P.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Xerox	125	126

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	107,7	107,5	France (A.B.R.)	228	230	Lyon-Almond	100	110	U.S. Steel	127	127
5 %	107,7	107,5	France (B.C.T.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Amstar	125	126
5 %	107,7	107,5	France (C.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Case Hamilton Bank	125	126
5 %	107,7	107,5	France (D.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Eastman Kodak	125	126
5 %	107,7	107,5	France (E.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Exxon	125	126
5 %	107,7	107,5	France (F.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Electric	125	126
5 %	107,7	107,5	France (G.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	General Motors	125	126
5 %	107,7	107,5	France (H.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	IBM	125	126
5 %	107,7	107,5	France (I.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Johnson & Johnson	125	126
5 %	107,7	107,5	France (J.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	McDonald	125	126
5 %	107,7	107,5	France (K.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Merck	125	126
5 %	107,7	107,5	France (L.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Pharmacia	125	126
5 %	107,7	107,5	France (M.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Schlumberger	125	126
5 %	107,7	107,5	France (N.C.F.)	228	230	Soc. Mar. Crédit	100	110	Union Carbide	125	126

100